

Le Monde

idées

AVOIR VINGT ANS...

...UNE FOIS

Défaire l'engrenage

par PATRICK AUJARD (*)

La page Idées « Jeunesse » du 30 juillet a suscité bien des réactions. Plutôt que des répliques directes aux auteurs des articles qu'elle contenait, nous avons choisi de publier aujourd'hui des textes qui définissent une attitude devant la vie. Deux de leurs auteurs ont vingt ans : Patrick Aujard aspire à défaire l'engrenage de la stagnation et de la routine ; J.-C. Gibert, étudiant, que pour exister il faut d'abord participer. J.-L. Selle, pour avoir vécu en « autodidacte de la vie », croit qu'il aura longtemps encore vingt ans, bien qu'il les ait déjà deux fois. Quant à Pierre Bellanger, qui a, lui, près de quatre-vingt ans, il cherche un vaccin à ce « mal de vivre » dont il analyse les racines.

SOUVENT absorbé par le ronron du quotidien militant, il se prête peu de temps à la réflexion. D'un objectif sincère, le militant révolutionnaire s'enferme dans sa logique propre qui lui interdit l'approche d'une « naïveté » de toute nouvelle idée et plus encore des anciennes. Sartre disait en 1965 : « En France, tout reste à faire, il ne s'agit même pas de réorganiser le gauchisme, mais de la recréer à partir des exigences de la base ».

Aujourd'hui, après plus de dix ans de stagnation des groupes dits gauchistes ou révolutionnaires, et sans non plus pour autant balayer d'un trait facile le peu d'acquis qui en résulte, cette citation peut se calquer aisément à l'extrême droite. Beaucoup se désolent de la non-politisation de la jeunesse, de la désaffection, de cette apathie apparente, du no-future prononcé en exergue.

Qui doit s'interroger ? De ce pulvérisement des groupes, des querelles centennaires, comment s'engager dans ce labyrinthe repoussant des groupuscules insatiables ?

Pourtant chacun pense être à un tournant important de la civilisation, de la crise politique et idéologique. Les responsables ne sont plus uniquement et confortablement rangés dans le camp de la gauche traditionnelle. Ce qui peut paraître comme un appel à la réflexion dans un but unitaire, pour créer un pôle réel, révolutionnaire, peut sembler désuet et toutes les raisons invoquées, bien sûr, seront bonnes, épuisées par un passé historiquement fécond.

Chaque groupe a son expé-

rience, sa pratique, sa théorie égayée par des années d'existence, de sélections, de regroupements. Mais à vouloir préserver à tout prix le « noyau dur », l'institution, qu'on le veuille ou non intégrée en système, à vouloir tirer à soi la vérité universelle, on ne progresse pas.

Après des années souvent de travail, le militant, tirant le bilan partiel de son expérience, aux questions sans réponse et embarrassantes, car il s'agit peut-être de tout redéfinir, mis « hors la ligne », s'en va. Au moment où la vraie réflexion serait susceptible d'entrevoir quelques volets clos du sectarisme.

« De voir cela, gardons-nous de rentrer dans l'engrenage ! », pense l'ouvrier.

Saluons, alors, à grands cris des piliers d'organisation, et avant tout des « responsables » qui en vivent, affectivement, politiquement, matériellement, toutes tentatives d'autodissolution générale des groupes militants, de remise à la base de tous les dirigeants, l'être était ouverte de discussions sans parti pris, sérieuses, constructives (à tout un lot d'objectifs seraient l'affaire), de bilans tirés des révolutions passées, des échecs subis, des acquis des groupes. Sommes-nous capables d'un tel effort, d'une telle modestie politique, d'une telle honnêteté intellectuelle et militante ? Et cela, face aux jeunes travailleurs et aux plus anciens, qui ne cessent de regarder l'incompréhensible, l'étranger à eux-mêmes, exclus encore doucement.

(*) O.S. pendant cinq ans à Tourcoing, actuellement au chômage.

Participer pour exister

par JEAN-CLAUDE GIBERT (*)

IL y a un temps pour tout ; il y a sous le ciel un moment pour chaque chose. Il y a un temps pour planter et un temps pour arracher ce qui a été planté (1).

A la question : « La jeunesse est-elle idéologiquement mobilisée ? », nombreux sont ceux qui répondent par la négative. On voudrait, pour s'en persuader, relire, 70-80 pour nous faire quelque peine, les témoignages de ces jeunes qui doutent. On voudrait leur faire écho :

Si, selon Einstein, « L'élément précieux dans les ouvrages de l'humanité, ce n'est pas l'état, c'est l'individu », on peut effectivement s'interroger de cette absence de réaction de l'individu, de cette absence d'engagement, de cette absence tout court ! Est-ce des lars reconnaissant qu'il n'y a plus d'idéal ? Ce serait avouer la fin de notre société ! Dominique Filatre parle de ce « refus de l'espérance », alors qu'il investit dans ce projet de société, que les jeunes d'aujourd'hui seront demain amenés à conduire, doit être un leitmotiv, se veut directionnel de notre action. Il nous faut descendre sur le terrain, il nous faut nous battre, et nous battre à tous les niveaux. Qu'observe-t-on depuis quelques années si ce n'est ce transfert de responsabilités sur l'Etat-providence, sur cet Etat protecteur qui intervient désormais de plus en plus dans notre vie de tous les jours, faisant des citoyens des assistés ?

Prénons pour exemple, dans le domaine économique, les demandes de subventions dès l'instant où les firmes sont en difficulté, où le temps est à la sécheresse, où les demandes d'emploi ne sont pas satisfaites. « Aide-toi, l'Etat t'aidera... » La formule a pu faire sourire, et pourtant, il faut réveiller cette conscience collective bâtie à partir de ces consciences individuelles et forcer l'individu à se prendre en charge, à regarder le visage du réel sans le

déformer et à honorer pleinement le contrat de sa vie d'homme : être responsable autant que libre ne peut !

Il y a un temps pour jeter des pierres et un temps pour les ramasser, il y a un temps pour démolir et un temps pour bâtir (2). Est-ce dire qu'il faille reprendre la formule de mai 1968 ? Non bien sûr ! Il y a, selon Camus, deux sortes d'efficacité : celle du typhon et celle du séisme. Faut-il alors à prendre le recul nécessaire, à analyser pour comprendre et être plus à même d'intervenir en utilisant la stratégie optimale. Il ne s'agit nullement de détruire pour détruire, mais de mettre en place, armés de patience et de ténacité, un modèle français non basé sur une idéologie se voulant par trop idéologique ou idéologique, mais tenant compte de notre histoire et de notre identité, assurés qu'il existe un possible projet français, qui a désormais sa place au confluent de ces deux cou-

rants idéologiques, entre l'Est et l'Ouest ! Il est un idéal qui ne demande qu'à vivre ! Alors c'est aux jeunes à participer pour exister. Il est dans ce pays un potentiel intellectuel et moral considérable. Il est temps d'instaurer ce que Michel Jobert appelle « une citoyenneté active ». L'idée n'est pas neuve, la jeunesse dispose d'un matériel fabuleux : c'est celui des idées ! Sa première tâche est celle consistant à s'insérer activement dans la réalité du quotidien, à s'émanciper dans l'utile, à s'engager dans des combats de l'entreprise, de la région, de la nation. Se voir confier son imagination, se voir privée de la gestion de la vie quotidienne, se voir ignorée, voilà bien trois motifs d'intervention sur le terrain des événements pour crier notre existence.

S'appartenir à exister est plus qu'un droit, c'est une notion constamment liée à la nature humaine. Pour le moment, la jeunesse se tait, mais la jeunesse écoute, regarde, comprend. « Il y a un temps pour se taire et un temps pour parler (3) ».

Jalons pour un projet français

En réalité, il s'agit, pour la jeunesse de ce vingtième siècle, de prendre conscience qu'il existe, dans cette turbulence d'événements, de nombreuses forces en France susceptibles d'instaurer, en dehors de ce schéma simpliste de type collectiviste, c'est-à-dire par trop social, ou capitaliste, c'est-à-dire par trop individualiste, un projet économique, un projet politique, un projet humain, puisés dans notre histoire, qui contiennent demain la germe de ce projet qui vultu devant la réalité. Pour conduire un projet, il faut se doter

des instruments nécessaires à son exécution. Prenons une charte respectant des deux courants actuels français : Démocratie française et programme commun. Les premiers jalons pour ce modèle français, pour cette France à la française, dirons-nous, doivent bien s'inscrire dans une réflexion considérant les échecs et les succès de notre histoire, plus à même de nous révéler la construction de notre avenir.

Il nous faut nous doter de cette « charte de l'action qui soit également une charte de l'espérance, pour une nation qui ne veut pas... désespérer de son avenir (2) ».

Cette charte s'appuierait logiquement sur l'ardente participation de l'ensemble des forces populaires du pays, assurée d'une planification traduisant la volonté politique d'un peuple, dont le ton émanerait bien d'un consensus national loin d'un certain laxisme dérivant.

Il revient donc à la jeunesse d'assumer sa part de responsabilité qui est la sienne dans la conduite de ce projet, pour que jamais on ne lui reproche d'avoir subi l'existence une tâche difficile, refusée des lors des unilatéralismes, ces menichismes, pour parvenir ainsi à « réaliser le futur (3) ».

Au total, il ne doit pas y avoir de place, dans l'emploi du temps des jeunes de ce pays de France, pour la désespérance. Être jeune, c'est avant tout être responsable et de sa jeunesse et de son devenir, et faire en sorte qu'à travers toutes les dimensions de l'homme l'espérance soit sa victoire !

(1) L'Évangile, III, 1/4.
(2) Quelle planification pour la France. Coll. « De quoi s'agit-il ? ». F. Pascalini, p. 71.
(3) Cf. J. Chénier (Le Monde du 4 novembre 1977).

...DEUX FOIS

Vivre en autodidacte de la vie

par JEAN-LOUIS SELLE (*)

Il me fait peine de lire : « Je risquerais l'idée que nous sommes une génération qui ne peut pas écrire ses lettres ». D'autant plus de peine que je risquerais bien la même idée.

En fait, tout cela mérite un blâme... un blâme pour la génération précédente : parents et enseignants en tout genre qui ont implicitement cru que l'instruction pouvait pallier l'éducation : ainsi les jeunes d'aujourd'hui sont préparés à l'analyse, savants de connaissances, mais nullement exercés à apprécier et à juger. On a tout simplement oublié de leur forger un caractère, et pourtant c'est l'essentiel.

Des tabous nouveaux ont chassé les anciens. Il « fallait » contraindre, il « faut » permettre, libérer. On « devait » faire effort, on « doit » laisser s'exprimer les tendances intimes de l'être, etc.

Autant de vanités dans les deux perspectives. Croire que l'expérience cumulative, factuelle, égocentrique peut épanouir, croire que l'effort est seulement négatif : autant de vanités, de fausses appréciations de nos contours, autant de nouveaux blocages pour remplacer les anciens.

Tabous d'aujourd'hui plus pernicieux que ceux d'hier parce que à la mode. Que de simplisme et quel manque de chaleur humaine, d'échange dans tout cela. Il est couru d'avance que la jeunesse s'y bloque et s'y désespère, qu'elle en souffre et cherche des

équivalences dans des livres artificiels.

Comme d'autres sûrement, j'ai toujours préféré pour ma part vivre en « autodidacte de la vie ». J'y ai sans doute consacré des efforts, ma personnalité, et mon humilité. Je n'ai jamais nourri l'illusion d'un progrès moral (il nous les Anciens...). Je n'attends pas de génie contemporain pour me réveiller. Je n'ai jamais cru pouvoir me réaliser socialement, avant de m'être réalisé moi-même, comme individu. Je n'ai pas pensé que Sartre (ou tout autre) pouvait révolutionner mon propre épanouissement, même si

je m'enrichis à découvrir ses propres perspectives.

Non, j'ai seulement préféré m'intéresser à ce qui pouvait m'être perçue, à diriger la marche de ce qui pouvait m'être directement, intimement perçue. Il ne m'a pas fallu très longtemps pour découvrir que la première dimension sociale de l'homme était l'échange et que, en ce domaine, on gagnait plus à donner qu'à recevoir (sur ce point, l'esprit « petit-bourgeois » est très répandu chez les jeunes, comme ailleurs. Manque de confiance en soi, sans doute).

Aujourd'hui, je sais, je sens que je vis plus intensément que beaucoup et que les livres artificiels ne me procureraient que de

maîtriser la fin de notre société ! Dominique Filatre parle de ce « refus de l'espérance », alors qu'il investit dans ce projet de société, que les jeunes d'aujourd'hui seront demain amenés à conduire, doit être un leitmotiv, se veut directionnel de notre action. Il nous faut descendre sur le terrain, il nous faut nous battre, et nous battre à tous les niveaux. Qu'observe-t-on depuis quelques années si ce n'est ce transfert de responsabilités sur l'Etat-providence, sur cet Etat protecteur qui intervient désormais de plus en plus dans notre vie de tous les jours, faisant des citoyens des assistés ?

Prénons pour exemple, dans le domaine économique, les demandes de subventions dès l'instant où les firmes sont en difficulté, où le temps est à la sécheresse, où les demandes d'emploi ne sont pas satisfaites. « Aide-toi, l'Etat t'aidera... » La formule a pu faire sourire, et pourtant, il faut réveiller cette conscience collective bâtie à partir de ces consciences individuelles et forcer l'individu à se prendre en charge, à regarder le visage du réel sans le

le vouloir, et cela n'a pas l'air d'être très joyeux.

« Valez-le réussir à décrocher mon bac ? »

« Quel emploi valez-vous trouver qui pourra convenir à mes possibilités physiques et intellectuelles ? »

« Et le chômage, est-ce que cela durera toujours ? »

« Je ne peux pas rester à la charge de mes parents. »

« Et puis, ce renouveau mondial, ces guerres larvées qui laissent prévoir une guerre mondiale, que serai-je au milieu de tout cela ? »

« Ma marier, avoir des enfants, bien sûr, mais pour quoi faire ? Que deviendront-ils, eux ? »

Etc.

Bref, des jeunes, au moins — et c'est cela qui est grave — les plus évolués d'entre eux, remettent en cause le principe même du passage des humains sur cette Terre. Ils n'en sont pas encore au point où ils pourraient franchement expliquer leurs tourments, et bien souvent confortent la condition humaine et la responsabilité de telle société, de telle religion, de tel régime politique.

Ciel bleu, le soleil, les voyages, les spasmes sexuels, la voiture, la T.V., tout ce qui constitue de nos jours la « carotte au bout du bâton ».

Je voudrais, et cela n'a pas l'air d'être très joyeux.

« Valez-le réussir à décrocher mon bac ? »

« Quel emploi valez-vous trouver qui pourra convenir à mes possibilités physiques et intellectuelles ? »

« Et le chômage, est-ce que cela durera toujours ? »

« Je ne peux pas rester à la charge de mes parents. »

« Et puis, ce renouveau mondial, ces guerres larvées qui laissent prévoir une guerre mondiale, que serai-je au milieu de tout cela ? »

« Ma marier, avoir des enfants, bien sûr, mais pour quoi faire ? Que deviendront-ils, eux ? »

Etc.

Bref, des jeunes, au moins — et c'est cela qui est grave — les plus évolués d'entre eux, remettent en cause le principe même du passage des humains sur cette Terre. Ils n'en sont pas encore au point où ils pourraient franchement expliquer leurs tourments, et bien souvent confortent la condition humaine et la responsabilité de telle société, de telle religion, de tel régime politique.

Ciel bleu, le soleil, les voyages, les spasmes sexuels, la voiture, la T.V., tout ce qui constitue de nos jours la « carotte au bout du bâton ».

Ciel bleu, le soleil, les voyages, les spasmes sexuels, la voiture, la T.V., tout ce qui constitue de nos jours la « carotte au bout du bâton ».

...QUATRE FOIS

Trouver le vaccin

par PIERRE BELLANGER (*)

J'AI soixante-quinze ans, mais je comprends avec une extrême précision les réflexions déshabillées, sinon désespérées, de ces jeunes. Sauf Marc Frigant, programmé pour être homme d'action (je le suis moi-même), ils ont tous une maladie que la science veut ignorer et que cachent pudiquement les hommes politiques de tous les pays du monde.

Cela s'appelle le « mal de vivre ». Il est facile d'accabler les jeunes qui expriment de manière quelquefois confuse leur quasi-désespoir. Il est facile de les accabler de quolibets, de moqueries, de dédain, de mépris, voire, parfois de cris de colère pas tout à fait désintéressés. (Qui va financer ma retraite plus tard ?) Mais les anciens, y compris les vieux, devraient méditer sur ce thème : « Que fait l'humain en ce monde ? » On me dira que, cette question, des humains se la posent depuis des siècles, des millénaires peut-être ! Seulement, ces « indécis » étaient si peu nombreux dans le passé, qu'ils ne laissaient pas de traces derrière eux, que leur interrogation n'était jamais perçue par les masses. Seuls, quelques intellectuels avaient compris, mais, conscients de ce qu'ils considéraient comme une grave responsabilité de leur part à l'égard de la société, ils se taisaient

ou s'exprimaient en langage ésotérique ou romantique. La contagion n'était donc pas à craindre.

Seulement voilà, peu à peu, l'humanité a pris conscience de la précarité de son action sur cette planète, de la contradiction entre l'« ego » et l'infinie apport de chacun à la masse, de la fragilité des « progrès » chaque jour remis en cause, de la quasi-impossibilité pour chacun de changer quoi que ce soit par une implacable programmation collective et personnelle.

Politiques, théologiens, sociologues, à toutes les époques de nous connues, ont apporté leurs petites élites pour adoucir la douleur morale. Religions polythéistes, rites naïfs ou cruels, religions monothéistes, idéologies de toutes catégories, d'étal en somme le moyen par une contre-propagande, de bloquer les « indécis ».

Malheureusement, pour ces souffrants d'assurer une continuité harmonieuse à la condition humaine, il y a eu, à partir du dix-huitième siècle, l'apparition en une magnifique aura de la déesse Science. Ils ont tous été surpris. Les plus rapides à comprendre ont été les « rouges », qui ont vu, dans la science et la transformation politique de la société occidentale, le moyen de faire taire, voire d'endormir, les « indécis ».

Les Eglises ont joué la carte de la sécurité du bien social. Elles ont tenu le coup longtemps. Mais la déesse s'est mise à galoper avec un zoz de croissance démesurée. Passions sur les guerres, les révolutions, les massacres. Enfin, nous en arrivons aux temps actuels. Pour se maintenir à la tête du pouvoir politique, on a inventé la société de consommation. Un vrai succès. A tel point que les marxistes eux-mêmes ont sauté dans le train en marche.

Le « truc » a fonctionné pendant quelques années. C'était la drogue miracle. Un nouvel « opium du peuple ». Mais, ce que n'avaient pas prévu les politiques des années 60, c'est que, un beau jour, la machine, après s'être emballée, s'arrêterait parce que les engrenages cédaient les uns après les autres. Le chômage, que l'on croyait rayé à jamais du vocabulaire, est réapparu.

Pour les derniers arrivants sur cette Terre, et déjà en état de penser, les questions ont surgi de tous les méandres de leur cerveau. Concrètement, les questions sont les suivantes :

« De suis-je venu sur cette Terre sans ? »

« Soixante-quinze ans, grand-père est chef d'entreprise.

tout cela apparaît tout à coup bien fragile face aux secousses politiques et aux misères qui menacent la nouvelle génération.

Moralistes, sociologues, politiques, scientifiques, psychologues, enseignants, etc., ne restez pas stupéfaits devant l'évolution de cette maladie. Elle n'en est qu'à ses débuts. Demain, elle aura gagné la moitié de l'humanité, au moins à l'Occident ; et après-demain, peut-être, la totalité. Et tout alors sera fini puisque nous savons que tout finit un jour.

D'où là, moralistes, sociologues, politiques, scientifiques, psychologues, enseignants, etc., essayez de trouver de nouveaux moyens d'intéresser les jeunes à la vie. Ne comptez pas sur la force de vitalité que leur a donnée la nature. Cela ne suffira plus, dans un avenir plus proche que vous ne le pensez. Cherchez le vaccin contre cette super-maladie : le « mal de vivre ».

C'est une tâche sans doute surhumaine et qui demandera la cohésion de tous les guides de l'humanité. Mais, après tout, ce ne doit pas être plus difficile que d'envoyer des hommes sur la Lune et des sondes sur Mars, Vénus, Jupiter, etc. Car même les conquêtes spatiales ne peuvent guérir les jeunes de la maladie.

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de
ses lecteurs, les critiques d'annonces
immédiates.
Venez y trouver vos solutions.
LA MAISON
des ventes techniques

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 8007-27
ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
292 F 311 F 461 F 590 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
367 F 651 F 956 F 1 236 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
F. 478-245
224 F 358 F 458 F 720 F
II. — SUISSE-TURQUIE
229 F 366 F 723 F 940 F
Par voie aérienne
Taux sur demande
Les abonnés qui paient par
chèque postal (ceci valem) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande.
Changements d'adresse dé-
clarés ou préavis (de 4 à 6
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.
Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

كتاب من الأصل

كتاب من الأمل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

exister

Chili

La démocratie chrétienne s'est mobilisée contre le projet de référendum constitutionnel du général Pinochet

Environ sept millions de personnes doivent se rendre aux urnes, le jeudi 11 septembre, au Chili, afin d'approuver le projet de Constitution proposé par le général Pinochet pour remplacer la Charte fondamentale de 1925, théoriquement toujours en vigueur sept ans après le coup d'État militaire, qui a renversé le président Salvador Allende.

Le texte soumis aux électeurs est remarquable pour deux raisons. Il organise une très longue période de transition, au cours de laquelle la future Constitution ne sera pas appliquée. Et il prévoit une répartition des pouvoirs qui mettrait l'accent sur l'exécutif. Aux termes de ces dispositions, le général Pinochet, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans, demeurerait au pouvoir au moins jusqu'en 1985, et éventuellement jusqu'en 1987.

Des dispositions aussi contraignantes à la tradition historique chilienne ont provoqué une opposition sans précédent au Chili, malgré le sévère contrôle policier qui continue de peser sur les adversaires du régime. Fait notable : la démocratie chrétienne a pris une part extrêmement active à la lutte contre le projet de Constitution. L'ancien président Eduardo Frei l'a catégoriquement rejeté, et a proposé comme solution alternative la création immédiate d'un gouvernement de transition, intégrant des civils et des militaires, qui conduirait, en deux années, le Chili à des retrouvailles démocratiques. L'Eglise catholique a également vigoureusement pris position contre le projet du général Pinochet, critiquant, en particulier, l'absence d'alternative en cas — improbable il est vrai — de rejet du texte par les électeurs. La gauche, bien que toujours très divisée, s'est évidemment, elle aussi, mobilisée contre le référendum. Un texte émis par le parti radical (socialiste) à l'intérieur du pays dénonce, ainsi, le « projet d'un homme qui cherche à se transformer en dictateur à vie ».

Une propagande massive

Le gouvernement a mené une propagande massive, par la télévision, la radio et les journaux, en faveur du projet de Charte fondamentale. Le général Pinochet lui-même a sillonné le pays pour défendre ce qu'il dénomme « la Constitution de la liberté ». Les opposants, en revanche, n'ont eu droit qu'à la publication de modestes annonces dans les journaux. Les radios privées ont, cependant, retransmis le texte d'une intervention publique de M. Eduardo Frei au théâtre Campolongo de Santiago, au cours

de laquelle l'ancien président a condamné le référendum.

La plus grande suspicion pèse d'ailleurs sur les résultats de la consultation. Le gouvernement n'a, en effet, jamais reconstitué les registres électoraux qu'il avait fait brûler peu après le coup d'État. Les non-Chiliens eux-mêmes peuvent, dans ces conditions, participer au scrutin.

Nous publions ci-dessous une correspondance de M. Armando Urribé, ancien ambassadeur du Chili en Chine au temps de l'Unité populaire, aujourd'hui exilé à Paris, à propos des mesures transitoires que comporte le projet de référendum. Nous publions d'autre part le témoignage d'un avocat chilien, M. Maxime Otto, qui s'est rendu récemment au Chili pour défendre un prisonnier politique. Ses constatations rejoignent tous les témoignages récents, selon lesquels la répression, qui était essentiellement sélective depuis deux ans au Chili, a repris vigoureusement ces derniers temps — particulièrement depuis l'assassinat, en juillet, d'un officier supérieur, le colonel Vargas.

À Londres — où l'affaire des services subis au mois d'août à Santiago par une ressortissante britannique, Mme Claire Wilson, continue de provoquer de sérieux remous politiques — Amnesty International vient de publier un rapport accablant à ce sujet.

Une lettre de M. Armando Urribé

LE TRANSITOIRE EST L'ESSENTIEL

Sept ans de pouvoir n'ont pas donné à la junte ce qui est l'essentiel des pouvoirs qui doivent être exercés : la légitimité. Le projet de Constitution qu'elle propose le 11 septembre à la population, étrangement, n'est qu'un moyen supplémentaire dans cette quête de légitimité.

Cette proposition est, dans la forme, assez complexe. Il y a cependant un critère qui permet de se diriger au milieu de la difficulté : la Constitution existe principalement par et pour ses principes. Les articles transitoires, en revanche, sont l'ensemble de la Constitution n'étant pas liés avant sept ans.

Pendant les huit premières années, la présidence du général Pinochet ne diffère aucunement de la forme sous laquelle il a exercé le pouvoir de 1973 à 1980. Les articles transitoires transforment, au point de vue formel, la position du général Pinochet, qui, de *princeps inter pares*, a fini par acquiescer une position hégémonique incontestée.

L'objet de la manœuvre « constitutionnelle »

Pendant les huit années suivantes, le général Pinochet, président encore — puisqu'il peut être réélu, selon le texte proposé, — mesure lui-même jusqu'à quel point la nouvelle charte pourra entrer en vigueur. Et encore, durant ces seize ans — qui nous portent à 1987 — le général Pinochet et la junte pourront-ils réformer ce texte ?

On voit ainsi l'objet de la manœuvre « constitutionnelle ». Le général Pinochet cherche à légitimer son élévation face aux forces armées et par devant le pays, en comptant sur un certain « effet de relations politiques internationales ». Imaginer ce qui pourra se passer pendant ou après ces seize ans ne serait que fariboles ou amusement de juristes.

Cela dit, il n'est peut-être pas inutile de signaler que le régime de gouvernement établi par la Constitution définitive, n'est, comme on pouvait bien s'y attendre, nullement démocratique. Avec la meilleure volonté, on ne pourrait tout au plus le qualifier de dictature bien tempérée.

ARMANDO URRIBE.

Édité par la S.A.M.I., le Monde.
Généraliste : Jacques Forest, directeur de la publication.
Jacques Forest.

Imprimé en France
chez « le Monde »
5, rue des Filles
PARIS-IX
1978

Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'administration.
Comptabilité paritaire n° 51497.

Etats-Unis

M. Reagan a altéré l'image d'homme d'Etat réfléchi qu'il tentait de se donner

De notre correspondant

La Ligue des électrices (League of Women Voters) a décidé à l'unanimité, le mardi 9 septembre, de convier M. John Anderson à participer au premier débat télévisé entre les candidats, démocrate et républicain, à la présidence qui devrait se tenir le 21 septembre à Baltimore. Le responsable de la campagne électorale de M. Carter, M. Robert Strauss, a aussitôt réaffirmé le point de vue de la Maison Blanche, qui accepte d'affronter M. Anderson, mais pas durant le premier débat, qu'elle veut limiter à un face-à-face Reagan-Carter.

Washington. — M. Reagan vient de traverser la période la plus difficile, jusqu'à présent, de sa campagne présidentielle. Au milieu de l'été, les enquêtes d'opinion lui accordaient une avance considérable sur le président sortant. On se souvient que le sondage de Time 4 novembre sera très serré. L'ancien gouverneur de Californie semble être le principal responsable du recul qu'il affecte : ses gaffes successives, habilement exploitées par les partisans de M. Carter, ont altéré l'image d'un homme d'Etat réfléchi qu'il essayait de donner.

Les républicains se consolent comme ils peuvent. A défaut de voir leur porte-drapeau s'imposer, ils assistent avec ravissement à la remontée supposée de M. Anderson, le candidat indépendant, qui attire essentiellement des voix démocrates.

Coup sur coup, M. Anderson a appris deux bonnes nouvelles. Il s'est vu d'abord reconnaître le droit de toucher des subventions fédérales, alors que sa campagne risquait de tourner court pour cause de faillite. En fonction de son score, le représentant de l'Illinois recevra, après les élections, entre 3 et 10 millions de dollars s'il recueille plus de 5 % des suffrages. C'est un bon droit d'oxygène très appréciable que devrait empêcher de nouvelles défections dans son état-major.

Autre surprise agréable : le petit parti libéral, qui n'existait qu'à New-York, envisage d'appuyer M. Anderson, au lieu de s'allier avec les démocrates comme il l'avait toujours fait depuis sa création. Il y a trente-six ans, l'Etat de New-York reçut ainsi d'échapper à M. Carter. Cela représente quarante et une voix au collège national pour un total de cinq cent trente-huit. De plus, longtemps, aucun candidat démocrate battu à New-York n'a accédé à la Maison Blanche, exception faite de Harry Truman en 1945. On comprend le fureur du président et de ses collaborateurs lorsqu'ils ont appris la nouvelle.

Last but not least, M. Anderson est invité au premier débat télévisé entre les candidats le

Un bêtisier

M. Reagan applaudit de grand cœur des initiatives. Mais il ne peut se fonder sur les performances — hypothétiques — du candidat indépendant pour assurer sa propre élection. Attaqué après ses déclarations sur le Vietnam, Reagan a voulu passer à l'offensive dès l'ouverture officielle de la campagne, le 2 septembre. Cela lui a donné l'occasion d'élargir dangereusement son bêtisier, en se trompant sur les origines du Ku-Klux-Klan. Il a froissé des Sudistes et s'est attiré des quolibets. En qualifiant avec légèreté la récession actuelle de « sévère dépression », il a embourbés ses propres conseillers économiques. Au quartier général du candidat à Arlington, on reconnaît volontiers que des « gaffes » ont été commises. Et il faut voir la tête de ce pauvre M. Bush, le collègue — très distingué, très Nouvelle-Angleterre — des qu'on l'interroge sur la dernière sortie de « Ronnie ».

Les plus méchants prétendent que M. Reagan trébuche sur les mots en fin de journée. « A l'heure, disent ses partisans, où un homme de presque soixante-dix ans commence, c'est normal, à sentir la fatigue. » L'argument ne prend pas. Même s'il a du mal à cacher quelques rides, l'ancien acteur respire la santé.

Il faut chercher plutôt les raisons de ces gaffes dans les faiblesses de son équipe électorale républicaine, et plus encore dans la personnalité d'un homme qui ne résiste pas à l'envie d'improviser dès qu'on lui tend un micro. Mais M. Reagan ne semble pas s'émouvoir outre mesure des réactions qu'il suscite dans la presse et les milieux politiques. Il pense connaître son Amérique sur le bout des doigts et exprimer — sur la Chine, par exemple — la pensée profonde de ses concitoyens. Il sait aussi que beaucoup de fermiers du Middle-West et de commerçants de l'Alabama se moquent éperdument de savoir si il existe une, deux ou trois Chines.

M. Carter lui-même, qui pose aujourd'hui à l'homme d'expérience, n'avait-il pas fait quelques gaffes retentissantes pendant la campagne de 1976 ? N'aurait-il pas, lui aussi, les moqueries de ces messieurs de Washington ?

Il faut être très partisan pour ne pas reconnaître un certain charme à M. Reagan. Sans aller comme le font des républicains, jusqu'à le qualifier de « nouveau Roosevelt » pour ses dons de communication, on peut noter chez lui une certaine

élégance, une chaleur humaine et une joie de vivre que ne semblent avoir ni M. Anderson ni M. Carter. Tout cela passe admirablement au petit écran. Dans un pays où c'est la politique qui donne l'impression de s'adapter à la télévision, et non l'inverse, l'ancien président du syndicat des acteurs marque des points.

Les enquêtes le montrent : beaucoup d'Américains estiment qu'il est temps de changer de président, sinon de politique. Partout dans le monde (Pologne, Iran, Afghanistan, Cambodge, Afrique), les Etats-Unis assistent à des événements qu'ils ne contrôlent pas. M. Reagan apparaît comme l'homme qui aurait pu libérer les otages de Téhéran, aurait réouvert aux Russes et réconcilier l'Amérique avec elle-même. Quant aux promesses du candidat républicain, on ne les prend pas très au sérieux. Lorsqu'il gouvernerait la Californie « septième Etat du monde par le P.N.B. », il avait dû se plier, comme n'importe qui, aux nécessités du budget.

Les faiblesses de M. Reagan sont aussi nombreuses. C'est un homme assez seul, en fin de compte, dont les vrais amis n'appartiennent pas à la classe politique. Il faut voir avec quelle distance, quelle condescendance des républicains comme M. Nixon, M. Kissinger ou M. Bush lui-même appuient sa candidature. La grande presse, que l'on disait plutôt républicaine, ne lui laisse rien passer. La *big business* hélicoptère se conserve apparemment opposé aux multinationales. Les femmes lui en veulent d'avoir refusé de souscrire à un amendement constitutionnel qui leur garantirait enfin l'égalité complète avec les hommes. Et alors qu'un tiers des ouvriers seraient prêts à voter pour M. Reagan, à peine un cinquième des Noirs accorderaient leurs suffrages à ce fils de « petit Blanc » qui, par les thèmes qu'il ressuscite (Taiwan, Vietnam), apparaît comme un ambassadeur du passé.

On a conseillé à M. Reagan de parler moins puisque c'est son seul moyen d'éviter les gaffes. On l'a engagé aussi à mettre l'accent sur la situation économique, dont le président ne peut se vanter. Enfin, il commence à dénoncer systématiquement toutes les affaires où M. Carter se soit de sa position pour influencer l'électorat. Ça a le plus flagrant : les fuites savamment organisées sur l'étude de nouvelles armes afin de montrer que les Etats-Unis s'efforcent d'être supérieurs à l'Union soviétique.

C'est dans ces dénonciations que M. Reagan est le plus convaincant. Mais il a tendance à en faire un peu trop. Son adversaire est un homme politique de talent, terriblement déterminé et qui sait tenir compte, lui, des sondages. Hériter la Maison Blanche pendant la campagne a ses inconvénients, mais c'est aussi très pratique. Depuis le début du siècle, deux fois sur trois, c'est le président en place qui a été réélu.

ROBERT SOLÉ.

TÉMOIGNAGE

Tous les excès...

« Je reviens du Chili, où j'ai passé une semaine, mandaté par la Fédération internationale des droits de l'homme et le Mouvement international des juristes catholiques (Fax romain), afin d'obtenir des garanties sur le sort d'un détenu, M. José Benado Medinsky. »

« Toute agitation politique de masse, comme l'expression du mécontentement des populations (habitants des bidonvilles), y est quasi systématiquement attribuée au « marxisme international » et considérée comme menée par de dangereux « terroristes ». Au nom de la lutte « antiterroriste », et pour sauvegarder la sécurité du pays, la junte s'autorise tous les excès et ne cesse de bafouer les libertés fondamentales. »

« Des centaines de milliers de Chiliens sont exilés pour des raisons politiques, en violation de la Charte internationale des droits de l'homme, à laquelle souscrit le Chili. L'exilé qui, comme José Benado Medinsky, retourne clandestinement — et pour cause — dans sa patrie est passible de la peine de mort chaque fois que « les circonstances ou les antécédents » permettent aux tribunaux de présumer que son retour met en péril la sécurité de l'Etat. »

« Cette présomption de culpabilité fait de lui un de ces fameux « terroristes » qui sera gardé au secret »

total pendant vingt jours après avoir, tôt ou tard, été arrêté dans une rafle par les hommes de la Centrale nationale d'information (police politique qui remplace la trop fameuse DINA, et même encore la terreur). Vingt jours, c'est à la fois assez pour assassiner un homme en lui faisant vivre sa mort, et assez pour faire disparaître du corps des plus charnels les traces des services subis — les plus terribles n'en laissent d'ailleurs aucune — avant de le remettre entre les mains de la justice, qui n'est qu'une émanation du ministère de l'Intérieur.

« Ceci montre combien les efforts de réhabilitation que tente d'opérer aujourd'hui la junte auprès de l'opinion internationale sont de faux-semblants. En un septennat, rien n'a changé au Chili, bien au contraire. La « doctrine de la sécurité nationale » a été très habilement et profondément normalisée dans ses formes les plus perverses. Je l'ai remarqué dans la tranquille assurance de mes interlocuteurs officiels, dont aucun ne prit la peine de feindre l'indignation quand je parlais de la peine de mort chaque fois que « les circonstances ou les antécédents » permettent aux tribunaux de présumer que son retour met en péril la sécurité de l'Etat. »

MAXIME OTTO.

Ce soir sur TF1
Edition spéciale de « la Rage de lire »
autour de Jean-Edern Hallier

Un événement dans la rentrée romanesque

FIN DE SIÈCLE

roman

par
Jean-Edern Hallier



ALBIN MICHEL

Le sénateur Jacob Javits battu à une élection primaire

Un grand nom du Congrès n'y rentrera plus en janvier : à la surprise générale, le sénateur Jacob Javits a été battu à la « primaire » républicaine de l'Etat de New-York par M. Alphonse d'Amato, président du conseil municipal de Hamstead, à Long-Island. La campagne fut sans merci. Le rival du sénateur sortant n'hésita pas à prendre pour cible l'âge de M. Javits, qui a soixante-seize ans, et son état de santé, altéré par des troubles nerveux qui gênent la coordination de ses mouvements. M. d'Amato est dans la force de l'âge, et la télévision a encore accusé le contraste physique entre les deux hommes : jeune loup contre lion devenu vieux.

La carrière de M. Javits au Congrès s'étend sur plus de trente ans. Avocat de profession, entré à la Chambre des représentants en 1947, il la quitta pendant deux ans pour devenir ministre de la justice de l'Etat de New-York (1955-1957) et préparer son élection au Sénat, en 1958. Il emporta son siège en battant l'ancien maire de New-York, M. Robert Wagner. Au Sénat, M. Javits était l'incarnation d'un certain « libéralisme » social, ce qui ne l'empêchait pas de veiller aux intérêts des

grands cabinets d'affaires de Wall Street. Il était l'indéfectible des syndicats, tout en étant une figure très répandue dans la haute société new-yorkaise, où brillait son épouse, qui, entre autres activités, s'occupait des relations publiques de l'Iran du chah.

Mais c'est en tant que sénateur juif de New-York que M. Javits jouait les premiers rôles, à la ville comme au Sénat. Souvent ardent de la sécurité d'Israël, il n'en épousait pas pour autant toutes les positions du gouvernement de Jérusalem. Par nature, c'était plus un médiateur qu'un militant, et, lors de sa dernière élection, en 1974, où il affronta l'ancien ministre de la justice du président Johnson, M. Ramsey Clark, celui-ci put lui reprocher une modération excessive dans de nombreux domaines. Au Sénat, où sa capacité de travail et sa finesse d'analyse lui acquièrent d'emblée une réputation hors du commun, ses collègues le trouvaient souvent distant, sinon un peu froid. Il n'en avait pas moins leur respect et leur affection, et ce n'est pas sans émotion que bien des membres du Congrès ont appris que le sénateur Javits ne reviendrait pas siéger parmi eux. — A. G.

AMÉRIQUES

Canada

SELON UN DOCUMENT CONFIDENTIEL

M. Trudeau pourrait «rapatrier» la Constitution sans l'accord des provinces

De notre correspondant

Montréal. — La publication d'un document confidentiel du gouvernement fédéral prévoyant l'échec des négociations constitutionnelles commencées lundi 8 septembre à Ottawa (le Monde du 10 septembre) a semé le désarroi chez les premiers ministres des dix provinces canadiennes qui voient confirmer leurs craintes d'une action unilatérale de la part du chef du gouvernement fédéral, M. Trudeau. Ce texte, rédigé par des hauts fonctionnaires et destiné «exclusivement» aux ministres du gouvernement fédéral, a été publié mardi par un journal montréalais.

Un référendum fin septembre ?

L'incapacité des Canadiens à s'entendre sur la révision de leur loi fondamentale, qu'ils considèrent comme un vestige du colonialisme (la reine d'Angleterre est le chef de l'Etat canadien), et qui ne correspond plus aux besoins d'un Etat moderne, les a incités jusqu'à présent à préférer le statu quo. De plus, pour les provinces, qui craignent une réduction de leurs prérogatives au profit du gouvernement fédéral, le Parlement britannique demeure l'ultime recours contre toute réforme qui risquerait de rompre le fragile équilibre des pouvoirs mis au point par les «pères» de la Confédération.

Malgré les assurances qu'il aurait reçues lors d'un récent séjour en Grande-Bretagne, M. Trudeau craint que les parlementaires britanniques, répondant à d'éventuelles pressions des provinces, ne passent à l'acte.

DIPLOMATIE

A la réunion préparatoire de la Conférence de Madrid

Les représentants des pays neutres et non alignés vont essayer d'éviter un affrontement Est-Ouest

La réunion préparatoire de la Conférence de Madrid s'est ouverte mardi 9 septembre, au Palais des congrès de la capitale espagnole. Cette première séance de travail a duré qu'une heure, le temps pour le nouveau ministre espagnol des affaires étrangères, M. Jose Pedro Perez-Llorca, de prononcer une allocution de bienvenue. Dans son discours, M. Perez-Llorca, reprenant une invocation de Charles Quint, a notamment déclaré : « Je veux la paix ! Je veux la paix ! Je veux la paix ! ».

Le ministre n'a cependant pas oublié de rappeler aux délégués la difficulté de la tâche qui les attendait affirmant au passage que la Conférence de Madrid était « plus nécessaire que jamais en raison des incertitudes qui pèsent sur la situation internationale ».

Pour sa part, le chef de la délégation espagnole, M. Javier Ruperez, s'est borné à un bref rappel des précédentes étapes de la C.S.C.E. (Helsinki en 1975, Budapest en 1977-1978).

Le problème de la représentation de la C.S.C.E. a été résolu suivant le modèle de Belgrade : le chef de la délégation du Luxembourg, pays qui assume jusqu'à la fin de l'année la présidence des Nations Unies, pourra parler en leur nom. D'autre part, trois délégués de la Commission des Communautés européennes figurent sur la liste de la délégation luxembourgeoise. Le 1^{er} janvier, ils se transporteront sur celle des Pays-Bas, prochain président de la C.E.E. Les Soviétiques, assez réticents sur toute cette affaire, ont finalement admis cette formule.

Les Neuf avaient auparavant rappelé que l'acte final d'Helsinki avait été signé le 1^{er} août 1975 par le député président du conseil italien Aldo Moro, en sa

d'abandonner leur droit de regard sur l'acte de l'Amérique du Nord britannique, qui deviendrait alors véritablement une Constitution canadienne. C'est pourquoi les auteurs du rapport suggèrent au premier ministre de s'adresser directement au peuple, qui, d'après les sondages, serait favorable à sa démarche, pour lui annoncer son intention de « rapatrier » la Constitution malgré l'absence des négociations avec les provinces. Ils recommandent même une date précise pour cet appel au peuple, le dimanche 28 septembre. En agissant vite, ajoutent-ils, l'opposition n'aura pas le temps de réagir, puisque les députés sont en vacances jusqu'au 15 octobre.

Il faudra cependant convaincre la Chambre des communes, lit-on encore dans le document, dès le 29 septembre, pour obtenir un vote des députés sur une motion demandant à Londres de remettre la Constitution au Canada. Et le Parlement de Westminster ne pourra pas se dérober, puisque les tribunaux n'auront pas eu le temps de se prononcer sur la validité de la mesure et sur la procédure utilisée. Les auteurs ne cachent pas cependant que « la combat au Parlement canadien (pour l'adoption de la motion) et dans le pays sera très dur ».

Malgré la révélation d'un scénario qui ressemble étrangement à l'attitude adoptée jusqu'à présent par M. Trudeau, les premiers ministres des provinces n'ont pas suspendu leur participation à la conférence constitutionnelle qui se déroule dans une atmosphère de confiance. Les provinces, qui jouent le jeu de M. Trudeau, car elle a toujours été le principal bénéficiaire du système fédéral. Il reste enfin le cas du Québec, qui malgré l'option indépendante de son gouvernement, a décidé de participer aux négociations et qui, selon les paroles du premier ministre, M. Lévesque, restera « pour être jusqu'au bout la partie adverse ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

ASIE

Chine

Le rajeunissement de l'équipe dirigeante est très relatif

De notre correspondant

Pékin. — Réunie mercredi matin 10 septembre en séance plénière — non publique — l'Assemblée nationale populaire (ANP) a approuvé avec un large consensus la démission de M. Hua Guofeng de son poste de premier ministre et son remplacement par M. Zhao Ziyang. Cette nouvelle indique que le vote a eu lieu à bulletin secret mais ne donne pas le détail du scrutin. Rien ne laisse supposer que des députés se soient prononcés contre la nomination du nouveau chef du gouvernement.

L'Assemblée a approuvé la démission de sept vice-premiers ministres que M. Hua Guofeng avait annoncée dans son discours du 7 septembre devant l'ANP (le Monde du 9 septembre). Sur proposition de M. Zhao Ziyang, elle n'a nommé en revanche que trois nouveaux vice-premiers ministres. Ce sont MM. Huang Hua, ministre des affaires étrangères, Yang Jinxin, responsable de la commission des minorités nationales et le général Zhang Aiping, chef d'état-major général adjoint (depuis 1978) de la commission militaire scientifique et technologique.

Aucun des promus ne peut être considéré comme une personnalité politique de premier plan. Aucun d'entre eux ne pèse en tant que tel dans le régime d'un poids comparable à celui des cinq principaux vice-premiers ministres sortants : MM. Deng Xiaoping, Li Xianjun, Chen Yun, Xu Xiangshan et Wang Zhen. L'accession du ministre des affaires étrangères au rang de vice-premier ministre correspond à une tradition qui n'avait été interrompue que dans le cas de son prédécesseur, M. Qiao Guanhua, fondateur du mouvement de la chute de la « bande des quatre ». La nomination de M. Yang Jinxin, qui est d'origine hui, c'est-à-dire représentant d'une communauté musulmane, consi-

derait le rajeunissement de l'équipe dirigeante.

On constate surtout que le rajeunissement en principe l'un des objectifs de ce remaniement, n'est que très relatif. Si M. Hua Guofeng est âgé de soixante-sept ans, les deux autres nouveaux vice-premiers ministres ont tous les deux largement dépassé les soixante-dix ans et sont même les aînés de l'un au moins de leurs prédécesseurs (M. Wang Zhen), dont la retraite avait théoriquement pour but de « faire place aux jeunes ».

Démission de cinq vice-présidents

Dans le même temps, l'Assemblée a accepté la démission de cinq vice-présidents de son comité permanent et en raison de leur « grand âge », ont demandé à être libérés de leurs fonctions. Deux de ces vénérables personnalités, M. Nie Rongzhen, ancien chef de l'armée et M. Huo Xiangshu, ancien vice-premier ministre, ont été libérés de leurs fonctions. Les autres, M. Li Xianjun, M. Chen Yun, M. Xu Xiangshan et M. Wang Zhen, ont été libérés de leurs fonctions. Les autres, M. Li Xianjun, M. Chen Yun, M. Xu Xiangshan et M. Wang Zhen, ont été libérés de leurs fonctions.

La presse passe complètement sous silence le quatrième anniversaire de la mort de Mao

De notre correspondant

Pékin. Pas un mot, pas une image. Le Quotidien du peuple, mardi 9 septembre, a ignoré le quatrième anniversaire de la mort de Mao — de ce « grand leader » qui, un an, le chemin parcouru est impressionnant. Le 9 septembre 1979, Chine nouvelle annonçait que quinze mille personnes se réunissaient à Pékin pour commémorer la mort de Mao. Le 9 septembre 1979, Chine nouvelle annonçait que quinze mille personnes se réunissaient à Pékin pour commémorer la mort de Mao.

LE « QUOTIDIEN DU PEUPLE » VA PUBLIER UNE ÉDITION EN ANGLAIS

Le Quotidien du peuple, organe du P.C. chinois, publiera prochainement une édition en anglais, annonce Chine nouvelle. Cette édition sera publiée à la date de sortie de cette édition.

L'agence fait état, d'autre part, d'un renouveau de la presse des dernières années dans le pays. La presse chinoise, qui compte mille sept cents journaux et magazines diffusés à plus de 180 millions d'exemplaires, connaît un développement spectaculaire, écrit l'agence. Quelques quatre cents publications spécialisées dans les sciences, la littérature et l'art ont été créées au cours des deux dernières années. Plus de cent journaux et revues qui avaient disparu pendant la révolution culturelle ont fait leur réapparition.

La pénurie de papier dont souffre la Chine provoque un excédent de la demande sur l'offre, indique encore l'agence, mais de nombreuses villes ont été dotées de nouveaux kiosques et de bibliothèques mobiles afin de faciliter l'accès du public à la presse. — (A.F.P.)

Birmanie

PLUS DE MILLE HUIT CENTS REBELLES se sont rendus aux autorités gouvernementales au cours des quatre-vingt-dix jours de la période d'armistice produisant par Rangoun, et qui a expiré le 24 août. Selon des sources officielles birmanes, la plupart de ces rebelles étaient membres du P.C. de l'Armée populaire du sud-ouest du pays, et du Parti du peuple de l'Armée populaire d'Union, qui a regagné son pays il y a quelques semaines. Un dirigeant de l'Armée de libération de l'Etat shan, M. Lo Hsing Min, et cent quarante-cinq de ses partisans ont aussi fait leur soumission. — (U.P.I., A.F.P.)

Les nouveaux vice-premiers ministres

LE GÉNÉRAL ZHANG AIPING

Né en 1908 et issu d'une famille de propriétaires fonciers, le général Zhang Aiping a fait toute sa carrière dans l'armée. Il s'engage très jeune dans l'armée rouge, participe à la Longue Marche et pendant la guerre sino-japonaise il combat notamment aux côtés de Peng Dehuai, futur ministre de la Défense nationale, qui sera limogé en 1959 et a récemment été réhabilité.

Membre du Conseil national de défense à partir de 1954, le général Zhang devient chef d'état-major adjoint de l'armée en 1955. Il obtient le titre de général en septembre de la même année. Critiqué et limogé comme « élément anti-parti » lors de la révolution culturelle, il fait sa réapparition en décembre 1976, lorsqu'il est nommé président de la Commission des sciences et techniques de la Défense nationale. Le général Zhang retrouve son poste de chef d'état-major adjoint de l'armée en octobre 1977, deux mois après avoir repris sa place au comité central du parti, où il avait été élu pour la première fois membre suppléant en 1968.

M. YANG JINGREN

Né en 1905 dans le Gansu, de nationalité hui, M. Yang Jingren a fait la plus grande partie de sa carrière dans le nord-ouest du pays, où est née notamment cette minorité de religion musulmane. Le nom chinois de M. Yang, qui décline la dignité d'homme, est souvent précédé du prénom huihanse fashun. Il rejoint le P.C. en 1941 et combat pendant la guerre sino-japonaise dans le 8^e régiment de cavalerie huihanse, dont il est le chef d'escadron. Après 1949, il occupe des fonctions importantes dans la Fédération de la jeunesse, — il en est le vice-président de 1959 à 1962 — et dans les organismes chargés des affaires des nationalités. En 1962-1963, il participe à la création de l'Association islamique chinoise à la tête de laquelle il occupe la fonction de vice-président de 1963 à 1966. En 1966, il est nommé président de la région autonome du Ningxia, son prédécesseur ayant été accusé de « nationalisme local ». L'année suivante, il devient premier secrétaire du P.C. dans cette région. Il est président de la Commission des affaires des nationalités depuis 1978.

M. HUANG HUA

Diplomate de carrière, M. Huang Hua est né dans la province de Jiangsu, dans l'est de la Chine. Il est âgé de soixante-sept ans, mais certaines biographies lui donnent quelques années supplémentaires. Étudiant à l'université Yenching à Pékin en 1935, il milita dans les rangs des mouvements de jeunesse. A cette époque il entre en contact avec le sinologue Edgar Snow — qui préparait à ce moment son livre « L'histoire rouge de la Chine » — et il accompagne l'écrivain américain en qualité d'interprète dans les zones tenues par les communistes.

Pendant la guerre, il sert de secrétaire à des chefs militaires comme Chu De et Ye Jinying. Après la libération, il est chargé des relations extérieures à la commission de contrôle installée par des communistes à Nankin. Entré au ministère des affaires étrangères en 1953, il est chargé de diriger la délégation chinoise aux négociations de Panmunjom, où il se montre un interlocuteur habile des Américains.

En 1960, il est nommé ambassadeur au Ghana, puis en Egypte et au Canada. Pendant la révolution culturelle, il fut le seul chef de mission chinoise à ne pas être rappelé à Pékin. En 1971, il est le premier représentant de la Chine populaire aux Nations Unies. En décembre 1978, il prend la tête de la diplomatie de Pékin. Il possède une excellente connaissance de l'anglais et montre un intérêt particulier pour les affaires américaines.

stage pré-entrée, soutien annuel, années préparatoires
MEDECINE
ET PHARMACIE
7 cours : chimie, physique, biologie, mathématiques, anglais, français
CEPES
57, r. Ch. Laffitte, 92 Neailly, 722.94.94-743.09.19
enseignement supérieur privé

POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR
Sans s'éloigner du mur,
la banquette-lit STENER
se transforme en vrai lit
pour 2 personnes
par un simple basculement
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI^e Métro Parmentier
TEL. 357.46.35

La Pompadour
NOUVELLE
COLLECTION
manteaux, tailleurs, robes,
impers, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chausse d'Antin

les mi

NOTES

150 PIANOS

مكتبة الشعب

ASIE

Les mille résistances afghanes

(Suite de la première page.)

Islamique — comme tous les autres partis certes — mais intégriste, autoritaire, à la manière du général Zia au Pakistan plutôt qu'à la Khomény intermédiaire privilégiée des autorités pakistanaïses qui le laissent jusqu'en août disposer de sa propre prison, fort peu secrète, près de Peshawar, enfant gâté de la Conférence islamique, qui de son côté de 25 millions de dollars lui a octroyé la part du lion, le Hesh se veut pur, dur et coranique. Bien structurée, pourvue de permanents nombreux, il « tient » de nombreux camps de réfugiés : les hommes y sont pris de s'occuper au parti pour recevoir l'allocution de l'ONU, sur laquelle le Hesh préleve sa dîme. Moyen simple d'accroître sa représentativité et son potentiel en combattants futurs, car le Hesh n'hésite pas à lier l'adhérent par un serment sur le Coran. Il faudra beaucoup de détermination au militant d'être pour passer outre et quitter le « parti ».

Ces pratiques, souvent mal supportées par les Afghans à Peshawar, suscitent bien plus d'animosité encore parmi les combattants de l'intérieur. Un résident de Kaboul nous avait étonnés en observant, à propos des affiches apposées en juillet sur les bâtiments officiels, montrant le « traître et brigand Gulbuddin » dans le plus pur style western : « Voyez : ils lui font de la publicité eux-mêmes... Au cas où... »

À Peshawar, un de nos interlocuteurs, ancien professeur à l'université de Kaboul, représentait ce

thème : « Les Russes ont d'abord joué le Khalq (2) ; depuis, fût-ce en jouant clairement le Parcham, ils jouent encore plus minoritaires dans le pays et procèdent inévitablement à l'armée. Quand ils auront usé le Parcham, que feront-ils ? Ils étaient très rusés, ils tentent une alliance avec Gulbuddin. »

Les militants du Hesh s'indignent, évidemment, de se voir prêter de si noirs desseins. Quel que soit le bien-fondé de ces allégations, force est de constater qu'elles sont très répandues et traduisent au moins la défiance dans laquelle est tenu le Hesh, et pas seulement par ses rivaux de Peshawar.

À l'intérieur, cette hostilité est plus nette : peu représenté dans le Hazarajat, présent surtout par la radio dans la région de Kaboul, le Hesh semble même avoir été éliminé violemment de certaines régions par la résistance locale. Au Nouristan, il est tenu en quarantaine, et le commandant de Kandahar, qui travaille à l'unification des vallées, n'a posé qu'une condition préalable à son entrée : que tous les membres du Hesh donnent leur démission ou soient exclus des villages qui veulent entrer en alliance avec le Front uni du Nouristan. Dans la région de Maimana, où le Hesh avait tenté de s'implanter en y déplaçant des colonnes de Pashtouns qui prétendaient imposer autorité et « dîme » islamique, la population de certains villages s'est révoltée de façon tout à fait exceptionnelle aux côtés des autorités qu'elle combattait, pour chasser les racketteurs coraniques.

« Qu'est-ce que je peux faire avec ça ? Vous savez combien coûte un Kalachnikov, ici, au marché libre ? Environ 10 000 francs, le revenu d'un chef de village pendant deux ans ! Malgré l'hostilité instinctive envers les « embusqués », réels ou supposés, malgré les différences idéologiques, il faut bien que les moudjahidins fassent leur tournée, car comment revenir les mains vides ? M. Amin Wardak, combattant et passeur fameux, parlant le français irréprochable des anciens élèves du lycée latine de Kaboul, nous le confirme : « Il faut bien vivre. C'est difficile de rester moudjahid indépendant. Les paysans le pensent. Mais les gens comme moi ? Tu as besoin d'un minimum d'argent

pour manger. » Un soir, il nous présente un chef de village betoureux : « Je repars avec des armes. » Nous le félicitons et l'interrogeons : « Kalachnikov ? Bazookas ? Grenades ? » — Non, dix fusils à deux coups. Plus un à répétition. » Il n'en espérait pas tant. En dépit des communiés de l'agence Tass et des recettes mises en garde de l'ambassadeur soviétique à Kaboul, Peshawar n'est pas le « grand arrière » dont rêvent les guérillas modernes. Mais c'est aussi que ces moudjahidins ne veulent reconnaître d'autre autorité que leur chef local unanimement désigné, ni d'autre impératif que celui d'un vouloir-vivre qui se confond avec leur passion de la liberté.

« Capitalistes, croyants, indépendants... »

Pas d'autre programme pour eux que celui du retour au statu quo ante. « Au temps du roi, entend-on souvent, on nous laissait tranquilles. » Pas d'autres buts de guerre que « chasser les Russes, juger les Khalq et être libres comme avant ». En deux ans, une révolution plutôt bien accueillie a réussi à faire détester tout le monde. Un résident intellectuel de Kaboul nous l'explique : « Les moudjahidins sont des paysans. On leur a fait beaucoup de mal. Maintenant, ils tirent s'ils entendent un mot en «isme».

Près de Jalalabad, un cercle se forme autour des deux Européens : un paysan nous interpelle en pachoui, puis en persan : « D'oh êtes-vous ? — De France. — Frottement. C'est un pays socialiste ou capitaliste ?

— Eh bien ! plutôt capitaliste. » Soulagement. « Et les Français, ils sont croyants ou incroyants ? — Plutôt chrétiens, en principe. » Approbation. « Et, dites-moi encore, les Allemands, ils sont encore chez vous ? » Un peu ébahis, nous le rassurons sur ce point. Murmures laudatifs. Notre interlocuteur nous serre la main, ému : « Capitalistes, croyants, indépendants : on peut dire que vous en avez de la chance ! »

PHILIPPE ROGER.

Prochain article :

« DEMAIN JE FAIS LA GUERRE... »

Le refus de l'hégémonie

L'affaire la plus célèbre reste celle du colonel Rauf qui, prêt à marcher sur Jalalabad, est Kaboul, il y a un an, fut trahement arrêté et décapité par le Hesh, qui craignait alors de manquer la prise du pouvoir espérée. Le colonel Rauf, qui parvint à s'échapper, combattit maintenant au Nouristan, où cette affaire, jointe à un certain antilocalisme affiché par les chefs locaux, continue à marquer d'opprobre la part de M. Gulbuddin.

L'hostilité au Hesh, exprimée de mille manières par les combattants de l'intérieur, est significative à deux titres. Ce que refuse l'intérieur, c'est d'abord et surtout la prétention d'un groupe quelconque à une hégémonie sur la lutte et sur le pays une fois « libéré » ; cette volonté farouche d'autonomie ne relève pas seulement de ces « archaïsmes » si volontiers imputés aux Afghans : c'est le sens même et l'essence de leur combat. Mais c'est aussi la version intégriste de l'islam et le pouvoir des mollahs qui sont catégoriquement rejetés par la majorité des combattants de l'intérieur. « Après notre révolution, il faudra que les mollahs restent tranquilles dans leurs mosquées », nous dit Hadji Djon Magoul, maire (maire) de Walgal, au Nouristan. Il n'y aura pas de « khoménisme afghan » dans l'hypothèse d'un départ soviétique, sinon imposé de l'extérieur par le relais d'un ou plusieurs des partis intégristes de Peshawar. Les dirigeants militaires locaux répondent à sécher sur une telle hypothèse. « Il faut chasser les Russes. On verra ensuite. » Mais plusieurs finissent par ajouter : « Si Gulbuddin veut nous gouverner, nous reprendrons les armes contre lui. »

Parmi les partis de Peshawar,

les plus proches de la sensibilité de l'intérieur sont ceux qui proposent le moins et qui aident le plus. La résistance veut en effet des armes et non des programmes. C'est le cas de deux groupes considérés comme plus tolérants, sinon plus laïques, et, par là, les plus désireux d'obtenir un soutien occidental : le Mahaz-e-Melli-ye Islami-é Afghanistan (Front national islamique d'Afghanistan) de M. Modjadédi et, dans une moindre mesure, le Jabbha-ye Melli-é Nejad-é Afghanistan (Front de libération nationale d'Afghanistan) de M. Gilani (3). Le second arme des groupes locaux sur des critères officiels militaires, ce qui fait dire à ses détracteurs : « Modjadédi donne des armes à n'importe qui. »

Le Jabbha-ye accorde la priorité à la guerre sur les débats politiques « prématurés ». Quant au mouvement de la famille Gilani, on pourrait le dire « occidental » et « libéral ». Les Gilani, fiens d'une souche qu'ils font remonter au Prophète, sont bien implantés dans la vallée du Kounar, la Fakhra, mais aussi, semble-t-il, dans les zones de Herat et de Kandahar.

Leur Front associe étroitement activité militaire et travail politique, comme l'a montré l'initiative prise en juillet de convoquer une « assemblée souveraine des Afghans » (Loya Jirga) à Peshawar. Toutefois, celle-ci est loin de faire l'unanimité. D'abord parce que la « convocation » était bien formelle : chaque province avait reçu une lettre lui demandant d'envoyer sous dix jours deux délégués, l'un de quoi elle serait représentée d'office.

La Jirga, dont l'existence est à peine connue des combattants de l'intérieur, aurait pu constituer la chambre d'écho dont ils ont besoin et jeter les bases d'une future souveraineté populaire. Mais par trop pachotisme, et « glaniste », elle ne peut guère contribuer à renforcer la crédibilité de l'extérieur.

Une courte scène indique assez bien le climat qui règne entre militants à Peshawar. Pendant que nous parlons dans un jardin, avec les membres de l'un des mouvements de résistance, un petit groupe d'Afghans s'approche. Dans l'ombre naissante, nous voyons avec stupeur nos interlocuteurs porter la main à leurs revolvers. Les visiteurs étant apparemment des « amis », la conversation reprend comme si de rien n'était.

« Il nous faut bien quand même frapper à leur porte », nous confie avec une pointe d'exaspération un des innombrables « commandants militaires » venus ici demander des secours, c'est-à-dire, encore et toujours, des armes. Celui-ci a obtenu 3 000 roupies (1 200 francs).

(2) Le Khalq (« Le Peuple ») et le Parcham (« le Drapeau ») sont les deux fractions rivales du parti populaire démocratique afghan (communiste).

(3) Ces organisations ont aussi été appelées respectivement Jabbha-ye Ansar-é Afghanistan et Jabbha-é Ansar-é Islami (le Monde du 24 mai).

Samaritaine Capucines

37, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. 261.57.25

Samaritaine de Luxe

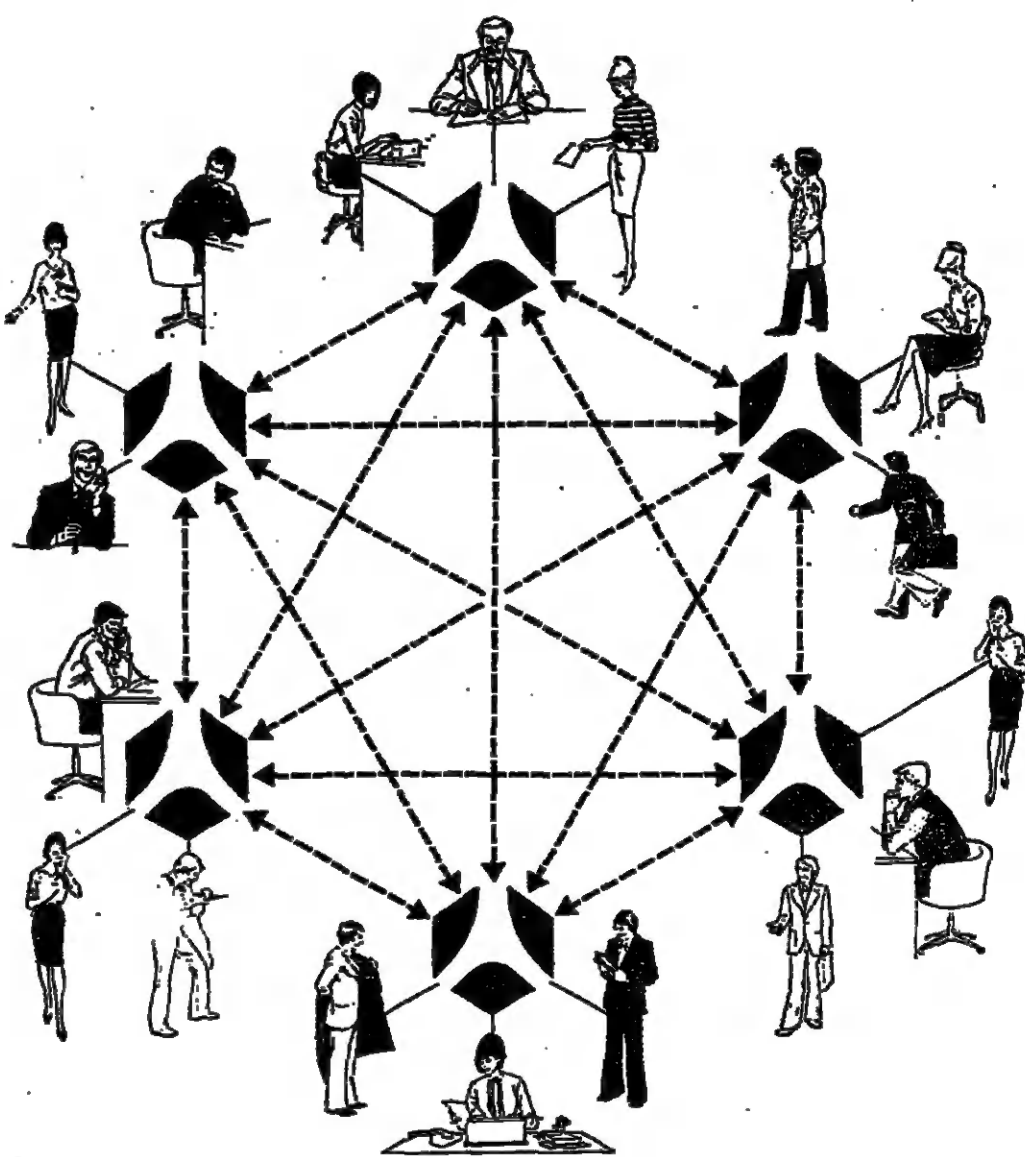


La mode avec Jean Bailly

Tailleur Jean Bailly, 70 % laine, 30 % polyester 780 f.

Non représentée : Robe Jean Bailly, 100 % acrylique 370 f.

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion



INFORMATIQUE REPARTIE: SEMS

La répartition ou la distribution de l'information dans l'entreprise est une nécessité. Pour y répondre efficacement tout en assurant un fonctionnement cohérent de l'ensemble, il faut disposer d'une architecture informatique adaptée à la structure de l'entreprise.

Repartir l'information permet d'accroître la productivité, de valoriser et de rentabiliser l'investissement tout en diminuant les risques. Encore faut-il que votre partenaire en informatique soit aussi soucieux de vos performances que des siennes.

Sems née de la mini-informatique sera pour vous un interlocuteur attentif et compétent. L'informatique répartie est notre vocation, nous la vivons quotidiennement. Nous la pratiquons et la maîtrisons. Pour répondre à vos vrais besoins, nous vous proposons des matériels et des logiciels parfaitement adaptés. Sems c'est déjà plus de 11.000 systèmes en clientèle.

En choisissant Sems vous bénéficierez de son expérience et de toute la puissance de THOMSON-CSF INFORMATIQUE.

SEMS : AVEC TOUTE LA PUISSANCE DE THOMSON-CSF INFORMATIQUE.

SEMS

36-38, rue de la Princesse - BP 4 - 78430 Louveciennes - Tél. : (3) 818.92.50.

10 agences en province : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Nancy et Strasbourg, Nantes et Tours, Rennes, Rouen, Toulouse.

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande
Octobre à Juin
Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 01 22 22 22 22 / 22 22 22 22

LAUSANNE PALACE
Pour vos affaires, pour votre plaisir, un havre de paix situé au cœur de la ville.
Simple de FF 275 à 375
Double de FF 375 à 500
Peut séjourner, services et taxes compris, 1002 LAUSANNE (Suisse).
TEL. 1541/2120 37 11 - 7294.177.

PIANOS SCHILLIO
24, rue Cadet PARIS 9.
Vente sensationnelle pour la Braderie
150 PIANOS d'occasion garantie
Neuf depuis 8.900 Frs. Payable sans acompte en 36 mois.

NOUVELLE COLLECTION
FEMMES FORTE

ASIE

La Corée du Sud rappelée à l'ordre

III. — Les ambiguïtés américaines

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

Le nouveau régime coréen, sous l'autorité du général Chon, une remise en ordre d'inspiration populiste et moralisatrice fondée sur la « mission nationale » de l'armée. Cette « stabilisation » autoritaire rassure les investisseurs étrangers à un moment où, pour la première fois depuis le « décollage », l'économie traverse une crise grave. Les salaires font les frais de la politique d'austérité et de restructuration industrielle (« le Monde » des 9 et 10 septembre).

Séoul. — Qu'il se soit agi de la démission du président Chun, ouvrant la voie à la prise officielle du pouvoir par le général Chon Yoo-hwan, ou de l'ouverture du procès de M. Kim Dae-jung, symbole de l'opposition qui risque la peine de mort, les États-Unis se sont contentés de manifester leur « préoccupation », parfois « profonde ». Pendant ce mois d'août, au cours duquel le général Chon a assuré sa mainmise sur le pays, les personnalités représentant Washington au plus haut niveau, l'ambassadeur Gleyser et le général Wickham, commandant des forces américaines en Corée, ont été absents de Séoul. Signe de réprobation des États-Unis ? Rien ne le laisse penser. Le premier terminait ses vacances — on ne peut manquer de remarquer que, fort opportunément, M. Gleyser n'est jamais à son poste lorsqu'il se passe quelque chose — et le général était en mission à Hawaï. Absences dont la signification est pour le moins ambiguë : marquent-elles la volonté des Américains de prendre leurs distances ou un acquiescement tacite à la constitution d'un nouveau régime militaire ?

Au cours des dix mois écoulés, les États-Unis semblent avoir perdu en Corée un crédit qu'ils ne sont pas près de retrouver et qui, à plus d'un titre, était excep-

tionnel : contrairement à ce qui se passe dans le reste de l'Asie, tant les autorités que les opposants se réclament ici de Washington. Aujourd'hui, les Américains passent, auprès des premières, pour des tygres de papier et, auprès des seconds, pour des hypocrites. Les généraux ont démontré, en prenant le pouvoir dans un pays où il y a un an M. Carter, en visite à Séoul, déclarait : « Les performances économiques doivent s'accompagner de progrès analogues en matière de droits de l'homme », qu'ils étaient devenus des Américains pour qu'ils passent outre à leurs principes. Quant aux opposants, dont la majorité sont libéraux ou conservateurs, ils savent, désormais, que les États-Unis les laisseront écraser sans mot dire — ou presque.

Depuis l'assassinat du président Park le 26 octobre, M. Gleyser n'a pour le moins été discret. Voici un an, pourtant, lorsque M. Kim

Young-sam, président du nouveau parti démocrate d'opposition, avait été exclu de l'Assemblée nationale par le régime Park. Washington avait « désapprouvé ». Lors d'un octobre des manifestations firent plusieurs morts, à Pusan et à Masan, l'ambassadeur américain fut rappelé pour « consultations ». Or, aujourd'hui, que voit-on ? M. Kim Young-sam a renoncé à toute activité politique après avoir été convoqué par le général Chon. Un nombre important d'opposants sont en prison. M. Kim Dae-jung n'a aucune chance, selon les Coréens, d'échapper à la peine de mort et le général Chon, qui, en coulisses, puis ouvertement, a joué un rôle déterminant ces derniers mois, prend le pouvoir en affirmant qu'il n'entend pas rompre avec les principes du régime Park.

Accord facile ou impuissance ?

Même en tenant compte des circonvolutions du langage diplomatique, la « préoccupation » manifestée par les Américains paraît une formule un peu faible, sinon l'expression à peine nuancée d'un acquiescement. Il n'y a, certes, pas lieu d'espérer des réactions des partenaires de la Corée, ombragées par leurs intérêts commerciaux, en particulier de la France, qui a un objectif depuis des années : vendre à Séoul deux centrales nucléaires. Washington n'échappe assurément pas aux pressions des milieux d'affaires américains qui souhaitent une stabilisation de la situation en Corée et n'importe quel prix. Le lendemain de la création, le 31 mai, du Comité de sécurité nationale, sorte de super-gouvernement contrôlé par les

militaires, M. Carter déclarait : « Nous ne pouvons renoncer à nos relations avec nos alliés et partenaires commerciaux simplement parce qu'ils ne respectent pas notre conception des droits de l'homme ». Cela dit, avec quarante mille hommes stationnés en Corée, les États-Unis ont depuis trente ans une responsabilité à l'égard de ce pays d'une tout autre nature que celle du voisin japonais, qui se contente d'y faire fructifier ses capitaux. Rarement les aspirations à la démocratie des Coréens ont été bafouées en suscitant si peu d'émotion de la part de l'opinion publique internationale, et américaine en particulier. De deux choses l'une, semble-t-il : ou bien la passivité de Washington est l'expression d'une impuissance des États-Unis à influencer la

situation, ou bien elle témoigne d'un accord tacite. Les deux facteurs semblent se combiner. Si on fait crédit aux États-Unis d'avoir souhaité une évolution de la situation depuis la mort de Park, leur impuissance à influencer les événements est patente. Elle l'est, en particulier, ce qui concerne le sort de M. Kim Dae-jung. En 1972, c'est sur la pression de Washington que Park avait renoncé à faire tuer en pleine mer ce dernier, enlevé à Tokyo par la K.C.I.A. Cette fois, non seulement les Américains paraissent n'avoir rien eu du bras armé infligé à M. Kim, mais encore ils n'ont apparemment obtenu aucune garantie que sa vie serait épargnée. Si on remonte plus loin dans l'histoire des relations américano-coréennes, les États-Unis ont joué un rôle beaucoup plus actif qu'actuellement dans l'évolution de la situation. En se désolidarisant de Syngman Rhee, dont ils avaient dit au lendemain de la guerre qu'il serait le « George Washington de la Corée », ils facilitèrent les manifestations qui, en 1948, renversèrent le dictateur. Lorsque, en 1962, Park fit son coup d'État militaire, le commandant des forces américaines en Corée, le général Magruder, menaçait

d'utiliser ses troupes pour arrêter les putschistes. Aujourd'hui, derrière une façade de légalité qui ne trompe personne, c'est bien aussi un coup d'État militaire qui s'est produit, en plusieurs étapes. Bien qu'il ait alors déposé sans autorisation des divisions de première ligne placées sous le commandement américain, le Pentagone s'est contenté de « proclamer ». Après son coup d'État, le général Park dut se faire accepter par les Américains en leur donnant satisfaction sur deux points : normalisation des relations avec le Japon et envoi de troupes au Vietnam, ce qu'aucun pays d'Asie ne voulait faire. Cette fois, le général Chon paraît s'imposer aux Américains sans avoir eu à consentir le moindre compromis.

Si l'agit bien d'une impuissance des Américains à changer le cours des choses, celle-ci peut s'expliquer par deux facteurs : d'abord, les États-Unis ont perdu en Corée une partie de leur « réseau ». Premièrement au sein des services secrets (K.C.I.A.), qu'ils ont contribué à créer : déjà, plusieurs épurations du temps de Park, avaient en pour but d'évincer des agents trop proches des Américains. Ensuite, dans l'armée, où les États-Unis ont perdu une partie de leur « réseau ». Les généraux qui ne voulaient pas d'un simple coup de téléphone des Américains est une époque révolue, nous dit sans ambages un haut fonctionnaire.

« Notre engagement est vital »

Avant affaire à des hommes beaucoup moins maniables que leurs prédécesseurs, armés d'un nationalisme ombrageux et insensibles aux pressions, Washington a rapidement compris que ses « suggestions » étaient sans effet. « Faire pression trop fortement sur des hommes qui n'ont pas l'habitude du jeu politique et diplomatique ne pouvait que

provoquer des réactions contraires à ce que nous souhaitons », commente une source américaine. Ce serait dans cette perspective, par « choix », que les Américains auraient renoncé à utiliser les moyens de contrainte militaires et économiques à leur disposition. Cela tiendrait aussi à des raisons stratégiques. « Notre engagement en Corée est vital, et nous n'en faisons pas », déclara en juin M. Goldwater à l'Asian Street Journal, en ajoutant : « Mais il est très important que les dirigeants coréens sachent qu'ils ne doivent pas abuser de notre solidité ni créer des problèmes à long terme pour leur pays, les relations avec les États-Unis et les objectifs globaux de stabilité en Asie du Nord-Est ». Avertissement resté apparemment sans effet.

En fait, les généraux coréens au pouvoir ont très bien manœuvré pour restreindre les Américains devant un fait accompli en jouant habilement de l'absence d'une politique nettement établie. Les affaires d'Iran et d'Afghanistan, les problèmes économiques et, aujourd'hui, la campagne électorale leur offrent un contexte favorable, tandis que les divergences de vues sur la Corée entre le département d'État et le Pentagone achevaient de paralyser Washington. Pour les militaires américains, et le général Wickham en particulier, les questions de sécurité ont une priorité absolue. Le renforcement soviétique dans le Pacifique et le débat sur l'armement aux États-Unis favorisent en fait la position de ceux qui, à Washington, insistent sur les risques d'attaques venant du Nord et souhaitent fermer les yeux sur la mise en place au Sud d'un régime militaire. D'autant plus peut-être que depuis janvier les manœuvres des politiciens n'avaient guère donné l'impression qu'ils offraient une alternative crédible. Depuis plusieurs mois, le commandement américain en Corée n'était, semble-t-il, pas hostile à un régime fort.

Dans l'interview du général Wickham du début août, qui fut utilisée par Séoul comme la « preuve » du soutien américain (« le Monde » du 14 août), le commandant des forces américaines précisait qu'en janvier, de jeunes colonels étaient venus le voir pour l'avertir de leur intention de renverser le général Chon, mais qu'ils les avait dissuadés. A la suite de cette interview, dans laquelle le général affirmait que les États-Unis étaient prêts à soutenir le régime du général Chon à condition qu'il « démontre sa popularité », le département d'État déclarait que ces propos ne reflétaient pas la position des États-Unis. En fait, la déclaration du général Wickham semblait surtout aux Américains « inopportune ». Elle n'en exprimait pas moins une position qui, en l'absence de toute autre clairement affirmée, paraît tout de même être celle des États-Unis.

Les bouleversements des Américains depuis des mois les ont, semble-t-il, fait perdre sur tous les tableaux. A l'égard des militaires, qui par nature ne connaissent que des rapports de forces, les États-Unis ont été faibles et finalement plus maniables qu'ils ne le pensaient. Envers des opposants qui menacent leur isolement, les États-Unis se sont même montrés faibles et finalement plus maniables qu'ils ne le pensaient. Envers des opposants qui menacent leur isolement, les États-Unis se sont même montrés faibles et finalement plus maniables qu'ils ne le pensaient.

L'habileté politique que Park avait acquise dans ses relations avec les États-Unis — il savait quand il le fallait, faire un pas en arrière pour aussitôt en faire deux en avant — avait permis à Washington de conserver une relative crédibilité auprès des dissidents.

La mort de Park aurait pu être pour les États-Unis une occasion de relever leur prestige. Elle a, au contraire, révélé ce que leur ambiguïté avec le régime défunt avait coûté : l'absence de volonté américaine d'encourager la démocratisation de la Corée.

La perte de crédit des Américains chez les opposants est évidente. D'autant plus que les autorités militaires ont habilement utilisé leurs hésitations pour dégrader l'impulsion à la population au moyen d'une presse aux ordres, que Washington soutient pleinement leur politique : notamment l'intervention des troupes à Kwangju, la prise de pouvoir par le général Chon. Il faudra sans doute attendre longtemps avant que des opposants demandent la médiation des États-Unis, comme ils le firent devant nous à Kwangju à la veille de la prise de la ville par l'armée.

« Nous devons tenir compte des réalités », disent les diplomates américains à Séoul. Leur position est, de toute façon, inconfortable : qu'ils aient été impuissants à infléchir le cours des événements ne fait que confirmer le phénomène de l'influence des États-Unis dans le monde ; qu'ils aient accepté depuis des mois le principe d'un nouveau régime militaire en Corée ne fait que démontrer le caractère illusoire de la politique des droits de l'homme, qui fut l'un des thèmes de la plateforme électorale de M. Carter.

La perte de crédit des États-Unis en Corée est peut-être une hypothèque pour l'avenir des relations entre les deux pays. Personne ne sait combien de temps durera le régime Chon. Si ne se démantelait pas d'un groupe de généraux fondant son pouvoir sur la force et la répression — la mascarade électorale du 27 août n'y change rien — les États-Unis s'identifient à un « Erreur » politique qui peut avoir un jour des conséquences importantes sur leur présence dans un pays où longtemps les opposants ont maintenu leur confiance en une Amérique qu'ils savent toujours hostile à l'oppression. Apparemment, les Américains laissent faire les généraux en pensant que, dans quelques mois, pour légitimer leur régime sur le plan international, ils seront obligés de composer : l'armistice n'en restera pas moins.

FIN.

Voici pourquoi vous devriez consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.

La Rabobank Nederland est à la tête d'une organisation de banques coopératives qui compte 3100 établissements répartis sur les 41.000 km² de la Hollande. C'est donc l'assurance d'un service adapté à travers tout le pays.

C'est la banque qui octroie le plus grand volume de crédits au secteur agricole hollandais ; elle joue un rôle-clé dans le financement de l'industrie agro-alimentaire tant en Hollande qu'à l'étranger.

Les importateurs et les exportateurs bénéficient de son expérience et de sa connaissance constamment mises à jour, du financement du commerce international.

La Rabobank Nederland est également très active sur le marché des Euro-monnaies et des Euro-obligations, des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

Elle fait partie de l'Unico Banking Group, qui

réunit 6 grandes banques coopératives européennes, lesquelles disposent de 36.000 établissements. Le total de leurs bilans dépasse 400 milliards de dollars U.S.

Un bilan total qui dépasse 86 milliards de florins

hollandais (environ 45 milliards de dollars U.S.) place la Rabobank parmi les 25 plus grandes banques du monde.

Voilà de solides raisons pour consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.



Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.

Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs-d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Pour plus de renseignements: Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharinesingel 30, 3511 GB Utrecht, Pays-Bas. Téléphone: (0)30-36 23 39. Représentant à Frankfurt, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt am Main 1, R.F.A. Téléphone: (0)611-751076/751077.

Rabobank

Le Maître Hollandais en matière de Banque.

* Membre du UNICO BANKING GROUP.

TELEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

« A tout niveau d'études, une solution... »
Secrétariat - Gestion - Comptabilité
 Préparation : C.A.P., B.E.P., Bac G, B.T.S., D.E.C.S.
ISEEC Institut des Sciences et des Études Économiques et Commerciales du Cours Neudor
 École technique PRIVÉE
 19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707.13.38 et 337.71.16+

CHARLOT
 Les Merveilles des Mers
 128 bis, Bd de Charlot 15
 522.47.08 - 222.25.14
 OUVERT TOUS LES JOURS

مكتبة الأمل

Ne voyagez plus incognito, protégez-vous contre l'inconnu.

La Carte American Express vous est
remplacée gratuitement en cas de perte
ou de vol et votre responsabilité
est limitée à 250 F.

Elle vous permet de retirer 2.000 FF
par semaine dans plus de 1000 bureaux et
représentants American Express
dans le monde.

Avec American Express Assistance,
elle vous assiste, vous, votre famille et
votre voiture, en France et à l'étranger.

Avec l'Assurance Automatique Voyage
et l'Assurance Aviation, elle peut vous garantir
un capital de 1.600.000 F*.

Avec l'Assurance Hospitalisation,
elle couvre vos frais d'hospitalisation dans
le monde entier.

Avec les Réservations Assurées,
elle garantit vos réservations d'hôtel auprès
des grandes chaînes internationales.

Et bien sûr, elle est acceptée par
les meilleurs hôtels, les meilleurs restaurants,
les grandes compagnies aériennes et les grands
loueurs de voitures, en France et à l'étranger.



Carte American Express. Ne partez pas sans elle.

La meilleure manière d'avoir la Carte American Express, c'est encore de la demander.
American Express Carte-France B.P. 302 - 92561 Rueil-Malmaison Cedex - Tél.: 732.92.62

*Souscrites auprès de la Compagnie St Paul Fire and Marine, entreprise régie par le Code des Assurances D.A. 23.06.77/79.01.31.



PROCHE-ORIENT

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Des Arabes israéliens réclament l'autodétermination du peuple palestinien et la reconnaissance de l'O.L.P. comme son « seul représentant »

Jérusalem. — Des Arabes, citoyens israéliens, viennent de déclarer qu'ils représentent : « Une partie indissociable du peuple palestinien » et que leur sort « dépend d'une juste solution du problème palestinien ». Que des habitants de Cisjordanie aient fait une telle proclamation est déjà grave, mais, quand il s'agit d'Arabes israéliens, c'est bien plus encore aux yeux des autorités. L'affaire a pris en quelques jours des proportions telles qu'à Jérusalem on n'a pas fini d'en mesurer les conséquences.

Les mots qui ont fait scandale furent l'essence d'un projet de « charte nationale » adopté au cours d'une réunion, le 6 septembre, à Chetum, en Galilée, de quelques centaines de jeunes et représentants de la minorité arabe en Israël. Cette rencontre était patronnée par le parti communiste Rakhah, qui représente à Knesset et dans les conseils municipaux une grande partie de la communauté arabe, forte de près de six cent mille personnes sur une population totale de trois millions huit cent mille Israéliens.

Les débats avaient pour but de préparer un « congrès national », qui devait avoir lieu en novembre. Le thème du nationalisme, identifié à celui de l'ensemble des Palestiniens, est pour la première fois énoncé clairement dans un document, selon lequel l'O.L.P. est le « seul représentant » du peuple palestinien, qui réclame l'« autodétermination » et rejette l'idée d'« autonomie ».

Des personnalités arabes en Israël, jusqu'ici considérées comme « extrémistes », n'avaient jamais été aussi loin dans leurs prises de position. Les réactions très vives et très hostiles des éditeurs de la presse ont conduit la mesure de l'événement. Voilà une nouvelle preuve de la radicalisation qui se développe depuis deux ans dans l'opinion de la communauté arabe », écrit le *Morin*. Le journal réclame des

De notre correspondant

sanctions en déclarant que le projet de charte, qui contrevient à la loi israélienne, constitue une « incitation à la violence » et dépasse « les limites de ce que peut tolérer un pays démocratique ». Pour Hanez, « les Arabes d'Israël doivent comprendre que ce document est absolument inacceptable pour les citoyens de l'État juif ». Pour sa part, Yehoud Aharonov souligne qu'on ne peut plus nettement le danger que court Israël et laisse entendre que le Rakhah devrait être mis hors la loi.

Une tension croissante

Ces commentaires traduisent l'inquiétude qui règne dans les milieux politiques de Jérusalem. La réunion de Chetum est un signe supplémentaire, et particulièrement important, de l'évolution de l'opinion arabe en Israël. Depuis 1968, un rapprochement s'est progressivement établi entre les Arabes d'Israël — longtemps isolés (depuis 1948) — et les Arabes des territoires occupés. Ces Palestiniens oubliés ont davantage pris conscience de l'anomalie de leur statut : être citoyens d'un État qui n'est pas vraiment le leur puisqu'il se veut avant tout « juif ».

An cours des derniers mois, chez les jeunes principalement, les manifestations de solidarité avec le reste des Palestiniens se sont multipliées. De nombreux incidents se sont produits, en mai dernier dans les universités, entre étudiants arabes et juifs. En juin, plusieurs militants politiques ont été assignés à résidence, en application d'une réglementation d'exception. Ce qui était, pour les Arabes d'Israël, encore une preuve qu'ils n'étaient pas tout à fait des citoyens à part entière (le *Morin* du 10 juillet). Au même moment, un grand nombre d'étus arabes ont affirmé leur

soutien envers leurs confrères de Cisjordanie, les maîtres de Naplouse et de Ramallah, victimes d'un attentat à la bombe. Ce fut une nouvelle manifestation de solidarité avec les « frères palestiniens ».

Cette tension et cette agitation ont provoqué une réaction des autorités qui n'a fait qu'aggraver le malaise. A la Knesset, l'un des personnalités politiques les plus en vue de la minorité arabe, le député Yehoud Zayad, député communiste et maître de Nazareth, a été très vivement attaqué et accusé de collaborer avec les ennemis d'Israël. Plus récemment, la levée de son immunité parlementaire. M. Zayad a menacé d'expulser les étudiants qui affirment leur soutien à l'O.L.P. — projet qui devait être dénoncé par le parti travailliste comme « antidémocratique ».

Cette effervescence n'a pas seulement des causes politiques. Le développement social, économique et culturel dans la communauté arabe a entraîné une amélioration de son statut : être citoyens d'un État qui n'est pas vraiment le leur puisqu'il se veut avant tout « juif ».

Les Israéliens eux-mêmes ont attiré l'attention du gouvernement sur le sujet en déclarant qu'il fallait agir vite dans de nombreux domaines pour améliorer la situation de la minorité arabe, faute de quoi l'État devrait faire face à une crise grave, et notamment à une politisation croissante du mécontentement. Un conseiller du premier ministre, M. Moshe Sharon, a démissionné pour protester contre l'insaction du gouvernement, et, plus récemment, un député du Likoud, M. Yehoud Zayad, a déclaré qu'il souhaitait quitter cette formation.

FRANCIS CORNU.

La reprise des négociations entre Le Caire et Jérusalem

Le département d'État estime qu'Israël a assoupli sa position

M. Yitahak Shamir a été, mardi 9 septembre, la première personnalité israélienne à se rendre en Égypte depuis l'interdiction de pourparlers sur l'autonomie palestinienne — reprise récemment qu'il avait décidé par le Caire à la suite du vote, le 30 juillet, de la loi sur Jérusalem réunifiée, capitale « éternelle » de l'État juif. A son arrivée dans la capitale égyptienne, le ministre israélien des Affaires étrangères a déclaré qu'il espérait que ses entretiens avec M. Sadate et des responsables de la diplomatie égyptienne renforceraient les « relations de paix ».

M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, en accueillant son hôte, avait déclaré que les discussions se concentreraient sur les relations bilatérales. En fait, on indiquait dans les milieux autorisés qu'il devait porter sur le renforcement des relations dans des domaines tels que le commerce et la culture, et non sur l'autonomie palestinienne.

Le président égyptien a de son côté déclaré que les négociations travaillistes israéliennes, l'appelant « mon ami », le rala s'est félicité de l'aide que l'ancien président de l'État juif avait apportée au traité de désengagement entre forces égyptiennes et israéliennes de 1974.

● A WASHINGTON, le département d'État a indiqué qu'Israël avait fait des concessions qui expliquent, en partie, le changement d'attitude du président Sadate. D'une part, M. Begin a reporté à une date ultérieure l'installation de ses bureaux à Jérusalem-Est ; d'autre part, M. Ariel Sharon, ministre israélien de l'Agriculture, a assuré M. Sol Jinnawi, envoyé du président Carter, que les autorités israéliennes n'opposeraient pas de difficultés à l'implantation des colonies juives en Cisjordanie, une fois achevée l'installation de quatre dernières sur les dix prévues par M. Begin en juin dernier. — (Reuters, A.F.P.)

La Grande-Bretagne ferme provisoirement son ambassade à Téhéran

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement de Londres a annoncé, mardi 9 septembre, la fermeture temporaire de son ambassade à Téhéran. Quelques heures après l'annonce de sa décision, le chargé d'affaires britannique et ses collègues, accompagnés de leurs familles, arrivèrent à l'aéroport de Londres. Le départ des quatre diplomates eut lieu, en effet, à quelques heures près, avec le départ pour l'Iran de deux des quarante étudiants iraniens frappés d'une mesure d'expulsion, après leur condamnation, pour avoir échangé des coups avec la police au cours d'une manifestation devant l'ambassade américaine à Londres.

La décision de fermeture de l'ambassade avait été soigneusement pesée au cours de plusieurs réunions ministérielles, où des avis divergents s'étaient fait entendre. Le Foreign Office, en effet, désireux d'éviter une détérioration sensible des relations anglo-iraniennes, et préoccupé par le sort de quatre ressortissants britanniques détenus par la police iranienne, avait souhaité qu'une mesure d'extradition ne soit pas prise contre les étudiants iraniens condamnés pour un délit relativement mineur.

M. Whitlaw, ministre de l'Intérieur, avait fait prévaloir que,

vis-à-vis de l'opinion britannique, il n'était pas possible de faire preuve de clémence envers des étudiants arrêtés pour une violation flagrante des lois du pays hôte. En fait, les autorités britanniques avaient en vain tenté de fléchir les étudiants arrêtés en leur promettant qu'ils seraient autorisés à rester en Grande-Bretagne s'ils révélaient leurs noms et adresses. La grande majorité des étudiants persisterait dans leur refus, et le ministre de l'Intérieur estima qu'il ne pouvait accepter cette attitude de défi.

M. Rurd, ministre d'État au Foreign Office, a déclaré, dans une interview télévisée, qu'il espérait que les diplomates britanniques, rappelés essentiellement pour des « raisons de sécurité », reviendraient bientôt à leur poste.

Avant son départ, le chargé d'affaires britannique avait conseillé aux quatre-vingt-dix résidents britanniques encore à Téhéran (on comptait environ cent avant la révolution islamique) de retourner en Grande-Bretagne. Une minorité seulement a suivi ce conseil. La préoccupation britannique de la sécurité des résidents de Londres concerne les quatre Britanniques actuellement en prison et avec lesquels les autorités consulaires n'avaient pu encore entrer en contact. Un conseiller britannique restera à Téhéran.

H. P.

EUROPE

Grande-Bretagne

RÉUNIS EN CONGRÈS

Les libéraux veulent souligner leur originalité par rapport aux travaillistes modérés

De notre correspondant

Londres. — Le congrès annuel du parti libéral — l'« Assemblée » — comme disent les libéraux — s'ouvrira, mercredi 10 septembre, à Blackpool, ses séances publiques. Les entretiens préparatoires portant sur l'organisation des débats ont montré qu'une petite majorité de délégués souhaite que le parti réaffirme son identité, qui doit être bien distincte de celle des autres formations politiques, mais surtout d'un éventuel parti du centre.

Apparemment, les militants libéraux ne sont pas satisfaits des contacts pris au cours du dernier mois entre leur dirigeant, M. Steel, et M. Roy Jenkins, ancien responsable travailliste et président de la Commission de Bruxelles, revenu en Grande-Bretagne et cherchant à faire une rentrée politique. M. Jenkins envisagerait de créer un parti du centre qui rassemblerait notamment les éléments modérés du parti travailliste mécontents de l'emprise de la gauche sur le Labour. Dans la mesure où il s'adresse à la même clientèle électorale, cet éventuel regroupement pourrait gêner les libéraux. Tous ces contacts entre M. Steel et M. Jenkins pour discuter de l'avenir et, éventuellement, prévoir une alliance.

Mais l'évolution au sein du parti travailliste n'est pas favorable à une telle opération. Au cours des dernières semaines, le centre et la droite y ont renforcé leurs positions, mais grâce à un renouveau de plusieurs syndicats. M. Callaghan apparaît en meilleure posture pour enrayer l'offensive de la gauche, menée par M. Benn, en bloquant les réformes de structures visant à renforcer son emprise dans le parti. En tout cas, les chefs de la droite travailliste, la fameuse « bande des trois », réunissant les anciens ministres Shirley Williams, David Owen et William

Rodgers, s'estiment assez renforcés pour ne pas avoir à envisager de quitter le parti. Dans l'hypothèse d'une défaite de la gauche au congrès travailliste, M. Jenkins devrait peut-être abandonner, ou en tout cas ajourner, son projet de création d'un parti du centre. En revanche, si la gauche l'emportait malgré tout, son initiative retrouverait tout son sens. En attendant, l'assemblée libérale préfère prendre ses distances en soulignant des différences entre le libéralisme politique et le social-démocratie.

En outre, les libéraux espèrent pouvoir capter une partie des électeurs travaillistes inquiets devant la poussée à gauche dans le Labour, ou mécontents de l'influence prépondérante des grands syndicats. Enfin, l'état-major libéral voudrait rallier l'électorat sur son propre programme, et ne pas rester seulement le « parti refuge » des électeurs déçus par les deux autres formations politiques. Il s'agit, pour les libéraux, de réunir un maximum de ces électeurs qui leur assurent souvent le succès au cours d'élections partielles, mais qui, au moment de la consultation générale, viennent à leurs choix primitifs.

Les dirigeants du parti s'attendent à un débat difficile sur la défense. En effet, les jeunes libéraux, comptant un certain nombre d'éléments pacifistes et gauchistes, ne s'opposent pas seulement à la présence d'un armement nucléaire américain sur les territoires britanniques, mais prônent un désarmement unilatéral. M. Steel et les autres dirigeants du parti sont très vivement opposés à cette tendance, qui a gagné en importance, tout comme dans les syndicats et dans le parti travailliste. Leur succès dans l'esprit des dirigeants libéraux, verrouillant l'unité du mouvement, dépendra de l'électorat des classes moyennes qu'il s'agit de rallier.

HENRI PIERRE.

Chypre

M. KYPRIANOU REMANIE PROFONDEMENT LE CABINET

(De notre correspondant)

Nicosie. — Envisagé depuis plus d'un an, et toujours reporté par la difficulté de définir un équilibre politique, le remaniement du gouvernement chypriote a eu lieu dans la soirée du 8 septembre. Le président de la République, M. Spiro Kyprianou, a nommé onze ministres, dont seuls les titulaires des affaires étrangères, M. Nicos Roumelis, le Financier, M. Christodoulos Beniamen, et des finances, M. Avertis Alexandridis, conservent leur portefeuille. Les autres ministres n'ont jamais exercé d'activité gouvernementale.

La tendance de ce cabinet est marquée à droite. Plusieurs anciens ministres du gouvernement Makarios ont refusé d'y participer. Si M. Kyprianou est assuré d'obtenir un vote majoritaire à la Chambre, cette situation pourrait se modifier rapidement car quatre ou cinq députés de son parti, le Front démocratique, envisagent de faire sécession. D'autre part, le harcèlement des communistes et les socialistes depuis un an se poursuivra. — D. A.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Affaires étrangères : M. Nicos Roumelis ; Finances : M. Avertis Alexandridis ; Intérieur : M. Christodoulos Beniamen ; Justice : M. Avertis Alexandridis ; Éducation : M. Nicos Roumelis ; Communications : M. Georges Hadjiostas ; Commerce et Industrie : M. Constantin Kilias ; Agriculture : M. Nicos Roumelis ; Travail : M. Georges Stavrinakis ; Santé : M. Georges Tombazis ; Justice : M. Andreas Dimetriades.

AFRIQUE

Algérie

L'institutionnalisation de rencontres périodiques témoigne de l'amélioration des relations entre Alger et Tunis

De notre correspondant

Alger. — Une confiance restaurée, un climat politique assaini, une volonté de développer la coopération bilatérale et la concentration politique, tels sont les résultats de la visite à Alger, du 7 au 9 septembre, de M. Meail. Mardi soir, avant de reprendre l'aviation, le premier ministre tunisien a eu un entretien avec le ministre algérien de l'Intérieur, M. Abdelhak Benhabib, et le ministre algérien de l'Économie, M. Mohamed Chahar, a démissionné pour protester contre l'insaction du gouvernement, et, plus récemment, un député du Likoud, M. Yehoud Zayad, a déclaré qu'il souhaitait quitter cette formation.

Sur le plan culturel, les Tunisiens se sont engagés à répondre de la façon la plus large possible aux demandes algériennes en matière d'enseignants. La Tunisie dispose de possibilités non négligeables, surtout dans les disciplines littéraires et religieuses. En matière de politique étrangère, les deux parties, dans le cadre de la ville d'Alger, ont convenu de la tenue de l'ensemble des États arabes et islamiques à unir leurs efforts pour empêcher l'ennemi sioniste de faire de la ville d'Alger (Jérusalem) sa capitale. Le communiqué reste, en revanche, discret sur la lutte menée par le Front Polisario et exprime seulement l'espoir que « la réunion du comité des sages de Freetown parviendra à une solution pacifique et durable à la question du Sahara occidental ».

M. Meail, qui n'a pas rencontré de représentants sahraouis, nous a déclaré qu'il retirait de ses entretiens avec Hassan II en juin et avec le président algérien le « réajustement de son attitude à l'égard de la question du Sahara occidental ». M. Meail, qui n'a pas rencontré de représentants sahraouis, nous a déclaré qu'il retirait de ses entretiens avec Hassan II en juin et avec le président algérien le « réajustement de son attitude à l'égard de la question du Sahara occidental ».

D'autre part, tout en affirmant sa sympathie pour tous les gestes allant dans le sens de l'unité, M. Meail n'a pas caché son scepticisme concernant les chances de succès de l'union afro-libyenne, compte tenu de la distance entre les deux pays et des différences idéologiques entre la doctrine du Bass et celle de la troisième force chère au colonel Kadhafi. « L'union, nous a-t-il dit, est un but que nous poursuivons tous, mais il faut, pour la réaliser, l'existence de conditions objectives. Il ne faudrait pas en tout cas le rapprochement afro-libyen soit perçu par les pays arabes comme une radicalisation de la coupure entre les pays dits « fermes » et ceux dits « modérés ».

DANIEL JUNQUA.

Le conflit saharien

LE COMITÉ DES SAGES RÉUNI À FREETOWN ENTEND LE FRONT POLISARIO ET DIX ORGANISATIONS PRO-MAROCAINES

Freetown (A.P., A.F.P., Reuters). — La réunion du comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) sur le Sahara occidental, à Freetown, sous la présidence de M. Stevens, chef de l'État sierra-léonais et président en exercice de l'O.U.A., la séance de travail s'est déroulée hier. Elle devait être consacrée à l'organisation des travaux et à la préparation de l'ordre du jour.

Les présidents Sekou Touré (Guinée), Shehu Shagari (Nigeria), M. Moussa Traoré (Mali) et des représentants des présidents Nkrumah (Ghana) et Nyerere (Tanzanie), constituant le « comité des sages », et le secrétaire général de l'O.U.A., M. Kodjo, participaient aux travaux. Le premier ministre marocain, M. Bouabid, et les présidents algérien Chadli Benjedid et mauritanien Khouna Ould Badda, y assistaient en tant que « parties concernées ».

M. Bouabid, ministre marocain des affaires étrangères, a protesté contre le fait que le Front Polisario ait été invité. Il a justifié, en revanche, la présence d'un grand nombre de personnes représentant dix organisations sahraouies pro-marocaines, dont les principales sont : le Mouvement révolutionnaire des hommes bleus (MORRH), le Front pour la libération et l'unité (FLU), le Parti de l'unité nationale sahraoui (PUNIS), l'Association des originaires de Saguiet el-Hamra et du Rio-de-Oro (AOSARIO). On note, en outre, la présence à Freetown de députés sahraouis au Parlement chérifien.

M. Kodjo a déclaré que toutes ces organisations pourraient exposer leur point de vue au comité, « tout comme le Polisario sera entendu en tant que Polisario ». Ce dernier a annoncé à Alger, peu avant l'ouverture de la conférence, que ses forces avaient abattu, la semaine dernière, un Mirage F-1 marocain dans le sud du Maroc.

PLUSIEURS HOMMES D'ÉTAT AFRICAINS SONT EN VISITE À PARIS

En visite privée à Paris, le général Mobutu, chef de l'État du Zaïre, sera reçu jeudi 11 septembre à 11 heures à l'Élysée. Le même jour, M. Giscard d'Estaing recevra, à 15 heures 30, M. Kibret Gecchaw, ministre éthiopien de la Justice, qui doit lui remettre un message du roi Haile Selassie, chef de l'État éthiopien.

En séjour privé en France, invité mardi soir du journal de France 2, M. Sanghor, exposé la situation dans les régions sahariennes, où le désert pousse annuellement cinq à six kilomètres. Le président sénégalais a déclaré : « Il y a deux moyens de lutter contre le désert, soit en creusant des fossés, soit en plantant des arbres. Nous nous sommes engagés à planter des arbres dans les régions sahariennes. La tâche de cette organisation est également une œuvre d'éducation profonde, puisqu'elle apprend aux villageois à se servir de ces pompes, à les réparer ou à cultiver les jardins potagers ».

D'autre part, de passage à Paris, le colonel Kamougue, vice-président de la République du Tchad, a déclaré mardi après-midi qu'il estimait « inutile » l'intervention des casques bleus des Nations unies au Tchad « qui ne font que ramener le calme » et a appelé « les fils du pays à couvrir ensemble la recherche des solutions à ce problème essentiellement tchadien ». Le vice-président tchadien a admis que la ville de N'Djaména, située dans le Nord du pays, se trouve actuellement aux mains des forces armées du nord (FAN) du chef rebelle Hissène Habré qui n'est, selon lui, « ni un patriote, ni un nationaliste ». Le colonel Kamougue a ajouté : « Il n'est pas question de traiter sur un pied d'égalité un gouvernement et un chef rebelle, personne ne nous imposera l'histoire Habré comme président de la République ».

(1) E.P. 99 - 9170 Verdiers-le-Buisson, G.G.P. 35 990 99 Le Source.

Libéria

LE SERGENT-CHIEF SAMUEL DOR, chef de l'État libérien, a ordonné, mardi 9 septembre, la libération de quatre personnalités proches de l'ancien président William Tolbert, assassiné en avril. Il s'agit de MM. Jenkins Pal, ancien ministre du travail, de la jeu-

nasse et des sports ; Laurence Morgan, ancien ministre de la Justice ; Sam Burrell, ancien directeur général de la compagnie nationale d'électricité, et Harper Abiley, ancien membre de la Chambre des représentants. — (Reuters.)



Pologne

LA TOURNÉE DE M. KANIA EN PROVINCE

Nous devons rester calmes, vigilants et fermes envers les syndicats

déclare le premier secrétaire du parti

La poursuite de la crise sociale polonaise suscite bien des commentaires. Le président Carter, après avoir rendu hommage « au courage et à la ténacité des travailleurs polonais », a déclaré dans le New-Jersey : « Sauf développements imprévisibles sur lesquels je n'ai aucun contrôle et ne tiens à avoir aucune influence, j'espère que les changements seront permanents et que les ouvriers et le gouvernement mettront consciencieusement en application les accords. »

Varsovie (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters). — Les dirigeants polonais poursuivent leur tournée dans le pays et tiennent à huis clos, des réunions avec les militants régionaux du parti. Ainsi, pendant que M. Kania, le chef du parti ouvrier unifié, se rendait mardi à Katowice, M. Cieslowski, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, se trouvait à Lodz. M. Andrzej Werblan, membre du bureau politique à Torun, et M. Jerzy Wasmuik, secrétaire du comité central à Kielce.

A Katowice, le centre sidérurgique et minier de Haute-Silésie, ancien chef de son prédécesseur, M. Cierak, M. Kania a tenu, en son lieu, le résumé diffusé par la télévision, des propos quelque peu sibyllins ou imprécis : « Nous devons rester calmes, vigilants et fermes envers les syndicats. Nous nous prononçons pour l'unité syndicale et si nous appartenons d'y veiller. Il nous appartient de développer une grande échelle le mouvement de travailleurs des organisations syndicales. Les syndicats doivent devenir des partenaires de l'administration et des défenseurs des droits des travailleurs. »

A Gdansk, il avait expliqué, la veille, qu'il ne s'opposait pas aux syndicats indépendants mais que les travailleurs les voulaient et « par conséquent leur caractère socialiste avait été proclamé ». Selon un résumé diffusé par l'agence Paf, le premier secrétaire avait attribué « les grèves qui à un moment ont affecté toutes les provinces » au fait que « l'on a négligé les principes du socialisme en matière économique, les normes minimales de la vie à l'intérieur du parti, les besoins sociaux et les normes morales ».

Après avoir dit que « la situation actuelle était considérablement différente de celle qui existait il y a deux ou trois semaines lorsque les intérêts fondamentaux du pays et de l'Etat étaient en danger », M. Kania a ajouté : « Que devons-nous changer dans le travail, dans les organisations

A Madrid, le Comité exécutif du P.C. espagnol estime que les événements de Pologne ont confirmé le bien-fondé de notre critique eurocommuniste des phénomènes négatifs de ce qu'il est convenu d'appeler le socialisme réel, comme l'option fondamentale de l'eurocommunisme : que la liberté, la démocratie et la participation des masses sont inhérentes au socialisme. »

A Moscou, l'agence Tass et la radio soviétique ont rendu compte du discours de

M. Kania à Gdansk en insistant sur les passages consacrés à la détermination du parti d'être vigilant et à l'unité du mouvement syndical. L'agence Tass publie aussi un article sur les syndicats moldaves, qui, selon la Constitution soviétique, défendent les intérêts des travailleurs, pour relater comment dans une usine de Kichinev l'action du syndicat a permis aux ouvriers d'obtenir la modernisation du système d'aération de leurs ateliers.

« A déclaré mardi que « la plupart des revendications sont contradictoires et irréalisables ; elles concernent des questions internes dans les entreprises, où des irrégularités se sont accumulées. On peut régler de tels problèmes sans pour autant arrêter les machines. »

Attaques contre les dissidents

A défaut de trop critiquer les grévistes, on s'en prend à « dissidents. L'organe officiel des jeunes communistes, *Sztandar Młodych* (la Bannière des jeunes) leur reproche d'avoir partie liée avec les « forces anticomunistes internationales » dans un article intitulé : « Les faux amis ». Il dénonce avec vigueur les activités du « comité d'autodéfense sociale » (KOR) et de ses principaux animateurs, MM. Kuron et Michnik, qui, au cours des grèves, se sont attachés à « exploiter le mécontentement ouvrier pour saper le socialisme de l'intérieur ». Le journal accuse le KOR de « collaborer » avec des organes de presse occidentaux et hostiles à la « Pologne socialiste » et de recevoir des fonds de « centres de subversion » établis à l'Ouest. Le journal lui reproche également d'avoir tenté de conduire la Pologne à la « catastrophe » en in-

terrompant le mouvement de travail de vingt-cinq heures avait été observé dans cette entreprise le vendredi 20 août, au cours duquel six revendications particulières avaient été présentées par le comité de grève. M. Kania avait approuvé certaines demandes, telle la création d'un hôpital, mais d'autres nécessiteraient plusieurs jours de négociations. La situation est un peu délicate en raison de la présence sur les lieux de M. Karol Switon, un militant actif de longue date des syndicats libres, qui n'appartient pas au personnel de l'usine. Les ouvriers ont exigé que la police ne l'arrête pas, comme elle se proposait de le faire, et menacent, si les autorités passent outre, de faire grève. M. Switon avait déjà été gardé à vue à Katowice pendant quarante-huit heures lorsque avaient éclaté les grèves dans les mines de charbon.

L'agitation sociale persiste : lorsqu'une grève se termine, une autre commence. L'agence Paf annonce par exemple que si les ouvriers de la grande usine d'aviation de Mielsko ont repris le travail, en revanche un mouvement de grève s'amplifie dans trois voivodies (départements) dans les entreprises textiles : chez Sigmatax à Radom, chez Protex et Opolanka dans la région d'Opole, chez Morena de Bartosz dans la région d'Olsztyn. Des accords ont été conclus à l'usine Fasty de Białystok et dans la filature de laine de Tomasz-Masowiecki. Les journaux n'ont pas paru à Białystok en raison de la grève des ouvriers d'imprimerie. C'est le cas aussi à Pommor. Mais dans cette dernière ville, selon les dissidents, le conflit a été réglé mardi après-midi. La ville de Tarnow reste paralysée par une grève des transports en commun, et le travail s'y poursuit pas repris dans les mines de soufre à Machow à Tarnobrzeg. Enfin, à Inowroclaw, la verrerie Irena est en grève.

Deux associations quittent les syndicats officiels

La constitution de syndicats indépendants va bon train aussi. Ainsi, *Głos Pracy*, l'organe du Conseil central des syndicats (officiels) a annoncé mardi que deux associations professionnelles avaient quitté les syndicats officiels pour former leurs propres organisations « indépendantes autogérées » : il s'agit des associations des employés de la culture et des beaux-arts et du syndicat des marins et des dockers, qui a convoqué de surcroît son congrès pour le 15 octobre prochain.

Un certain nombre de journalistes auraient également pris la décision de quitter les syndicats officiels pour constituer leur propre syndicat. Selon des fondateurs, le nouvel organisme travaillerait en association avec le Conseil central des syndicats. Cette formulation ambiguë n'est pas très explicite. En tout cas, cette décision sera présentée par les journalistes en question lors d'une session plénière du syndicat des journalistes qui doit se tenir avant la fin de l'année.

Les critiques sur le fonctionnement de revendications ne manquent pas. Ainsi, Radio-Varsovie

Autriche

M. Androsch reste ministre des finances mais abandonnera ses affaires privées

De notre correspondante

Vienne. — Coup de théâtre mardi 10 septembre à Vienne : après sept heures de délibérations à huis clos du bureau politique du parti socialiste, la démission de M. Hannes Androsch, vice-chancelier et ministre des finances, n'a pas eu lieu, contrairement à toute attente (*Le Monde* des 15 août et 4 septembre). Malgré les différends qui l'opposent, sur le plan politique aussi bien que sur le plan personnel, au chancelier Kreisky, la majorité des responsables socialistes se sont prononcés en faveur du maintien de M. Androsch dans ses fonctions. A en juger d'après ses déclarations des derniers jours, M. Kreisky aurait souhaité la démission de son ministre des finances, dont le cabinet fiscal Consultatio serait impliqué dans le scandale de collusion qui a éclaté à propos de la construction de l'hôpital général de Vienne.

M. Androsch, « bête noire » de l'aile gauche du parti socialiste, a accepté de son côté le projet de réforme proposé par le chancelier et visant à rétablir la « morale politique » en Autriche. M. Kreisky avait notamment demandé, sous menace de sa propre démission, l'interdiction pour tout ministre de posséder une entreprise commerciale. M. Androsch a donc annoncé vouloir vendre son cabinet fiscal géré depuis 1963 par un syndicat. Ce changement d'attitude a causé d'autant plus de surprise qu'il avait fermement refusé il y a peu, toute solution de l'« affaire Androsch » qui l'aurait empêché d'exercer son métier de conseiller fiscal.

Un deuxième point capital du programme de réformes du chancelier, la division du ministère des finances en deux départements distincts (économie et finances), n'a été accepté par le parti que sous une forme diluée : le chancelier et son ministre des finances se sont bornés à parler d'une « reorganisation du ministère ».

Or, M. Androsch n'a jamais caché qu'il n'accepterait pas une diminution sensible de ses compétences. Dans les milieux politiques, et en particulier dans ceux de l'opposition, l'issue de la réunion socialiste est interprétée comme une petite défaite du chancelier, qui n'a pas réussi à se débarrasser de son « prince héritier » présumé, lequel en sort au contraire renforcé.

Le chef du parti populiste (conservateur), M. Alois Mock, a critiqué une décision qui consiste, à son avis, à prolonger la crise et non à la résoudre. Mais les milieux industriels et financiers devraient au contraire l'accueillir avec un certain soulagement : ils redoutaient de voir le ministère de M. Androsch confié à un représentant de l'aile gauche du parti socialiste.

WALTRAUD BARYLI.

Les paysans partageux et la Révolution
par A. Soboul
N° 28-29 votre portrait : **L'histoire**
57 rue de Seine 75006 Paris

Vous avez des droits !
Découvrez dans "Le Particulier"
comment les faire respecter.
(Pour 59 F seulement par an)

Pour défendre vos intérêts et ceux de votre famille, pour profiter au maximum de tous vos droits face à votre employeur, à votre propriétaire, à votre assureur, à la Bourse, au Fisc, à l'Administration, aux banques, aux notaires, aux avocats, aux vendeurs... il vous faudrait tout connaître ! Ceux "qui savent toujours tout", les vainqueurs, sont abonnés

au Particulier. Sa clarté proverbiale le rend accessible à tous. Même à ceux qui prétendent "qu'ils n'y connaissent rien". Dans la vie il y aura toujours des vainqueurs et des vaincus : en vous abonnant au Particulier, vous serez sûr de passer dans le camp des vainqueurs. Renvoyez aujourd'hui même votre Titre d'Abonnement.

Déclaration des revenus. Comment remplir votre feuille d'impôts ? A quels abattements avez-vous droit ? Achat des actions "Monory" et déduction en 1980. Comment obtenir des délais de paiement ? Les impôts sur les plus-values... Vos problèmes de famille. Comment limiter les droits de succession ? Comment faire une donation entre vifs ? Peut-on changer de contrat de mariage ? Comment rédiger un acte. Modèle de contrat de travail. On vous attaque en justice. A qui vous adresser quand vous recevez du "papier timbré" ? A combien peut s'élever le coût d'un procès ? Où trouver un avocat ? Les droits du locataire et du propriétaire. Les loyers libres et les loyers réglementés. Le droit de propriété et ses limites. L'acquisition d'une maison individuelle... Vos placements petits et grands. Les emprunts d'Etat. Les caisses d'épargne. Les placements boursiers. Les obligations. Les valeurs mobilières. Les SICAV et les SICOMI. Le plan d'épargne-logement. Les placements dynamiques. Le placement en objets de valeur est-il rentable ? Les prêts hypothécaires notariaux... La copropriété. Comment se

prennent les décisions dans une assemblée générale de copropriété ? Comment calculer les charges attribuées à chaque copropriétaire ? Votre retraite. A quel

âge avez-vous le droit de prendre votre retraite ou votre pré-retraite ? Reconstitution de carrière. Combien toucherez-vous par rapport à votre dernier salaire ? Comment obtenir une retraite complémentaire ? Comment préparer les loyers de votre retraite... Vos assurances : tout et garanti. Une assurance vie peut-elle être considérée comme un placement ? Comment assurer correctement et au moindre prix votre voiture ? Comment résilier un contrat d'assurance ? La défense des consommateurs. Comment vérifier les factures E.D.F.-G.D.F. Les colorants interdits. Quels sont les organismes prêteurs ?... Etc.



1500 PAGES PAR AN
Une véritable encyclopédie permanente d'informations pratiques

QUI S'ABONNE AU PARTICULIER ?

Salarié, indépendant, commerçant, artisan, agriculteur, chef d'entreprise, dirigeant, cadre, fonctionnaire, retraité ou sur le point de l'être... De toute façon pour passer dans le camp des vainqueurs, abonnez-vous au Particulier pour 1 an à l'essai.
Abonnement simple : Pour 59 F (au lieu de 98,50 F) vous recevrez 22 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux, 1 Table Analytique.
Abonnement complet : Pour 83 F (au lieu de 128,50 F) vous recevrez 22 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux, 1 Table + 5 numéros Hors-Série (2).

(1) Tels que : Guide fiscal (2 numéros), Sécurité Sociale, Copropriété, Choix de vie, etc.
(2) En fonction de la conjoncture ou de grands sujets tels que : Les Formalités, Les Baux commerciaux, Les Créanciers et Débiteurs.

Titre d'abonnement à renvoyer à LE PARTICULIER

21 boulevard Montmartre 75002 Paris-Cedex 02, C.C.P. 688 410 C Paris.
OUI, je désire recevoir Le Particulier pendant 1 an pour 59 F seulement au lieu de 98,50 F, soit 22 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux et 1 Table analytique de tous les sujets déjà traités.
Je préfère l'abonnement complet : 27 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux, 1 Table + 5 numéros Hors-Série pour 83 F seulement au lieu de 128,50 F.
Je joins mon règlement par :
☐ mandat-lettre, ☐ chèque bancaire, ☐ C.C.P. (avec les 3 virements)
(Cocher la case de votre choix)
Nom et Prénom : _____
Adresse N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
A nous retourner à notre adresse ci-dessus dans une enveloppe affranchie. Merci.

déclare M. Marchais

demain. (...) Chacun sait, malheureusement, que la parti socialiste tourne le dos à l'union. Les déclarations de François Mitterrand sur ce point, cette rentrée confirment son obstination à s'enfermer dans cette impasse. »

Intérogé sur la formule de M. Mitterrand, selon laquelle « l'Europe est l'Europe de la transition de l'anti-changement (le Monde du 9 septembre), le dirigeant communiste répliqua : « Le premier ennemi du P.S. « a renoncé au changement » et « a servi les intérêts de Giscard d'Estaing », qu'il fait les yeux fermés, « à l'égard des représentants » lorsqu'il « s'oppose au développement des luttes économiques et sociales », quand il se laisse « aller à l'égard de l'Atlantique », enfin quand il se livre à cette agression permanente contre le P.C.F. (...) en essayant d'opposer les dirigeants de notre parti entre eux, en essayant d'opposer les dirigeants à la base, les tentatives conduites par Giscard ne figurent pas Georges Marchais. (...) Le complot est autre », a déclaré le secrétaire

« Nous sommes loin encore du second tour. L'expérience prouve qu'il faut rassembler le maximum de voix sur le candidat du P.C.F., ce qui est la tâche capitale à laquelle nous sommes confrontés. Cela étant précisé, nous sommes les candidats du changement, ce qui veut dire que nous voulons mettre au plus vite un terme au pouvoir de M. Giscard d'Estaing, dont la politique est si nocive dans tous les domaines. »

**« Il y avait en Pologne
un mécontentement
réel et justifié »**

ques et sociales », quand il « se
faut le champion de l'alliance
Atlantique », enfin quand « il se
livre à cette agression perma-
nente contre le P.C.F. (...) en
essayant d'opposer les dirigeants
de notre parti entre eux, en
essayant d'opposer les dirigeants
à la base — tentatives vouées à
l'échec ». « Sur le tandem conduit
par Giscard ne figure pas Geor-
ges Marchais. (...) Le compte est
autre », a déclaré le secrétaire
général.

M. Marchais a indiqué au sujet de l'élection présidentielle :

moment donné de l'histoire de leur pays, joué un rôle éminemment positif ».

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré, d'autre part : « Les docteurs de Pologne ne nous ont pas dit qu'ils ont été en cause en quoi que ce soit l'appropriation que nous avons portée sur leur propriété nationale. C'est un fait globalement positif. (...) A aucun moment, durant ces graves, le socialisme n'a été mis en cause par les dirigeants du comité de greve. (...) Les progrès de la société socialiste en Pologne, les progrès de la démocratie en ces pays, à des degrés divers, la question de réformes, de ce qu'on appelle en France la « révolution sociale », la nouvelle politique, de caractère économique, mais qui pose à la fois le problème du progrès social, de la démocratie, de la démocratie de la démocratie socialiste. (...) Bien sûr, en ce qui concerne la Pologne, j'aurais préféré que les choses aient été faites un peu plus tôt, mais les faits étaient dans la nature des choses de la transition d'une société nouvelle. »

M. Marchais a ajouté : « Les événements de Pologne n'ont pas su purifier origin des menées à caractère antisocialiste. Ils ont reposé sur l'existence d'un mécanisme qui a permis de maintenir au regard à ce qu'est, et à ce que devrait être la situation dans certains domaines. Telle a été et reste notre position. (...) »

« Je veux même insister pour être très clair que la solution des problèmes de Pologne ne peut être trouvée exclusivement en Pologne, mais exclusivement et ne peut relever exclusivement que des travailleurs du peuple des dirigeants et du Parti ouvrier unifié polonais. Rien a pas été fait pour résoudre les problèmes. Il est hors de question qu'il en soit autrement dans l'avenir. »

« U.D.F. 1 » : un incroyable culot.

U.D.F. 1, lettre d'information
quotidienne de l'Union pour la
démocratie française, commente
en ces termes le livre du secré-
taire général du P.C.F. : « *Georges
Marchais a quand même un
incroyable culot ! On le savait
depuis longtemps, mais la lecture
de l'Espoir au présent laisse tout
de même poitiller sur les méthodes
des dirigeants du P.C.F.* »

» Au moment où le peuple polonais
 et les ouvriers de Gdansk
 déchirent une nouvelle fois le
 voile sur la réalité des sociétés
 capitalistes, ces sociétés
 qui, depuis l'origine, souffrent
 du joug de l'armée, Georges
 Marchais prend la plume pour
 dresser (chapitre 2) le bilan glo-
 balement positif des pays socia-
 listes, et, à l'instar de ce qu'il
 l'appuie, et affirmer sans rire :
 « Le socialisme, c'est la paix »
 et le socialisme a permis un déve-
 loppement de la démocratie
 dans ses différents dimen-
 sions : « L'Union soviétique et
 la guerre mondiale depuis
 trente-cinq ans, elle les a
 d'abord à l'Union soviétique et
 aux pays socialistes ». Arrê-
 tons-nous là. Le livre s'arrête
 et nous ne pourrions que
 l'ouvrage lui-même.

M. Brice Lalonde, candidat des écologistes à l'élection présidentielle, était, mardi 9 septembre, le premier invité de la nouvelle émission de TF 1, « Le grand débat ». Les départs qui ont interrompu l'émission ont permis à M. Lalonde de répondre à une longue interrogation de M. L. (P.S.), Michel Ranaivosoa (R.P.F.), M. Longuet (U.F.F.) et Pierre Zarka (P.C.F.), tous quatre jeunes et nouveaux venus à l'Assemblée nationale, n'ont pas eu de peine à mettre en évidence, au cours d'un débat très vivant, le peu de consistance de la position écologiste des lors qu'elle prétend être reconnue comme un projet politique à part entière destiné à mettre fin à ce que M. Lalonde a appelé le « non-ron politicien ». Le candidat n'a pas su définir autrement qu'en termes vagues la « nouvelle civilisation » dont l'écologisme se veut le promoteur, et les reproches de M. Longuet, soupçonnant les écologistes de se comporter comme de « nouveaux curés d'arbitres du bien et du mal, ou ceux de M. Zarka, les accusant d'écluser la question de la répartition sociale des responsabilités et des richesses, ont porté.

Le dossier le mieux argumenté de M. Lalonde était celui de l'énergie. Le candidat a insisté sur l'importance des gisements et il a défendu, contre le recours au nucléaire, le passage progressif, engagé dès maintenant, à l'énergie solaire. En revanche les réponses qu'il a faites aux questions qui lui étaient posées sur ses conceptions en matière fiscale, économique et internationale ont été courtes et incertaines. Les interlocuteurs de M. Lalonde ont invité par lui à signer un parrainage en vue de se porter candidat à l'élection présidentielle. Mais celui de leur parti n'a pas voulu s'engager. Le ralliement de leur désaccord avec les conceptions du candidat des écologistes. Celui-ci n'en a pas moins affirmé sa volonté d'être candidat « jusqu'au bout », face à quatre partis qui sont - un peu pour les mêmes -

Servis par le fait que leur interlocuteur s'opposait également à eux tous, les quatre députés ont su poser des questions claires et incisives, reflétant l'attitude de leurs formations politiques respectives vis-à-vis des écologistes et montrant ce qui sépare des jeunes élus qui ont choisis de jouer le jeu de la démocratie représentative d'un candidat qui en conteste la valeur.

PATRICK JAFFARI

M. Lande a déclaré que l'écologie n'est pas simplement la défense d'intérêts purement sectoriels, mais « une nouvelle conception complète de la société humaine ». Elle implique des liens entre les gens qui la composent, des rapports entre la ville et la campagne, « de sa politique internationale à sa politique locale ».

Il a cité l'exemple du référendum communal, repoussé par tous les groupes, au Sénat, lors de l'examen du projet de loi sur les collectivités locales, qui « n'est pas une chose trop sérieuse pour ceux que la population s'en occupe ».

Il a conclu, selon M. Lande, la conviction que partagent tous les écologistes : « la nécessité de faire

Le candidat des écologistes a formulé quelques « idées claires et simples » : « L'économie telle qu'on l'enseigne n'est plus le centre de la vie » et « actuellement les économistes ne comprennent rien à la situation » ; « Les frontières s'effondrent de plus en plus, les États sont la cause de tous les grands problèmes du monde, les problèmes locaux et trop petits pour résoudre la plupart des problèmes internationaux » ; « Il faut une nouvelle démocratie, c'est-à-dire qu'il faut une nouvelle nation ».

M. Lalonde estime que le recours à l'énergie nucléaire est inutile, car « depuis que le programme nucléaire a été mis en place, il ne remplace pas les pétroles », mais « il pose de graves problèmes à la consommation d'énergie ». La « vraie question » n'est-il dit, est de savoir à quel point l'énergie consommée — De 1967 à 1980, nous avons doublé la production d'électricité en France », a indiqué M. Lalonde — « Sommes-nous deus fois plus nombreux ? Non. Alors, toutes ces énergies supplémentaires où vont-elles ? Elles sont gaspillées par le Ministère de la Défense, à Paris, et ailleurs : dans des bureaux, des personnes ne peut travailler à tout Montparnasse, dans des personnes à Paris, ne demandent rien pour leur chauffage central... »

Le député du Centre républicain a-t-il dit.

THE

Après les déclarations de M. Michel Debré

■ M. Jean Gaton, secrétaire général du CEREL (Centre d'étude et de recherches Egalité), président de la Chabaz-Delmas, a acquis Chabaz-Delmas tout bon raison de dire que la candidature de Michel Debré allait visifier la politique et les politiciens. Michel Debré l'a prouvé hier soir en élevant le débat de la campagne électorale, ce qui est aussi un des mérites non négligeables de sa candidature. Michel Debré curaté de prôner, en revanche, que l'essentiel du temps perdu était en lieu entre 1974 et 1976.

» Enfin, le CEREL espère que Michel Debré saura ne pas s'enfermer dans une campagne électorale à la défense d'acquis et saura pratiquer une ouverture permettant la formation d'un grand consensus national pour une nouvelle société généreuse et tolérante. »

● M. Michel Collinot, porteparole du comité Le Pen : « M. Michel Debret, le caméléon de la V^e République, a fait tant, sur Antenne 2 une prestation fort décevante à défaut de révélations. Il s'est montré inégalable dans le mensonge historique et dans le rappel des événements d'Algérie, dont il a l'airront de faire passer la responsabilité sur les dirigeants de la IV^e République. »

QUINZAINE DE L'IMPERMÉABLE DU 5 AU 20 SEPTEMBRE



Le Champion
 GALERIES LAFAYETTE
 Choisi pour son prix, sa qualité, son style, cet imper-
 méable très « Rentrée confortable » 87% polyester,
 33% coton. Son prix est im-
 battable, c'est notre champion.

450F

★★★★★★★★★★★★★

Galerias Lafayette

REVUE DES DEUX MONDES

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1980 : 17 F

RAYMOND BARRE

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

QUATRE ANS APRÈS 1976-1980

GEORGES RALLIS
Premier Ministre de la Grèce

LA GRÈCE ET L'EUROPE

NAHAVANDI contre KHOMENY

Avec des articles de Mgr Poupard - Edouard Bonnefous
Geneviève Tabouis - Jean Dutaud - Gaston Palewski
François Seydoux - Pierre de Boisdeffre - Guillaume
Guindec - Pascal Arriaghi et Léon Boussard.

ABONNEZ-VOUS A LA PLUS ANCIENNE

ET LA PLUS JEUNE
REVUE LITTÉRAIRE FRANÇAISE

ABONNEMENT - AN - 12 NUMÉROS : 170 F
15, rue de l'Université - 75007 PARIS
C.C.P. : PARIS 5888-40

Depu
ous gard

Paque

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Côte-d'Or : un trouble-fête dans la majorité

De notre correspondant

Dijon. — « Dans ce type de consultation, un vote est souvent contre quelqu'un, pour quelqu'un, et la présence de la liste Mercusot arrange sans doute plus d'un électeur », le contraire, c'est sûr, c'est la commune rurale qui s'exprime ainsi résumant assez bien le climat de la campagne en Côte-d'Or.

La présence de la liste centriste conduite par M. Jacques Mercusot, vice-président du conseil général et maire de Sombernon, est venue mettre un peu de piment dans la préparation du scrutin.

Lorsqu'on lui fait remarquer qu'il risque d'enlever de précieuses voix à la majorité présidentielle et donc de favoriser l'élection d'un sénateur de gauche, M. Mercusot répond avec son franc-parler : « Eh bien, je passerai avec lui ! »

Soutenu par le Centre national des indépendants paysans, M. Mercusot a reçu l'appui quasi unanime de tous les maires des cantons de Saint-Seine-Abbaye et de Sombernon.

Ses espoirs de « faire un bon score » et le conforter encore un peu plus dans sa position de « trouble-fête ».

Cette nouvelle attitude des indépendants s'explique par le fait qu'ils ont été élus par les grandes familles de la majorité qui, dès le mois de mars dernier, constituaient une liste d'union entre les deux sortants (F.R.) et R.P.R., tournant toute dissension avec certains modérés.

Le CNIP n'avait pas caché alors son désappointement d'autant qu'il avait eu connaissance de la constitution de cette liste en lisant la presse régionale.

Depuis, comme réveillés par ce qui a été ressenti comme une gifle, les différents courants qui convergent au centre se sont mobilisés pour faire campagne pour le vice-président du conseil général de la Côte-d'Or, qui a

su résister aux pressions « guttuelles » de ses « cousins majoritaires », qui lui avaient pourtant assuré, en échange de son retrait, une confortable place au sein du conseil économique et social.

Dans les rangs de la majorité, si l'on n'affecte guère de craintes pour la réélection du sénateur sortant de Châtillon-sur-Seine, M. Michel Sordel, U.D.F.-F.R., pas plus qu'on ne veut s'inquiéter pour le maire de Nuits-Saint-Georges, M. Bernard Barbier (U.D.F.-F.R.), qui avait succédé au sénateur André Picard, décédé en cours de mandat le 5 juillet 1979, on n'a pas apprécié l'obstination de M. Mercusot, que l'on veut faire passer pour un « frère ennemi ».

La gauche, elle aussi, joue une carte importante. Le président du conseil général, M. Pierre Falu, socialiste, s'est lancé dans la bataille. Depuis qu'il a été placé au perchoir de l'assemblée départementale, il s'est employé à faire porter l'opposition de l'isolement dans lequel l'avait plongé sa longue absence des affaires. Homme de la ville, le président du conseil général a su adroitement ménager les susceptibilités des élus de la campagne et, en quelques mois, il s'est forgé une image qui n'a pas laissé indifférents les ruraux. Une image qui « passe bien ».

Résumé-t-il à emporter ce troisième siège de sénateur (créé pour tenir compte de l'augmentation de la population du département) qui confortera sa position de leader de la gauche non communiste ? Pour cela, il lui faudra devancer à la fois M. Mercusot et le R.F.R. Maurice Lombard, premier adjoint au maire de Dijon, qui fait équipe avec les sortants. Un homme dont on ne parle guère jusqu'à présent dans cette campagne électorale, ce qui n'est pas forcément mauvais signe.

ROBERT CERLES.

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Giscard d'Estaing : le budget pour 1981 vise à soutenir l'activité productive et à assurer la solidité de la monnaie

Le conseil des ministres qui a siégé mercredi 10 septembre, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, a consacré l'essentiel de ses travaux au projet de budget pour 1981. Au terme de la communication du ministre du budget, le président de la République a déclaré :

« Tout budget exprime une volonté ».

« Le projet de budget pour 1981, qui a été soigneusement préparé et calculé, vise deux objectifs : soutenir l'activité productive du pays et assurer la stabilité de la monnaie ».

« Le soutien de l'activité est recherché par la modulation de la pression fiscale, notamment à l'égard des entreprises, et par la création d'une aide puissante à l'équipement des entreprises ».

« Pour affirmer cette volonté, j'ai demandé au gouvernement de retenir un objectif de croissance supérieur à celui qui résultait des comptes spontanés ».

« La maintenance de la balance des paiements est assurée par le refus

de la politique de facilité qui tendrait à accroître l'augmentation du déficit, et par un effort de compression des dépenses de fonctionnement. A cet égard, il faut savoir que les finances publiques de la France sont dans une situation exemplaire par rapport à celles de tous les autres pays ».

« La politique familiale voit apparaître une innovation importante : l'octroi d'une demi-part supplémentaire d'impôt sur le revenu de 1981 pour toutes les familles ayant au moins trois enfants à charge ».

« Ainsi, le projet de budget pour 1981 traduit la triple volonté de soutenir l'activité, d'assurer la stabilité du franc et de réduire les impôts des familles de trois enfants et plus ».

M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de la présidence de la République, a précisé après le conseil des ministres que le projet de budget avait été élaboré sur la base d'une croissance annuelle de 1,6 % mais que l'objectif que se fixe le gouvernement est de dépasser 2 %.

Mme LUCANTIS EST RÉELUE GRAND MAÎTRE DU DROIT HUMAIN

La Fédération française de l'Ordre maçonnique du Droit humain, la troisième en importance parmi les organisations maçonniques françaises après le Grand Orient de France et la Grande Loge de France, a tenu son 100^e conseil à Paris du 4 au 7 septembre.

Mme Lucantis, président sortant, a été réélue. Au cours de ce conseil, les 2000 membres ont no-

tamment exprimé leur préoccupation face à la résurgence du dogmatisme, du racisme et du fanatisme.

[Le Droit humain est la seule obédience maçonnique française mixte. Fondée en 1893 par Maria Deshayes, l'Ordre international du Droit humain est présent dans quarante pays et comptait en France 2000 membres loges. Son siège est à rue Jules-Breton, 75013 Paris.]

Aude : un fief socialiste

De notre correspondant

Carcassonne. — Seul, jusqu'à présent, le parti socialiste a fait connaître officiellement le nom de ses deux candidats, dont l'un est le fils du grand docteur. Sénateur sortant, M. Raymond Courrière, conseiller général, maire de Carcassonne, fait équipe avec M. Roland Courrière, adjoint au maire de Salles-d'Aude. Cet instituteur âgé de trente-sept ans devrait succéder à M. Marcel Souquet, qui a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat en raison de son âge (M. Souquet est né le 26 février 1914).

Lors de la désignation des députés des conseils municipaux, dimanche 7 septembre, des incidents se sont produits à Port-la-Nouvelle, Saint-André-de-Roque-

longue et Bages, où les élus socialistes ont refusé aux communistes les postes qu'ils réclamaient. Ce refus, qui ne modifie pas l'issue du scrutin du 28 septembre, a conduit M. Henri Garino, secrétaire fédéral du parti communiste, à saisir M. Georges Marchais. Le P.C. accuse les socialistes d'avoir agi selon des « directives nationales ». Le P.S., par la voix de M. Jean Popereau, membre du secrétariat national, a déjà déjà esquivé sur ce point en répondant à la polémique engagée par Mme Madeleine Vincent dans l'Humanité du 5 septembre, à propos d'un incident identique dans une commune du Grand-Bol (Gard), dont le maire est M. Jean Bastide, P.S. (Le Monde daté 7-8 septembre). — B. R.

LE BON CHOIX D'UNE ÉCOLE PRIVÉE

SERVICE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

23, rue de Choiseul, 75002 PARIS

Tél. : 744.32.30

renseignements gratuits sur place 742.31.03

Depuis 150 ans, nous gardons le rythme.

Garanti 5 ANS

Paquet Musique présente son dernier né : le métrologue « Beaumont ».

Comme ses aînés, il bénéficie de la Garantie 5 ans Prestige Paquet, d'une présentation soignée, d'un mécanisme métallique extrêmement fiable.

Atout maître : son prix raisonnable le place au premier rang.

« Le Beaumont » existe en 3 versions : « CAJON », « NOÏSE » et « NOÏSE ». (Sortie début septembre 80).

paquet musique

La qualité du rythme

7 bis rue de l'Isle-Adam, BP 17 - 95260 Beaumont/Seine Tél. 034.38.20

Elisabeth Badinter. L'amour en plus.



Histoire de l'amour maternel. XVIII^e-XX^e siècle. 376 pages.

FLAMMARION

Vous aurez bien plus de succès... devenez

GRAPHOLOGUE

apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez la science qui fera des jaloux. Informations gratuites par courrier. Formation par correspondance avec diplôme de fin d'études. (MS) Ecole Suisse de Graphologie, c/o S. Weismannstrasse 4, CH-3027 Berne.

Une calculatrice doit résoudre des problèmes, pas en poser.

Les calculatrices scientifiques sont faites pour faciliter la vie des élèves, des étudiants et de leurs professeurs.

L'A.O.S. (Algebraic Operating System, notation algébrique directe, brevet Texas Instruments) respecte les plus anciennes conventions mathématiques. En permettant d'introduire les nombres et les opérations de gauche à droite comme le professeur les enseigne et les expose au tableau, l'A.O.S. évite les erreurs et fait gagner du temps. Toutes les calculatrices scientifiques peuvent-elles le dire ? Si ce sont des Texas Instruments, oui !

Rentrée des classes ? Rentrée des Facs ? Calculez bien : la gamme des scientifiques A.O.S. "hautes performances" Texas Instruments commence à moins de 120 F.

TI 57 La programmable la plus vendue en France

TI 30 La scientifique la plus vendue au monde

TI 35 La scientifique avec fonctions statistiques

TI 31 La scientifique conçue pour les examens

Les calculatrices TI 25, 30, 35, 38, 50, 51-III, 53, 57, sont conformes à la circulaire n° 75-216 du 2/10/75 autorisant l'usage des calculatrices aux examens.

TEXAS INSTRUMENTS

Pélectronique facile à vivre

AJOURNEMENT DE PEINE POUR UN MALIEN SANS PAPIERS

« Vous pourriez travailler illégalement »

UN FACTOTUM INDELICAT

(The respondent's name)

Nice. — Les gendarmes de
Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes) ont arrêté l'homme
de confiance de M. Aladar de
Balkany, ancien ministre et
président du conseil
régional de Balkany. D'origine
albanaise, le Mirin Zogu, que-
lante-trois ans, est inculpé
de trahison. M. Michel Zavarro, le
procureur de Nice.

Depuis plusieurs années, M. Zogu, qui avait débité comme chauffeur dans l'une des nombreuses sociétés de l'homme d'affaires, avait eu de devenir son actionnaire, mettant en coupe réglée les affaires de la capitale. C'est à l'employeur possesseur sur la Côte d'Azur. Les vols n'étaient pas restés ignorés, mais M. Zogu, chaque fois qu'une nouvelle distribution était constatée, faisait porter les sommes sur le personnel de la maison, qui les recevait. C'est la loi de 17 000 F penses, dont il était seul, avec M. de Balkany, à connaître la cachette, qui a amené le financier à porter plainte contre lui.

M. de Balkany n'est pas en mesure d'estimer avec précision la somme en millions de francs constatée : plusieurs millions, dit-il, qu'il a dû remplacer, en 200 millions, par une gentille dépense, un panier de macarons, puis 18 kilogrammes, incrustés de diamants, vendus à lui seul 1 million de francs. — M. V.

L'ENFANT GAMBIOLEUR

M. Jacques Guibaud, âgé de vingt-sept ans, a une épouse âgée de sept ans. Comme il ne se désigne pas à s'en séparer, depuis le départ de la mère de l'enfant, il se charge lui-même de son éducation. Ce père célibataire s'occupe de son fils durant les vacances scolaires et la garde avec lui pendant ses heures de travail.

Mais Jacques Guénard entore
en métier dangereux: il est
sambrioleur. Durant la nuit de
au 8 septembre, il a été arrêté
à Paris, après une poursuite
mouvante qui a failli coûter
à vie à son fils. Christophe
se trouvait dans la voiture de son
père et, comme son père, s'est
fait par les policiers.

Jacques Guénard (nommé)
la faire les mauvais coups?
ce qu'on avait les uns
père, en prison sans la
minéralogique arrive à
«4L» avait les camouflés.
Pris en pièces la femme com-

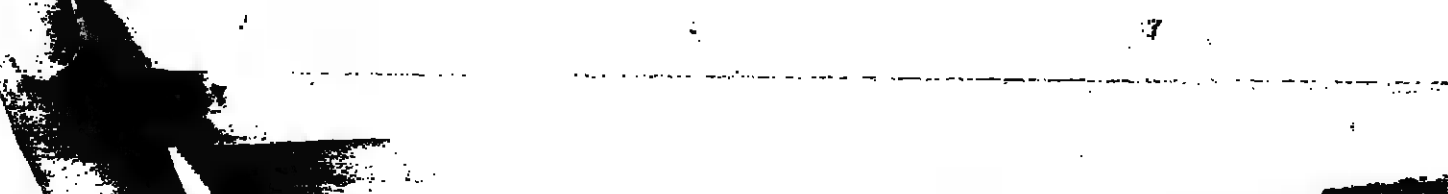
M. MOUSSA KONATÉ MENACÉ D'EXPULSION

un grave trouble à l'ordre public, surtout dans une ville comme Paris, où la sécurité des citoyens est sous cette menace », avait-il écrit. Et il avait demandé que les quinze hommes a été condamné à une peine moins d'emprisonnement, soit cinq avec sursis.

(1) L'article 409-3 du Code de procédure pénale (daté du 17 juillet 1979) prévoit que le tribunal a peut-être à accuser le pronome « la » la peine lorsqu'il apparaît que le réclameur a été victime d'un délit ou d'un crime, acquit, que le dommage causé soit en tout ou en partie, compensé par les versements des prestations que le défendeur a versées au réclameur, ou au navire. Dans ce cas, si l'acte donné son jugement le jour où il a été rendu, le réclameur a été victime d'un crime ou d'un délit, le tribunal peut, soit dispenser le prévenu de peine, soit prononcer la suspension provisoire ou définitive de la peine. Dans le cas contraire, la peine est prononcée. La loi du 17 juillet 1979 a modifié la peine (1). La décision sur la peine intervient au plus tard après la première détermination d'effraction.

■ **Deux surveillants stagiaires** de la maison d'arrêt de la Santé, MM. Claude Boyan, âgé de vingt-cinq ans, directeur d'atelier, et de vingt-cinq ans, ont été cooptés, mardi 9 septembre, à trente mois d'emprisonnement chacun, peine assortie d'un sursis respectif de cinq et sept mois, par la septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Les deux surveillants, originaires de la Guadeloupe, étaient accusés d'avoir accepté, en transmettant du hachisch à un détenu, Guadeloupéen lui aussi, Grégoire Rose, âgé de vingt-sept ans,

<p>Le Minolta CLE</p> <p>Four passionnés du télémètre, ■ ■ ■ cellule orientée vers le film. (Et reçoit les optiques du Leica M.)</p>	<p>Le Pentax LX</p> <p>LX en chiffres romains, cela donne 60. Et c'est l'appareil haut de gamme que s'offre la marque pour ■ ■ ■ 60^e anniversaire.</p>	<p>Le Nikonos IVA</p> <p>L'automatisme (TTL) chez Nikon, en photo sous-marine. Avec cellule ■ ■ ■ ■ ■ film.</p>
<p>Le Contax 137</p> <p>Après le ■ ■ ■ FS 1, c'est le deuxième appareil ■ moteur intégré. Là aussi, taille pratiquement inchangée.</p>	<p>Le système Agfa Family</p> <p>Une caméra super-8, mais curieusement capable de prendre aussi des ■ ■ ■ fixes (jusqu'à 3200 par film!) + un lecteur écran ■ × 10 cm. Le tout, aux environs de 1500 F.</p>	<p>Le film Agfapan Vario-XL</p> <p>Du noir et blanc, à sensibilité variable (eh oui!). De 125 à 1 ■ ■ ■ ■ ■. Et il abandonne ses ■ d'argent dans le bain de développement.</p>



UN BRIGADIER DE POLICE, ■ KOUEN
GODIN ■ trente-quatre ans ■
père de trois enfants ■
■ heures, ■ une fusillade avec ■
maître ■ se préparant à
attaquer ■ Crédit ■
■ rue Sennar-D'Arc ■ Kouen
(Sénatorial) ■
maître ■ Jeunes, sem-
ble-t-il, ■ au nombre ■ trois ou quatre,
■ déjà pris en otage quelques
membres ■ personnel quand la
police est arrivée, présente par té-
moins ■
écrit. Les maîtres sont présents
à prendre la fuite, à pied, mais, selon
certaines témoins, ■
blessé, n'aurait pu suivre ■ com-
plices et ■ serait réintégré ■ le
quartier. Des policiers sont à sa
recherche. Un gardien ■ la pair
à l'entrée ■

... ..

SPORTS

FOOTBALL

Le redressement de l'Olympique lyonnais

De notre envoyé spécial

Lyon. — Il aura fallu attendre le vingt-huitième derby Lyon-Saint-Etienne, mardi 9 septembre, pour voir enfin un match joué à guichets fermés au stade municipal de Gerland, devant quarante-sept mille trois cents spectateurs. C'est la première fois que le stade est plein depuis le début de la saison. Mais au plus fort de l'épidémie de « fièvre verte », jamais ces chiffres traditionnels n'avaient pu rassembler quarante mille spectateurs. Il est vrai que, pour la première fois de leur longue histoire, les deux clubs partageaient cette fois la première place avec Bordeaux avant de s'affronter dans cette neuvième soirée du championnat de France.

Jamais peut-être ces deux grands clubs du football français ne sont apparus si proches et si différents à la fois. Proches, ils l'ont toujours été géographiquement.

L'exemplaire public stéphanois

Les comportements du public ont, bien sûr, une énorme influence sur la situation financière des deux clubs. Tandis que les Stéphanois ne savaient trop comment investir leur magot européen, les Lyonnais ont terminé la saison dernière avec un déficit de plus de 7 millions de francs.

La municipalité lyonnaise, qui avait placé ses hommes de confiance à la tête du club en 1977, a dû se rendre à l'évidence : seule une équipe jouant les premiers rôles accrochera le grand public et sera donc viable. Si elle avait continué à verser sa subvention de 1 900 000 francs, celle-ci n'aurait même pas suffi à couvrir les énormes déficits et les agios des banques. L'Olympique lyonnais serait devenu pour elle un nouveau Danemark.

Malgré l'opposition des élus socialistes et l'abstention des communistes, la décision fut donc prise de voter une subvention supplémentaire et exceptionnelle de 4 millions de francs. Deux millions et demi ont servi à couvrir les déficits. Il restait à réviser jusqu'ici jugés et on considère les résultats de ce premier quart de l'épreuve, et même payant puisque la seule rencontre avec Saint-Etienne, laissé aux guichets 2 080 000 francs (1), soit la moitié des recettes perçues la saison dernière. A la différence de l'association sportive de Saint-Etienne, dont la réputation avant tout le résultat du travail entreprise depuis deux décennies sous la responsabilité de son président M. Roger Boubert, l'Olympique lyonnais doit aujourd'hui son salut au soutien de la municipalité.

Améliorer le climat au sein de l'équipe

Cette plus grande vulnérabilité des Lyonnais se retrouve aussi sur le terrain, où l'équipe vaut surtout par sa ligne de demis, composée de trois techniciens de grande valeur : Serge Chiesa, Alain Moizan, suspendu pour ce derby, et Jean Amadou Tigana, et par le sens du but de son nouvel avant-centre yougoslave, Simo Nicolic. Une blessure ou une période de méforme de l'un ou de plusieurs de ces éléments-clés peuvent considérablement réduire des motivations du public.

L'Association sportive de Saint-Etienne 1980-1981, qui ne conserve plus dans ses rangs que trois des finalistes de la Coupe d'Europe 1976 — Christian Lopez, Gérard Jaurès et Jacques Santini — paraît au contraire remarquablement équilibrée. La réduction et le renforcement des effectifs à onze professionnels et neuf stagiaires devraient améliorer le climat au sein de l'équipe.

PRESSE

Le magazine Temps réel, publication bi-mensuelle lancée par la Compagnie française d'information pour les entreprises, qui édite vingt publications, et dont le président-directeur général est M. Raymond Govin, fera paraître le premier numéro le 15 novembre. L'équipe rédactionnelle est sous la responsabilité de M. François-René Christiani, précédemment rédacteur en chef adjoint. Que choisir ? Comportant soixante-douze pages, le numéro un sera tiré à seize mille exemplaires.

Temps réel a été conçu pour les responsables des services informatiques confrontés aujourd'hui aux innovations technologiques et aux échanges au sein des entreprises. Dans cette perspective, Temps réel veut apporter aux informaticiens des éléments d'information sur les techniques, la vie économique, mais aussi les problèmes humains et sociaux de l'informatique.

ment. A peine une heure de voiture sépare le stade de Gerland de Geoffroy-Guichard. Proches, ils le sont aussi cette année par leur excellent début de saison. Lyon n'ayant qu'une défaite à Nantes et Saint-Etienne restant sur cinq victoires consécutives.

Différents, les deux clubs le sont aussi par leur public. Influencé peut-être par les traditions culturelles de la vieille bourgeoisie locale et très sollicité d'autre part, le Lyonnais considère le football professionnel comme un spectacle et ne se rend au stade que pour un événement. Malgré le chômage qui touche pourtant 12 % de la population active de la Loire, la crise de Manufrance et le déclin relatif de son équipe ces dernières saisons, le public stéphanois n'a au contraire jamais ménagé son soutien et ses bruyants encouragements.

rer le climat au sein de l'équipe et redonner à l'ambition aux stagiaires combattants la saison par les incorporations du gardien de but Jean Castaneda et des deux attaquants Laurent Roussier et Laurent Paganelli.

Avec ans d'attente, les deux équipes ont peut-être un peu déçu le public. Venu assister à un sommet du championnat, les quarante-sept mille spectateurs ont eu droit à un vrai derby d'une rare intensité. Bien marqué par beaucoup de maladresse, mais d'ailleurs le but stéphanois (1) sur une minute avant la mi-temps sur un centre-tir de la tête de Jacques Zimaquo que Johnny Rep ne put reprendre, ce qui surprit le gardien lyonnais Yves Chauvin. Zimaquo que Johnny Rep ne put reprendre, ce qui surprit le gardien lyonnais Yves Chauvin. Heureusement pour l'équité sportive, Daniel Karsch fut, dix-huitième de l'heure, plus long sur leurs positions en tête du championnat.

GERARD ALBOUY.

(1) Le record des recettes en championnat a été établi la saison dernière par le Paris-Saint-Germain, avec 11 millions de francs. L'Olympique lyonnais a réalisé 3 120 000 francs pour 48 305 spectateurs, lors de la venue de Saint-Etienne.

TENNIS

LE NATIONAL DE BAYONNE

Tulasne passe, Leconte casse

Après huit et la fureur de Flushing Meadows, retour aux affaires de famille pour les tennismen français sur les courts de l'Avignon bayonnais. Des affaires qui ressemblent fort à une nouvelle version de la guerre des « anciens » et des « modernes ». Et on peut dire que la vieille vague a bien des difficultés à résister aux jeunes lions. Deux duels en ont donné, mardi 9 septembre, à la première manche de l'Avignon : la victoire de Tulasne-Dominguez sur Leconte-Deblieck, et l'autre part.

Les dix-sept ans de Thierry Tulasne, le champion junior de Wimbledon, commencent d'abord par souffrir face aux trente ans de Patrice Dominguez. Mais, bien calé au fond du court, il est résisté, renvoyant des balles de plus en plus lourdes. Dominguez sauva le quatrième set, mais l'affaire était entendue : 2-6, 6-1, 6-1, 6-2 pour finir en faveur de Tulasne en deux sets. Leconte-Deblieck, le pied gauche. Les spectateurs n'appréciaient pour-

tant guère la manière du jeune champion et il quitta le court sous les sifflets du public.

En revanche, l'assistance prit rapidement fait et cause pour Henri Leconte, âgé lui aussi de dix-sept ans, qui affrontait Eric Deblieck, âgé de vingt-huit ans. Le choc fut rude. L'enthousiasme parfois brouillon de Leconte n'a pas empêché fait céder les vieilles jambes de Deblieck. Il lui fit même commettre plusieurs erreurs sur des points faciles qui gâchèrent ses chances dans le cinquième set : 6-4, 5-7, 7-5, 6-7 et 8-1 pour finir en faveur de Leconte.

Le match des générations ne se conclut pas pour autant sur un nul. Ce mercredi, pour les premiers quarts de finale, les deux juniors encore en piste, Thierry Tulasne et Jérôme Potier (dix-huit ans), affronteront respectivement les deux vétérans de l'épreuve, Eric Deblieck et Jean-Louis Liotier (vingt-

RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNATS DE FRANCE
DIVISION I
(Neuvième journée)

Lyon et Saint-Etienne	1-1
Nice et Bordeaux	2-0
Nantes et Angers	3-0
Auxerre et Monaco	0-0
Paris-S-G. et Nîmes	2-2
Toulon et Nancy	3-1
Valenciennes et Metz	2-1
Strasbourg et Sochaux	2-0
Bastia et Laval	2-2

Classement : 1. Saint-Etienne, 2. Bordeaux, 3. Nantes, 4. Nice, 5. Paris-Saint-Germain, 6. Angers, 7. Toulon, 8. Valenciennes, 9. Metz, 10. Lille, 11. Nancy, 12. Sochaux, 13. Laval, 14. Auxerre, 15. Strasbourg, 16. Nîmes, 17. Reims, 18. Caen, 19. Amiens, 20. Montpellier, 21. Evian, 22. Brest, 23. Clermont, 24. Dijon, 25. Grenoble, 26. Le Mans, 27. Lens, 28. Orléans, 29. Sedan, 30. Troyes.

Tennis

NATIONAL
SIMPLES MESSIEURS

Quart de finale	1. Tulasne b. Dominguez, 6-4, 6-2, 6-1; 2. Leconte b. Deblieck, 6-4, 5-7, 7-5, 6-7, 8-1.
Demi-finale	1. Tulasne b. Dominguez, 6-4, 6-2, 6-1; 2. Leconte b. Deblieck, 6-4, 5-7, 7-5, 6-7, 8-1.
Finale	1. Tulasne b. Leconte, 6-4, 6-2, 6-1.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

AUTOMOBILISME — Le constructeur italien Ferrari a lancé un nouveau modèle de voiture à moteur 1 turboalimenté. Elle sera conduite par le Québécois Gilles Villeneuve, qui se prendra part à la course que se disputent les compétitions au cours de la saison.

Le français Alain Prost, pressenti pour remplacer, en 1981, le Sud-Africain Jody Scheckter, qui a décidé de renoncer à la compétition, n'a pas démenti ses engagements. Il sera donc dans la course.

CYCLISME — La Soviétique Ekaterina Ivanova a pris la première place du Tour de France féminin (138,5 kilomètres), devant la Tchèque Jitka Holáková et la Française Nicole Leblond. Les trois femmes occupent dans l'ordre les trois premières places du classement général.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE SEPTEMBRE

L'AVENTURISME DE LA LOTTE ARMÉE EN ITALIE

(Marco Boito)

LA GRÈVE EN QUESTION

(Jean-Marc Macédo et Jean-Claude Gaudin)

AUX ÉTATS-UNIS : LE GRAND DÉBAT SUR LA RÉSISTANCE A L'U.R.S.S.

(Marc Ferro)

L'AMÉRIQUE LATINE, PRINCIPAL CLIENT DE L'INDUSTRIE ISRAËLIENNE DES ARMEMENTS

(Ignacio E. Klich)

Une solution contestée L'ÉLECTRONUCLÉAIRE

Un moins rapide que prévu, par Jean-Marie Martin. — L'impact de la puissance et de la guerre commerciale, par Dominique Flato. — Stratégie de la recherche : le blocage français, par Louis Puleux. — L'impact de la contestation, par Dorothy Nelkin et Michael Pollak. — L'impact de la recherche d'un compromis acceptable, par Marc Lévy. — L'évolution des syndicats, par Victor Martin.

AFRIQUE : Pretoria à l'échec d'une entreprise de maraîchage au Sénégal (Christophe et Claude Reboul).

AMÉRIQUE LATINE : Le « parapluie chinois » du général Videla (Kavir).

EUROPE : La solution pour Gibraltar ? (Jean J. A. Salmon).

La pollution de la Méditerranée (Paul et Jean).

PROCHE-ORIENT : L'arme nucléaire dans le conflit israélo-arabe (Sélim Turquet).

L'idéologie et l'organisation de la lutte armée (Assen).

La poudre kurde (enquête de Chris Katscher).

CANADA : POLITIQUES : Marasme africain (Ignacio E. Klich).

LIVRES : Histoire du nationalisme en Afrique noire (Copen).

« Les mensonges de l'État » : Jean-Marie Vincent (Sami Nair).

Antonio Negri au-delà de Marx (Jean-Paul de Gaudemar).

La Corse en deux familles (Florence).

INTERROGATIONS : Une pour la (Jean-Claude Delaunay).

RECHERCHES UNIVERSITAIRES : Un observatoire du tiers-monde (Charles Zorbig).

Les activités des organisations internationales.

LE VOL

Une nouvelle d'Ana Vasquez

Le numéro 7 F.
5, rue des Italiens - 75007 PARIS CEDEX 08.
EN VENTE PARTOUT.

DIAMANT
Quand la parure devient placement

SOLITAIRES

0,25 carat blanc extra	4 500 F
0,75 carat blanc extra	16 700 F
1 carat blanc extra	43 000 F

ALLIANCES

0,25 carat	2 940 F
0,50 carat	4 900 F
1 carat	9 500 F

8, pl. de la Madeleine
86, rue de Rivoli - 188, rue La Fayette
Tél : 260.31.44
Crédit personnalisé sur demande.

Format : 22 cm x 29 cm

Cette merveilleuse édition de 1873, qui a fait rêver des générations de lecteurs, est devenue presque introuvable. Voici donc l'occasion de découvrir l'humour dévastateur de Rabelais, le plus réjouissant des grands auteurs français.

LES ŒUVRES DE RABELAIS
en trois grands volumes
en-quarto coquille reliés
PLEIN CUIR véritable
et illustrés par
Gustave Doré

Rabelais, un écrivain qui fut aussi docteur en « médecine », bénédictin, astrologue, humaniste et probablement athée...

Pour consulter chez vous le premier de ces trois volumes sans aucun engagement

Il vous suffit de nous retourner le bon à découper. Vous pouvez aussi prendre une décision en toute tranquillité : on bien vous renverra le volume sans avoir d'explications à fournir, ou bien vous le garderez et vous bénéficiez alors d'un prix « vente directe » qui vous sera particulièrement favorable.

l'intégrale des gravures de Gustave Doré pour l'édition de 1873.

Le «Rabelais» illustré par Gustave Doré : une véritable pièce de collection

Les éditions gravées de Gustave Doré furent sensationnelles. Elles ont permis de faire connaître le plus grand illustrateur de l'époque. Vous les retrouverez dans cette merveilleuse édition en-quarto coquille reliés, en plein cuir véritable, et illustrés par Gustave Doré. Les pages de garde reproduisent fidèlement les impressions multiples « gorge de poisson » en vogue au XIX^e siècle ; les deux volumes de la suite sont reliés et les trois tranches sont dorées, comme à l'origine. Les gravures sont soignées, et le papier est un magnifique papier « Ivoire ». Des rééditions de cette importance, réalisées avec un tel souci de la qualité, ne peuvent que précéder de la valeur avec les années.

Arnaud de Vespre

50, rue de la République - 92023 NANTY SUR SEINE CEDEX
Tél : 01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00
50, rue de la République - 92023 NANTY SUR SEINE CEDEX
Tél : 01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00

Bon d'examen sans engagement

À nous adresser aux Éditions ARNAUD DE VESPRE, B.P. 54, 92023 NANTY SUR SEINE CEDEX, nous vous enverrons, sans aucun engagement de votre part, le premier des trois volumes de votre édition de Rabelais illustrée par Gustave Doré. Le plus grand des auteurs de l'époque, Rabelais, est un écrivain qui fut aussi docteur en « médecine », bénédictin, astrologue, humaniste et probablement athée...

Pour consulter chez vous le premier de ces trois volumes sans aucun engagement

Il vous suffit de nous retourner le bon à découper. Vous pouvez aussi prendre une décision en toute tranquillité : on bien vous renverra le volume sans avoir d'explications à fournir, ou bien vous le garderez et vous bénéficiez alors d'un prix « vente directe » qui vous sera particulièrement favorable.

l'intégrale des gravures de Gustave Doré pour l'édition de 1873.

La FEN : priorité à la négociation utile.

Le SGEN : pouvoir négocier.

3) Voilà un travail qui tra-
 depuis plus de dix ans, alors
 des solutions réalistes existaient
 qui ne sont pas aussi onéreuses
 qu'on veut bien le dire. Il faut
 bien voir que l'enseignement
 sur une disponibilité. Et qu'
 ne peut pas y avoir la disponi-
 lité, quelle que soit la situation
 professionnelle des intéressés. Ce
 que les conditions matérielles
 psychologiques sont mauvaises.
 chiffre de 35 000 maîtres-auxi-
 res, indiqué par le ministère, n'
 inquiète parce qu'en fait il y
 y a eu 35 000 maîtres-auxi-
 employés, 39 000 à servir

contin. En 1975, il y en avait 37 000 utilisées à service continu, et plusieurs milliers, si on se base sur les chiffres de l'année précédente, qui ont été utilisées pour des suppléances. Or, on ne parle que de 35 000. Que cela signifie que 2 000 licenciements sont déjà programmés ?

Le SNES : pas d'agitation, mais une action lucide.

3) C'est également un facteur de désordre sans lendemain pédagogique. Le ministère lui-même reconnaît qu'« il n'y a pas de lien entre la réinsertion escomptée et l'école ».

3) Comme l'an dernier, le ministère est optimiste. Les raisons politiques. L'appréciation est de nature différente. Elle se fonde sur des réalités vérifiables : par exemple, dans l'académie de Rouen, quatre à cinquante maîtres auxiliaires sont menacés de chômage. A Caen, cinq cents demandes de réemploi, deux cent cinquante restent satisfaites. Et il y a vingt-huit académies.

Malgré les mille huit cent
ticularisations arrachées par nous
sont les milliers d'auxiliaires
ont été à nouveau vers l'a
golse d'une rentrée incertaine
d'un emploi dégradé. Nous vo
lons en finir avec ce scandale
l'auxiliaire.

Le SNI : non à la grève dans l'immédiat.

1. Une rentrée ne s'agit pas comme si elle était frappée d'épithèse. La rentrée est difficile, nous ne serons pas responsables des difficultés. Il est certain que les institutions dans lesquelles s'ouvre l'année ne correspondent pas à ce que nous souhaitons. Mais pour nos idées, nous conduirons à négocier pour imposer des améliorations. Nous ne pas cessés de discuter pendant les vacances d'été. Des propositions seront faites lors de l'assemblée que le ministre a accordée au SNT-P.E.G.C. En ce qui concerne les collègues, nous sommes les collègues professeurs d'enseignement de la politique de col (P.E.G.C.), nous discutons avec le ministre, sur le premier trimestre. La prochaine audience aura lieu le 25 septembre. Notre syndicat des conseillers permanents a l'intention qu'il y ait une manifestation qui ne relèvent pas la grève *a priori*. Une action directe s'appuyant pas sur des données concrètes et objectives, mais qui vise à connaître le soutien des collègues. Nous ferons le bilan à la fin de l'année. Nous ne sommes pas des fonctionnaires, nous sommes des militants. Nos attitudes appropriées à ce comportement. Nous ne sommes pas des fonctionnaires départementale déclen-

Le SNALC : menaces sur les conditions de travail.

collèges :

Il faut rendre une difficile pour les agrégés et certifiés : ce sont en moins de postes libres, des maîtres difficiles, les nombreux maîtres à disposition, surtout ceux qui ont subi la réforme, la destruction sans création de postes adjoints d'enseignement affectés de plus en plus souvent à la surveillance, pour les maîtres anciens qui auront moins de postes à leur disposition.

Il n'y a pas d'augmentation à attendre, mais une aggravation d'un malaise devant le désempolement permanent de la situation, la profession de maîtres qui n'est plus un plus précieux sur les conditions de travail et les vacances.

2) La nécessité d'être prêt plus tard en juillet et plus tôt soit fait que les permanents syndicaux disposent de moins de temps que les autres années. P

...et des parents d'élèves

La FÉDÉRATION ANDRIEU : des possibilités de réaction.

1° La rentrée 1980 sera rentrée difficile. Pour les écoles qui se posent les perpétuelles questions des crédits, des recherches, des enseignants dans le cycle, de l'accueil au primaire (listes d'attente effectives), des pléthores, des listes d'attente d'écoles nouvelles en milieu rural, dans les lycées et lycées d'enseignement professionnel (de nombreux enseignants ont été affectés en place : Lot, Vendée, Oise, Lot-Dordogne...) sections insistantes ou inadaptes, enseignants insatisfaits ou pas.

Rentrée difficile aussi pour familles, qui veulent augmenter dans des proportions considérables (de 15 % à 100 %) que les dépenses diminuent : baisse de 25 % prime de rentrée scolaire, réduction du nombre « boursiers », stagnation du taux de la pension.

Rentrée difficile, enfin.

La FÉDÉRATION SCHLERET : appréhensions.

1) La rentrée s'annonce
cile pour beaucoup de parents
raison des frais de scolarité
plus en plus lourds, en dépit
gratuité des livres au co
ce par les élèves de l'ensei
ment technique, les intern
les utilisateurs des trans
soitaires, alors que les b
ne sont pas suffisamment
l'ortales. Rentes difficiles, ca
appréhension d'un certain
br d'écoles, de collèges, de
n'alent pas un corps ensei
t-entier.

Nous redoutons de voir
un boulevard en lieu de
politique dont les enfants
les frais. Trois en moyenne
affectés dementent dans les
de l'homme trop chargés
vraient faire l'objet d'un
réexamen et concerté.

l'Etat, avec les ~~ministres~~ du
ministre, qui ~~organise~~ le mouve-
ment des enseignants. Une
une véritable campagne de
politisation de l'école qui dé-
veloppe sur l'éducation une
une réaction

2) Si le ministre a cru, en confiant aux recteurs le soin de définir le calendrier scolaire qui a conduit à cet étallement aberrant et préjudiciable au bon fonctionnement du service public, c'est qu'il a une mauvaise connaissance des possibilités de réaction des parents d'élèves. Parce qu'à tous les niveaux de notre organisation se développent les initiatives, et tout d'abord au près de chaque établissement. Les

possibilités d'actions ne sont pas
nécessairement hypothéquées. Au
contraire, les rentrées échelon-
nées donneront à la Fédération
l'occasion d'être présente dans
chaque académie, pour y par-
ticiper à des manifestations di-
verses et alerter l'opinion pu-
blique. Trois semaines de rentrée
permettent également de faire
pour que l'enseignement national
soit au moins en partie public.

SCHLERET : appréhensions. « L'année scolaire commença avec un certain nombre d'erreurs par des préjugés et des idées fausses. Nous disons aux syndicats qu'une réflexion collective avec les organisations de parents d'élèves permettrait sans doute de trouver d'autres formes d'action plus originales, plus efficaces et certainement moins gênantes pour le système scolaire. »

2) Nous ne cautionnons pas les conditions dans lesquelles le projet a été réalisé. Dans bien des académies, il n'y a pas eu de réelles concertations. Il n'a peut-être tenu compte des arguments des parents, de la participation de parents d'élèves.

Nous sommes favorables à l'établissement s'il conduit à des vacances de meilleure qualité pour tous, un prix moins élevé s'il reste limité, s'il ne crée pas une désorganisation et si, dans le cadre du système éducatif national, la décentralisation peut parfaitement se réaliser à l'intérieur d'un cadre général et national.

(Publinter)

calculer



gérer



copier



traduire



Tous ■ matériels et produits qui utilisent l'électronique ■ connus, produisant ■ bien souvent ■ par Sharp 3 000 personnes ■ dans le Centre ■ et Développement ■ s'emploient à élargir ■ ce champ ■ applications possibles.

Sharp ■ aide l'homme ■ tâches ■ lui donne ■ facilité ■ se ■ à ■ plus ■ pour l'Entreprise. Entre ■ applications (Domestique, Éducation et Enseignement, Environnement, Esprit, Santé...) Sharp propose des outils qui permettent de calculer, gérer, de copier ■ traduire, signant ainsi son image ■ novateur ■ leader ■ l'électronique appliquée à ■ bureautique ■ la télématique.

Sharp ■ synonyme ■ mais d'un incomparable raffinement esthétique ■ au-delà, bien au-delà, c'est la ■ d'utiliser aujourd'hui ■ demain...

■ Pouvoir : (V. trans.)
Avoir ■ faculté, le moyen, ■ de...
Avoir ■ permission de...
Avoir l'autorité, ■ crédit, la puissance, la force... ■ faire.
(Extrait ■ QUILLET)

sbm
153, avenue Jean Jaurès
93037 - AUBERVILLIERS CEDEX
Tél. 834.93.44

SHARP les outils du pouvoir

DE - FRANCE

هكذا من الأهل

« Mardi 9 septembre 1980. Écriture »

Notre chronique scolaire, commencée dans « le Monde » du 10 septembre, se situe aujourd'hui à quelques kilomètres de Saintes, dans une école rurale à deux classes.

sible absorption du monde
laire par la ville et à louer la
saveur authentique d'une
qui soit enfin à sa place.
pour combien de temps ?
L'école a failli fermer
année, dit Mme Charreau.
l'ordinateur, un petit peu
effectifs. »

**ECOLE
INTERNATIONALE
EUROPEENNE
DE PARIS**

Établissement Privé
d'Enseignement Primaire et
Secondaire agréé par l'Office du
International

- Préparation au bilinguisme ■ les
- Préparation au Baccalauréat
Français (Séries B.C.D.)
- Préparation au
International
- Franco-Étrangères
(Anglais, Néerlandais)
- Activités Sportives ■ Culturelles
- Séjours Linguistiques

EXTERNAT - DEMI-PENSION
■■■■■ MODERNE
OUVERT TOUTE L'ANNÉE

en bordure ■■■ Forêt ■■■■
(25 km ■ PARIS)

I.E.P.
Château ■ Bergerie
91210 DRAVEL
(Tél. : 940.70.03)

LA DRY.

BIÈRE "33" EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

(Publité)

ISM

- Institut Supérieur du Management : formation à la gestion au niveau le plus élevé.
- Programme de type M.B.A. : un an plein temps.
- Admission : diplôme d'ingénieur ou maîtrise.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE
58, avenue Didier - SAINT-MAUR
886-11-79 (Didier Dorfeuille)

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

SECTION : chefs d'entreprises
Diplôme H.E.C. Diplôme E.S.G. D.E.C.S.
SECTION COMPTABILITE-FINANCES : études pour bacheliers sections
Diplôme E.S.G. COMPTABILITE-FINANCES B.T.S.C.G. D.E.C.S.
SECTION PREPARATOIRE H.E.C. : préparation concours d'entrée à H.E.C. E.S.S.E.C. E.S.C.A.E. E.S.G. E.S.C.P. etc.
Admission parallèle en 1^{re} et 2^{de} année pour les diplômés de l'enseignement supérieur
137, avenue Félix Faure 75015 PARIS
tel. 554 80 00

LE TIERCE DE LA RENTRÉE

Jusqu'au 20 Septembre



Remises directes à la caisse sur des milliers d'articles : vêtements et accessoires hommes, femmes, enfants, articles rentrée des classes, équipement de la maison, loisirs, signalés par les étiquettes

BLEUES-10% - JAUNES-15% - ROUGES-20%

Samaritaine
PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROCHY 2 - CERGY

SCIENCES

Les progrès des manipulations génétiques

Des chercheurs américains font naître des souris porteuses de gènes étrangers

Un nouveau pas en avant dans la manipulation génétique a été réalisé par une équipe américaine de l'université Yale (Connecticut). Trois chercheurs, MM. Francis Ruddle, Jon Gordon et George Scangos, ont en effet réussi à incorporer des gènes étrangers à des embryons de souris : deux souris au moins sont nées porteuses d'une information génétique étrangère.

Les premiers résultats de ces expériences ont été présentés la semaine dernière, lors du congrès international de biologie cellulaire organisé à Berlin-Ouest. Ils sont, certes, préliminaires. Ils n'en montrent pas moins que les scientifiques ont pu modifier le génome d'organismes très simples comme les bactéries, sont sur le point de le faire pour des mammifères. L'injection des gènes étrangers dans les cellules de souris a été effectuée grâce à des techniques déjà expérimentées : les petites molécules d'acides désoxyribonucléiques (ADN) porteuses de l'information correspondant à un gène ont été introduites dans les cellules de souris, au lieu de virus SV qui ont été abou- tés à incorporer des gènes d'origine bactérienne (plasmides). Les chercheurs ont alors, avec de très fines aiguilles, injecté un grand nombre de plasmides dans les ovules de souris nouvellement fécondés, qui ont été implantés dans des utérus préalablement préparés.

Sur les 73 «bébé-souris» qui sont nées, à l'analyse, ne présentent aucun signe tendant à montrer qu'ils avaient gardé, dans leurs cellules, l'information génétique étrangère. Dans l'ADN d'un souriceau, l'équipe américaine trouva des morceaux d'ADN correspondant à l'ADN bactérien des plasmides. Dans le dernier souriceau, enfin, ils trouvèrent, en quantité significative, de l'ADN correspondant aux gènes des deux virus. Ce qui semble bien montrer que le cours de son développement l'embryon a été capable de reproduire l'information génétique étrangère qu'on lui avait injectée.

Il n'est pas possible de dire, en revanche, si les gènes étrangers sont « actifs ». C'est-à-dire s'ils sont capables d'agir à l'intérieur des cellules de souris. Par exemple pour leur donner les instructions nécessaires à la synthèse d'une protéine que, normalement, ces cellules ne savent pas fabriquer. De nombreuses expériences sont en cours pour répondre à cette question, et à une autre, plus fondamentale, savoir si les gènes étrangers qu'on ne peut incorporer au bagage génétique de la souris au stade actuel de ses expériences, l'équipe de Yale peut pas en faire de même avec l'ADN viral et bactérien présent dans les cellules. Les souris, en effet, ont une lignée germinale, auquel cas il ne serait pas exclu que ces gènes puissent être transmis à la descendance. On ne sait pas, en effet, si la transmission se fait par un certain degré du développement de l'embryon, que dans certaines familles de cellules.

Quoi qu'il en soit, cette expérience semble être un nouveau progrès dans le « génie génétique » : depuis que l'on dispose d'un patrimoine génétique d'organismes simples, comme des bactéries ou des levures, dans le but, par exemple, en leur donnant un gène étranger, de les « reprogrammer » pour qu'ils soient capables de synthétiser des molécules nouvelles. Beaucoup de recherches ont aussi été menées avec succès pour modifier le patrimoine génétique de cellules d'organismes supérieurs, dont des cellules de mammifères, mais il s'agit toujours jusqu'à présent, de cellules en culture, et non d'organismes entiers.

L'innéité des gènes qui sont ainsi agités par le patrimoine génétique des organismes supérieurs est avant tout héréditaire : après avoir été transmis à la descendance, les gènes de nombreuses espèces ne sont pas en mesure de modifier la structure des gènes, et ils maintiennent ainsi les conditions qui leur ont servi à se développer, un gène est donc un peu l'organe d'un organisme : le travail sur les bactéries est loin d'être toujours suffisant, car celles-ci possèdent des gènes et des systèmes de régulation beaucoup moins complexes.

A plus long terme, les techniques de génie génétique pourraient avoir des applications plus concrètes, pour fabriquer des organismes, plantes ou animaux, aux caractéristiques nouvelles, ou en travaillant sur l'embryon, à réparer un défaut génétique en réagissant la ligne génétique de ce défaut s'exprime.

XAVIER WIEGER.

Une insuline produite à partir de bactéries modifiées est expérimentée avec succès chez l'homme

La première utilisation chez l'homme d'un produit issu des techniques de recombinaisons génétiques vient d'être réalisée au Guy's Hospital de Londres. L'expérimentation, décrite dans un article de la revue médicale internationale « The Lancet » (1), a été menée chez des volontaires acceptant de recevoir des injections sous-cutanées et intraveineuses d'insuline produite par une bactérie « Escherichia coli » au patrimoine génétique modifié. Selon les premiers résultats, il semble que la substance ainsi obtenue ait les caractéristiques d'insuline et d'innocuité suffisantes pour que l'on puisse envisager son utilisation chez les malades diabétiques. Les expériences conduites dans l'insuline humaine métabolique du Guy's Hospital de Londres ne permet pas d'envisager une application immédiate, en médecine ambulatoire, de l'insuline obtenue par les techniques de manipulations génétiques. Elle permet cependant de démontrer que, dans une certaine mesure, une telle insuline est équivalente, par ses propriétés physiologiques, à l'insuline hypoglycémisante produite de manière naturelle par le pancréas humain.

L'équipe médicale anglaise a testé, après expérimentation animale — auprès de dix-sept personnes, volontaires et non atteintes de diabète — la sécurité d'usage de l'insuline produite par les bactéries modifiées. Les variations des taux de glycémie ont été mesurées après des injections sous-cutanées ou intraveineuses de la substance ainsi obtenue, comparées à celles qu'entraînent les injections d'insuline humaine produite à partir du pancréas de porc et utilisée actuellement dans le traitement de certaines formes de diabète (diabète insulino-dépendant).

Si l'on excepte quelques petites variations dans le taux de glycémie liées notamment aux condi-

tions utilisées et que les auteurs pensent pouvoir relier à une action physiologique de nature d'insuline, les résultats obtenus sont satisfaisants.

Un tel travail démontre chez l'homme l'efficacité et l'innocuité à court terme de la substance produite par les bactéries au patrimoine génétique desquelles on a incorporé le gène qui dirige la synthèse de l'insuline humaine. Mais ne permet pas de préciser le rôle que jouent les variations de la glycémie dans le processus de la réponse immunitaire, par exemple, indispensable, avant d'envisager son utilisation thérapeutique sur une large échelle.

A quel prix ?

L'autre aspect de la manipulation génétique est économique. Actuellement, la séparation des molécules constituant une cellule de la protéine pancréatique qui synthétise quotidiennement l'insuline par injections sous-cutanées répétées provient de pancréas de bœuf ou de porc. Les divers composants anti-inflammatoires dans les préparations sont à l'origine de l'apparition de réactions d'hypersensibilité, dont on suppose qu'elles pourraient être la cause de certaines manifestations diabétiques. Les efforts de purification entreprise par certains laboratoires ont permis une augmentation du prix des préparations.

Même si l'on démontre que l'insuline obtenue par les techniques de manipulations génétiques est identique à la sécrétée par le pancréas humain, elle n'est pas la même, et que, par voie de conséquence, elle n'entraîne pas l'apparition de tels anticorps. Il n'en reste pas moins vrai que l'on ne dispose pas de données suffisantes pour évaluer le futur prix de revient d'un tel produit. On peut supposer que ce type de production, bien que théoriquement illimité, ne pourrait — pour l'insuline — déboucher sur une application pratique qu'à la condition que les techniques de purification ne se révèlent pas, à grande échelle, trop onéreuses.

Les rapides progrès enregistrés dans le domaine des manipulations génétiques — deux ans seulement auront été nécessaires pour passer du laboratoire à l'expérimentation humaine — devraient vraisemblablement permettre, à court terme, la réalisation d'autres expérimentations chez l'homme, comme par exemple pour l'insuline de croissance et pour l'insuline de grossesse, substances déjà obtenues en laboratoire à partir de bactéries au patrimoine génétique transformé (le Monde daté 28-29 octobre 1979, du 12 janvier et du 19 août 1980). Dans ces deux derniers cas cependant, il est vraisemblable que les critères économiques ne joueront pas la même rôle que dans le cas de l'insuline. On ne dispose, en effet, actuellement que de quantités infimes de ces deux substances et leur utilisation est limitée à des cas de diabète existant. Le passage à l'expérimentation humaine revêtira donc, plus encore que pour l'insuline, une importance considérable.

JEAN-YVES NAU.

(1) The Lancet du 22 août 1980.
(2) L'insuline est une hormone produite par des cellules spécialisées du pancréas. L'une de ses principales actions est de diminuer la concentration de glucose dans le sang. Elle agit en favorisant l'entrée de glucose dans les cellules et en inhibant la production de glucose par le foie.

L'INTERET DES MILIEUX D'AFFAIRES

Après Paribas, Rhône-Poulenc

Après Transgène, l'initiative française de génie génétique, l'Agence de Paribas, une société en commandite par actions, a décidé de constituer, à la fin du mois, une filiale Génétique, qui aura Rhône-Poulenc comme partenaire principal. Un ancien chercheur de l'Institut Pasteur s'occupe actuellement de quelques années de spécialistes en génie génétique, une équipe.

La création de Génétique matérialisera des intentions annoncées il y a quelques mois par Rhône-Poulenc, qui avait déclaré de se consacrer à un domaine de type P3, l'essentiel des manipulations génétiques. Le génie génétique peut être défini comme l'ensemble des techniques de manipulation des gènes et de leur développement dans les domaines de la santé et de l'alimentation humaine, et animale. Rhône-Poulenc pourra développer des procédés dans ces domaines.

Si la France est restée à la périphérie de la société du génie génétique, l'Allemagne, elle, est à la veille d'être franchie aux Etats-Unis. La société Genentech va introduire

MÉDECINE

MARSEILLE SERA DOTÉE EN 1985 D'UN TROISIÈME CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
(Le Monde correspondant.)

Marseille. — En 1985, Marseille possèdera un troisième centre hospitalier universitaire, le C.H.U. Sud, implanté à proximité de l'actuel hôpital Salvator, qui s'ajoutera au C.H.U. Nord et à la Timone, portant la capacité de la ville à 5 750 lits d'hospitalisation publique.

Le projet, qui a reçu l'approbation du ministère de la santé, est subventionné — à concurrence de 30 % — par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les travaux, qui devraient commencer dans les premiers mois de 1981, se feront en deux tranches. La première portera sur 210 ou 230 lits (quelques subventions, le projet n'est pas définitivement arrêté) et demandera deux ans de délai. En 1983, 90 lits de cardiologie médicale et autant de chirurgie cardiaque auront été livrés, ainsi que 30 lits de réanimation cardiaque. La deuxième tranche, qui sera achevée en 1985, comprendra 80 lits par chacune des disciplines suivantes : pneumo-phthisiologie, chirurgie thoracique, médecine interne, chirurgie générale, auxquels s'ajouteront 30 lits d'urologie, 30 lits de chirurgie vasculaire et 90 lits de gynécologie obstétrique.

L'entrée en service de cette deuxième tranche entraînera la fermeture des hôpitaux Salvator, Michel-Lévy, et de la clinique cardiologique Cardiant.

Le nouvel hôpital, qui comptera 580 lits nouveaux, formera avec l'actuel hôpital de Sainte-Marguerite, en cours de rénovation complète, le C.H.U. Sud, d'une capacité de 1 600 lits. — J. C.

مكتبة الأصيل

génétique

Le directeur du renseignement au SDECE donne sa démission

(Suite de la première page).

Malgré le mutisme des autorités officielles sur les véritables raisons du départ du colonel de Marolles, il semble qu'un désaccord ait néanmoins éclaté au sein du SDECE sur la politique à mener en Afrique du Nord et en Afrique noire, conduisant à des malentendus techniques de « manipulation », et au fait que le directeur du renseignement a présenté en dernier ressort sa démission, aussitôt acceptée par l'instance supérieure.

Le poids direct ou indirect de la Libye au Maghreb et dans certains pays francophones d'Afrique noire — où elle intervient, parfois, militairement par forces interposées et, le plus souvent, par le biais de soutiens financiers importants — peut entraîner de graves risques de « déstabilisation » locale, surtout dans des États comme le Tchad ou le Congo-Kinshasa, où les intérêts français en place sont jugés stratégiques et où les dirigeants de Tripoli savent tirer profit des erreurs de la politique décidée à Paris.

Instabilité inquiétante

Quelles qu'aient pu être les raisons du changement à la tête du renseignement au SDECE, il convient d'observer que ce départ traduit aussi une instabilité inquiétante des responsables à la direction de ce service. Si l'on accepte le cas du général Jean-Louis Lemaire, qui occupait effectivement le poste d'avril 1971 à juin 1976, trois officiers s'y sont succédés depuis avec des fortunes diverses.

Après l'élection, durant le deuxième semestre de 1977, du colonel Bernard Gué, qui a tenu un peu moins de dix-huit mois et dont l'entourage a probable-

ment été l'objet d'une machination interne, si l'on en croit des agents qui regrettent son départ, M. de Marolles a confié la direction du renseignement au général de brigade René Candelier, précédemment directeur adjoint de la sécurité militaire, et le service de recherche au colonel Crignola.

Le général Candelier, qui n'avait rien à voir avec M. de Marolles et qui était contesté par certains de ses subordonnés, a été admis, en octobre dernier, à faire valoir ses droits à la retraite. Le colonel Crignola, souvent critiqué pour son dogmatisme et son ambition par des collaborateurs du service de recherche, devrait être remplacé dans six mois environ. C'est dans ces circonstances qu'avait été proposée la désignation du colonel de Marolles.

La mobilité, probablement excessive, des directeurs du renseignement — la brachée la plus importante du SDECE — n'est pas l'indice d'une institution qui doit s'appliquer, en priorité, à hausser régulièrement la qualité de sa production. Elle peut même être un handicap supplémentaire à la marche normale du service.

Des agents le déplorent, qui regrettent d'autre part les trop fréquents déplacements à l'étranger du directeur général, soucieux de s'entretenir en tête-à-tête avec ses informateurs personnels les plus bien placés. M. de Marolles fait de nombreux voyages, imprévus ou tenus secrets, seul ou en compagnie de son conseiller, le docteur Yves Besson, et fonctionnent du service en petit comité. Il est, cependant, récemment encore, le directeur général du SDECE, qui attendait la semaine du 10 mai 1981, à l'annonce de sa nomination, de l'intention de réduire ses déplacements qui commencent à le fatiguer.

DÉFENSE

LE GÉNÉRAL LACAZE COMMANDERA LA 1^{re} RÉGION MILITAIRE ET LE 3^e CORPS D'ARMÉE

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres de ce mercredi 10 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRÉ.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Roger Périot, nommé commandant la 3^e région militaire (Rennes).

Est nommé : commandant la 1^{re} région militaire, commandant le 3^e corps d'armée et gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Jean-Louis Lacaze.

Né le 11 février 1924 à Brest (Finistère), Jean-Louis Lacaze, après avoir servi dans l'Armée de l'Intérieur, est admis à Saint-Omer d'ont il sort dans l'infanterie. Il sert en Algérie, en Tunisie et en Extrême-Orient dans la Légion étrangère. En 1959, il est, pendant quatre ans, commandant le 2^e régiment étranger de parachutistes, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.

En 1971, à la fin de la guerre d'Algérie, il commande le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers, qui est par la suite devenu le 2^e régiment étranger de sapeurs-pompiers.



Festival d'Automne

Les débus à New-York sont défilés et défilés en carrie : le ballet n'est pas très populaire, et Balanchine refuse de créer sur des thèmes folkloriques ; le genre « Case de l'Opéra Torn » ne l'inspire pas. Après un échec au Metropolitan d'été en 1935, il se lance dans les vaillies Broadway pour subsister. C'est seulement dix ans après que l'on peut parler d'un succès avec la naissance, ■■■ l'impulsion ■■■ Morton Baum, ■■■ la City ■■■ troupe ■■■ ■■■ Lincoln Kirstein, célèbre l'avènement d'un ballet spécifiquement américain : « Balanchine a créé, à partir du style académique russe, un nouveau style américain, de même que le style Pélida avait forgé le style académique russe à partir de la danse française... Il ne s'agit pas de faire de chauvinisme en parlant de style national, mais il est évident que la complexité physique de nos danseurs américains nous a permis d'engendrer un répertoire très différent de celui de l'Europe. Comme l'a dit Balanchine, la danse est affaire de morale. Il est difficile, sinon impossible, pour un danseur américain, de se courber sans aménager le service. Il y avait une gymnase, de même, une ballerine américaine n'a pas à rêvasser sur Giselle ou la Princesse Aurora. »

Cette réussite est à l'image de toute entreprise aux Etats-Unis, où tout est à faire, où tout est possible. Balanchine y a trouvé

des musiciens du travail qu'il avait que ceux à l'université de Paris, alors entièrement européenne, sous l'égide de Massis et passé de New-York à un immense réseau de commissions, d'essais, d'expériences, une confrontation entre les différents types d'art, inconnue en Europe, et finira à Dien, toujours plus simple, par la création d'un théâtre Cunningham, qui, alors, s'intéressait à l'évolution de la danse classique en tant que technique. En 1947, il créera même une œuvre, « Les Saisons, sans musique de Rauschenberg, mais avec un répertoire Summerstage de Cunningham, musique de Feldman, décors de Rauschenberg.

Martha Graham — grande prétesse de la danse moderne américaine, a suivi avec intérêt les travaux de la danseuse et chorégraphe américaine qui, pendant deux travallant dans l'underground new-yorkaise. En 1953, ils collaborèrent à un même ouvrage en deux parties, *Episodes*, où l'on trouve une variation pour le duo. Martha Graham est une danseuse, chorégraphe, professeur de danse, musicienne, écrivain, journaliste, critique, directeur de théâtre, directeur musical et expert, Paul Taylor. Il y a aussi, à cette époque, la troupe concurrente de l'American Ballet Theatre, fondée par une riche héritière, Lucille Aronson. Elle a écrit, en 1954, *"Tudor"* qui prolonge les révoltes de Fokine contre la ballets académique avec des œuvres dramatiques, comme son fameux *Pillar of Fire*, inspiré par les peintures de Rothko. Elle a aussi qu'il engendrer dans la société américaine.

potentiel dynamique. Il crée avec eux, en 1934, un ballet, *Sérénade*, sur la musique de Tchaïkovski, qui sera représenté dans une propriété privée d'abord, puis au théâtre de Hartford, dans le Connecticut.

Faute de grands solistes, l'accent est mis sur le groupe plutôt que sur l'individu; Balanchine se démarque de la tradition en supprimant l'intrigue; il va résolument vers l'abstraction.

Aujourd'hui encore, il aime à se souvenir de l'élaboration de *Sérénade*.

a Comme professeur, je commençai une classe du soir de ballet pour donner aux élèves une idée de la différence existant entre la danse sur scène et la danse au cours. Le premier soir, il y avait au cours soixante-dix filles et pas de garçons. Le problème était de s'accommoder de cet étrange corps de ballet. Je les plaçai sur des "diagonales" et décidai de leur apprendre à remuer les mains.

» La classe suivante n'avait que neuf filles, la troisième six. Je concevais la chorégraphie en fonction des élèves que j'arrivais à avoir un certain temps. Les garçons commencent à fréquenter le cours et je les introduis dans le ballet. Un jour, toutes les filles se

d'elle tomba et se mit à pleurer. Je demandai au pianiste de continuer à jouer et de garder ce passage dans la danse. Un

Histoire de Balanchine ou

La science n'a cessé d'élargir les possibilités de ses élèves ; les tentatives sont plus hautes, la vitesse d'acquisition plus rapide, les accentuations déplacées, les erreurs moins léonardes, les mouvements périlleux, simples.

qu'il fait de la pointe, de l'arabesque, rehausse l'apparence insolite de ses muscles. Une certaine façon de casser l'angle au pied, de tourner sur un genou, de faire saillir une hanche, de lancer le bassin en avant — venue peut-être de la comédie musicale — crée l'ambiguïté balanchinienne, un mélange de tension et de décontraction qui confine au harmonique.

Cette technique très particulière est enseignée à l'école à très bonne heure. Les meilleurs danseurs de son ballet y ont subi un entraînement intensif qui leur

Je permets de débiter de très bonne heure, les filles surtout, que le maître lance sur scène à peine sorties de l'école. Aujourd'hui, c'est l'heure du spectacle. Plus que le contigent nécessaire. En 1941, elle a été réorganisée avec un système de bourses d'études attribuées par la fondation Ford et une prise en charge de l'entretien par la ville. Elle compte environ trois cents élèves. Anciennement installée sur Broadway, elle est depuis 1970 intégrée dans le luxueux immeuble de la Junior School, quartier de la Upper East Side, où huit professeurs, parmi lesquels Felin Dombrowska et Alexandra Danilova, tiennent de la première heure, qui donnent encore leurs cours, vêtues de tuniques de gazon, des robes de chambre, elles représentent une Diapline.

ment, par le biais de quatre danseuses, à créer une impression continue de pitié en plus satisfaisante de grandeur, de génie créateur de l'homme, le dépassant de façon concertée dans sa grâce, son esprit, sa force et son audace, dans la chaleur constante d'une sensuelle complicité avec la beauté physique... En dépit de ses remarquables inventions de parcours, il laisse en définitive une impression de grandeur bémolée, faiblissante, naturelle et limpide.

La rencontre de Balanchine et de Stravinsky est aussi importante dans l'histoire du ballet que celle de Fokine et de Diaghilev, ou celle de Cunningham et de Cage : « La musique de Stravinsky », écrit Soutine, « apporte à Balanchine le plus important lapsus de sa carrière : lui aussi pouvait éprouver son crime en réalisant toutes les variantes d'une seule possibilité, l'indéfinissable. Il pouvait, comme il l'a dit par la suite, « ne pas se pencher sur toutes ses idées. La partition d'*Apollon* lui avait donné l'impression d'une peinture blanche sur blanc ».

La ■■■■ suscitée par Sza-
vinski éclatera en 1972 dans un
véritable feu d'artifice de huit
nouveaux ballets coup sur coup,
miracle qu'il renouvelera en 1978
avec Ravel dans un style encore
plus dépouillé. On l'a comparé à
ce propos à Picasso, parti lui
aussi d'une technique académique
pour arriver par épurations suc-
cessives à l'essentiel; beaucoup
lui ont reproché ses métaphores

« Dérussifier » le ballet

La modernité de Balanchine vient de ce que son art du mouvement est né fixé sur la musique de Stravinski. Cela l'a amené à simplifier le langage classique, à l'épurer. Toute son esthétique est déjà contenue dans *Apollon Musagète*, créé chez Diaghilev en 1928. Déjà s'y manifestent un goût de la rigueur, une exigence, une incertitude qui ne témoignent pas d'un tempérament dionysiaque : « *Extroversion*, commentez alors la critique Edwin Denby, est la richesse avec laquelle il parvient simple-

Jeux

C'EST à Berlin que
morceaux voyage en Ossi-
lors-
qu'il définitivement la
Russie en 11. Il y est ac-
tuellement le foccasso d'un festival
ment à Strassburg.
La première du New-York
City 22 septembre 1991
porté 2291th 1991
de 1991. 111111
chémies à blanc. C'est la même
que l'été 1991.
partir du 22 septembre à
Paris. Il n'est pas nouveau, mais il
est composé,
pour enchanter l'œil et toucher le
Tout l'art de
chine y est inscrit.
En novembre 1991, le
divertissement du Ballet
est été conçu par un
chorégraphe qui, en 1957,
pète ses distances avec le passé

doit s'être nourri. Le jeu de dix est une charge malicieuse de Glénat (souples dégagés et tours à l'endroit mais aussi à l'envers) et une grande diagonale comme dans les Las ou dans les jeux à l'italienne, mais ce jeu se termine par une cadence et finissent par se perdre. Des rôles sur mesure pour Patricia Mero Brice, compositrice et poète, et ■■■■ Tomasson, un musicien incomparable.

Mon-mémory pro desuado est une œuvre de 1987, dans laquelle Salanchon professe la musique par ■■■■ geste ou la ■■■■. C'est un jeu de lignes développant sur une structure de danses de cour une syntaxe baroque, mais toujours calme et équilibrée. Mouvement pour piano et orchestre, 1987, est une œuvre où la technique sérieuse de la musique répond un style chorégraphique : heurté, anguleux ; on

La tradition d'école

De cet côté, Agnès De Milla,
ancienne élève de Marie Rambert,
créée des ballets sur la
vie des pionniers. Rodeo, Full
After Broadway. Elle va travailler
pour Broadway (Oklahoma, 1943).
Les hommes préfèrent les blondes
(1960). Mais Balanchine
l'avait précédée dans cette voie.
J'ai fait beaucoup de show à
Broadway, se souvient-il. J'y ai
découvert le jazz, et c'est im-
portant pour moi. J'ai même tra-
vaillé pendant une année à Hol-
lywood, chez Sam Goldwyn ; fu-
turi- A l'époque,
■ ■ ■ musicien, j'n'y
avais ■ ■ ■ claquettes, fu ci
■ ■ ■ la danse, fai imaginé
■ ■ ■ scénarios, et ■ ■ ■ numé-
rés attendus que sent du chant.
Dans On your Toes, j'avais
composé un ballet. Meurtre dans la
maison ■ ■ ■ ■ ■
intéressants à Faction dramatique.
Cela a été finalement un moyen
■ ■ ■ pour ■ ■ ■ grand

nombre d'Américains, ■ s'intéresser ■ la danse, et ■ venir la voir ■ mon théâtre. »

Après son arrivée aux États-Unis, Balanchine a persuadé qu'un ballet américain ne pouvait exister que s'il s'appuyait sur une école de danse. Il Pourrait dès lors. Elle sera une école réorganisée, perfectionnée, toujours aménagé; elle sera toujours la préoccupation majeure du chorégraphe, et il mettra son point d'honneur à en tirer les éléments de sa troupe.

« Ses confrères, très curieux, venus assister aux premières cours. « C'était, dit Martha Graham, la simplicité même, la simplicité d'un grand maître, quelqu'un qui saura plus tard être aussi compliqué qu'il le désire. »

Les premiers élèves sont gauches, inexpérimentés; l'enseignant va en quelque sorte les modeler en tirant parti de leur

« J'ai parlé des petits détails de Sérénade parce que beaucoup de gens s'imaginent qu'il y a une histoire cachée sous ce ballet. Il n'y en a pas. Il y a simplement des danseurs en mouvement sur une magnifique partition. La seule histoire est l'histoire de la musique, une danse, si vous voulez, dans la lumière de la lune. » (1).

(2) *Belashovine, Histoire de ma vie*. Editions Payot, 1954.

(1) *Belanchine, Histoire de mes ballets*. Editions Fayard, 1954.

MUSEE BOURDELLE
14, rue de la Mairie
**L'HISTOIRE DU
CHAPEAU !**
DU VII^e au XV^e s.
BONNARD et VAN DONGEN
T.L.J. : lundi, jusqu'au 1^{er} septembre

MUSEE RODIN
31, rue de Valenciennes, Paris (7^e)
FENOSA
T.L.J. (et mardi) 10-12 h et 14-18 h
11 juin - 29 septembre

**EXPOSITION EXCEPTIONNELLE
D'OBJETS D'ART**
CHINE et JAPON
« PIÈCES
»
« COLLECTION PRIVÉE »
Ivoires, coraux
Jades, malachites
turquoises
HOTEL DE CELLON
de la

**8^e SALON
DU VIEUX PAPIER
DE COLLECTION
LIVRES
CARTES POSTALES
AFFICHES - GRAVURES
JOURNAUX ANCIENS etc...**
**11 au 17 SEPTEMBRE
GARE DE LA BASTILLE**
TROUVAILLES

UNION DES ARTISTES ET SCULPTEURS
96^e SALON - 1980 - MUSÉE DU LUXEMBOURG
places pour le 1^{er} septembre de 14 h à 18 h, président et le 2^e de 14 h à 18 h
Séret, et de la Mairie
Conditions Résumées
LE JEUDI 11 SEPTEMBRE, de 17 heures à 21 heures
et dep. du 5 au 28 sept. (10 à 18 h 30), 19, rue de Valenciennes, Paris-6^e

MAISON DU DANEMARK
Champs-Élysées (8^e) 2^e étage - 10^e étage
MODULE I : I
Quatre peintres et sculpteurs danois
HYVID - HYVIDBERG - MIKKELSEN - NYA
ont un espace-volumes/couleurs
T.L.J. de 12 h à 19 h, dimanche et fêtes de 15 h à 19 h
jusqu'au 12 octobre -

BERNARD LENTERIC présente

GIRARDOT · MALET

LE CŒUR TE COÛTE À L'ENVERS D'UNE FEMME?

BERNARD LENTERIC présente
**ANNIE GIRARDOT
LAURENT MALET**
avec la participation de **STÉPHANE AUDRAN**
et de **CHARLES DENNER** dans
LE CŒUR À L'ENVERS
avec **ROLAND BERTIN**
Un film de **FRANCK APPREHENS**
Scénario original de **ODILE BARSKI**
Adaptation **COLE BRACH** et **FRANÇOIS ARTHUR**
Dialogues de **GERARD BRACH**
Musique **BERNARD HERRON** et **CHRISTOPHER YOUNG**
Image **CHRISTOPHER YOUNG**
Régie **FRANCK APPREHENS**
Production **COLE BRACH** et **FRANÇOIS ARTHUR**
Distribution **BERNARD LENTERIC**
Distribué par **S.N. PRODUCTIONS**



**U.G.C.-BIARRITZ - U.G.C.-CAMBÉ - REX - U.G.C.-DANTON - MONT-PARNASSE-BIENVUE - MISTRAL - MAGIC-CONVENTION
U.G.C.-GOSBELINS - U.G.C.-GARE-DE-LYON - PARAMOUNT-MONTMARTRE - 3-SECRETAN - PARLY 2 - ARTEL-Nogent - ARTEL-Créteil
ARGENTEUIL - MELIES-Montreuil - CARREFOUR-Pantin - RUEH - ULS - Orléans - FLANADES - Sarcelles - BUXY - Nogent - Saint-Antoine**

مكتبة من الأصول

Festival d'Automne



l'abstraction du plaisir

Aujourd'hui Balanchine est une institution dont les États-Unis se prévalent. Il est célèbre à la manière d'un héros. Son origine géorgienne, ses yeux bridés, ses goûts vestimentaires, ses prédilections pour les corps et les attitudes adolescentes, ses talents culinaires, sont parties de sa légende. Mais il a réussi à demeurer énigmatique grâce à son refus de l'exposition-vitrine.

« Ça va bien, mais il y a la pinte
 fier, on sent les charbonniers qu'il
 a l'air de... Inimitables, inépuisables,
 dans le travail. Les gens sont
 subjugues par lui : c'est un
 spectacle, déclare-t-il. Les gens
 regardent, regardent, regardent...
 petit doigt, de dehors, je
 me dis : c'est pour ça que...
 Peut-être parce qu'il est...
 dans la salle, mais lui le voit
 l'apprécie. Chaque jour, il lui
 la, dans les bras : c'est un
 homme, un homme...
 petite Verdy, un petit s'organise
 parce que le lion est roi ; il
 manges, manges, manges...
 piano, piano...
 Il y a une foule de gens pas
 commencent à l'écouter, mais
 alors il nous en donne un autre
 plus joli. Il est prolix, il
 enveloppe chacun d'un regard

attentif : « Ne me tirez pas les yeux, mais j'ai fait ça, ne réfléchissez pas, j'ai fait ça », dit-il. « J'ai besoin d'annuler le corps bien vivants d'aujourd'hui », regarde : l'un s'effrite, l'autre saute, le troisième tourne, alors je commence à avoir des idées. » Dans les années 1960, avec ses danseuses, il a écrit d'ailleurs une œuvre unique qui a été le caprice de la compagnie. Le spectacle, lorsqu'il a été monté en 1947, rapporte Bernard Teyssie, danseuses de l'Opéra, habillées de blanc, ont été surprises en la direction : « Il me semblait que nous étions des Blanchines du renchérissement. Je ne suis pas intéressée par le spectacle, qui est une œuvre de l'âme : l'âme est difficile à voir. Mais l'âme s'allume dans son cœur, les danseuses sont des personnes qui peuvent communiquer des émotions : la danse est une œuvre de l'âme ».

Lincoln Kirstein, exégète attiré, n'hésite pas à voir dans ce comportement, le côté byzantin de Balanchine - d'ailleurs il se sent plus méditerranéen que slave - qui le porte à considérer le ballet comme une religion universelle et les danseurs comme des archétypes.

neurent qu'il n'a pas accepté. C'était
l'entrée par la porte étroite, un
nouveau diluvien, un nouveau
déluge. Il avait gagné un tempéra-
ment à Barychnikov a fait
merveille dans le rôle prodigieux
Super-danseur classique, il a
dominé les autres dans *Cop-
pelia* au *Casae-Noisette*, il a
été Balachine, il a dansé au
style de Kirov, il a dansé
à l'élevation, son parcou-
ours a été une qualité de
danseur, mais il a échoué au
niveau de la danse classique, il
a une interprétation détachée,
il a été instrumentale. Lui qui
a dansé dans le *Push* avec
le duo de la péculante Twyla
Tharp, a peiné dans *Jewels*, il s'il
a pu évaluer la danse du marin
dans *Le Fantôme de l'Opéra*, dans
d'Anouilh, dans *Fancy Free*,
dans Robbins, il a dénoté l'esprit
d'Appolinaire, mais il n'a pas
été un danseur de qualité. For-
tuné. Lors de la tournée
N.Y.C.B. au Europe l'an dernier,

c'est Peter Martins qui **Agon**, quintessence **style** balanchinien où le mouvement classique **est** soumis **à** des torsions **et** **à** **des** déséquilibres

Mais, qu'un'il en soit, le vedettariat a cependant joué en faveur de Baryschitzkov ou l'actuel «équilibre du champagne. Les deux ont été à l'écran, le premier fougue, discipliné, son génie, observé du coin de l'œil par son maître de maison, le directeur. Ce parlait même de lui comme d'un dauphin de Mr. « S. S. » et moi-même il quitte la compagnie. Il a été remplacé par un autre, l'« American » dont Theodore De va le voir aussi dans un film où il donne la réplique à Jane Minnell et lui-même se donne du mouvement de l'éléphant de comédie-musical dans une a-t-il estimé que son rôle ne convient pas à son caractère. On convient bachelier. Il y a trop de ruisseaux n'en a-t-il pas trop de boire.

Le vieil homme et la danse

Aujourd'hui, l'Amérique est inquiète. L'an dernier, elle a été gravement malade. Son refusait le rythme implacable qu'il lui faisait subir. Elle refusait à toujours. Elle s'arrêterait le jour où il ne pourrait plus montrer les dents et les encheînements, où il ne pourrait plus faire danser les danseurs, il y a eu autour de lui comme un grand désarroi.

L'hiver dernier il a été opéré.
Le mal a nouveau, vif, insistent,
affable. Toujours créatif, il a mis
la machine touche à une œuvre
nouvelle, la *Requiem* de *Verdi*,
une musique de *Verdi*.

Peut-être est-il un peu plus solitaire. Quelle chose chez lui s'était cassée lorsque Suzan Farrell était partie. Le Don Quichotte qu'il avait monté pour elle contenait l'admiration d'un chorégraphe vieillissant, une jeune ballerine, des folles, des folles, des folles. Depuis, il était resté là, à attendre. Farrell n'était plus dans le monde. Il était décédé, après un détour chez Béjat. Il est là à nouveau, rayonnant et belle, et il y a toujours le maître des jeunes danses attentives et attentives. Il n'y a plus son existence : Quand je rentre le soir je suis fatigué, je ne puis avoir à penser à quel-
qu'un.

A lui seul, Balanchine représente presque un siècle d'histoire du ballet ; il parle plus volontiers du passé qu'aujourd'hui : famille des Stravinsky, les Diaghilev, et

temps où il était au travail
dans Leningrad.

Balanchine n'a jamais cessé de faire moderniser le prix, à répondre à la mode américaine d'avant-garde, à se détacher de la scène traditionnelle. Il nous notait de l'importance de la danse classique. Avec le temps, il a écrit une œuvre de style Saint-Petersbourg. J'ai une fois vu ça quand il était étourdi. C'est le style passé de la danse moderne. Certains me le reprochent. Moi, j'aime bien ça. J'ai fait ça dans la danse, ce n'est pas la danse.

L'avenir, la succession, il
tient pas à parler : « Cela ne
m'intéresse pas. Que trouvez-vous
à redire ? » présent ? Le présent
est beau ; il y a aujourd'hui
merveilleuses sur lesquel-
les j'ai travaillé /ou.
Alors, c'est qu'il
faut venir. »

MARCELLE MICHEL

■ **New York City Ballet**, et une
coproduction avec le Festival inter-
national de Danse de Twyla
Tharp est au Théâtre des Champs-
Élysées du 3 au 12 octobre, la
Bower et Bruggeman Dance
Company au Ballet du 3 au 11
octobre. **Martha Graham** et la
Maison de la Danse de Crétail les
13 et 12 novembre. **Drum**
Workshops au Ballet du 26 oc-
tobre au 13 septembre. **26 oc-**
tobre, **Martha Ashley**
Centre Georges-Pompidou du 2 au
23 octobre.

de lignes

retrouve Suzanne
Farrell, jeune sphynx jambes
interminables, rôle
prétentieux pour nou-
velle interprétation
mum de Avec Concerto
pour violon, les
ils souples,
de quatre, pulvérisent
l'espace scénique.
Les Parisiens foudroient
couvrir Ib Anderson,
par
royale de sa par-
naires, von Arolindens.

Et puis, en pleine merve
surprise, en émerveillement,
l'apparition d'une jeune
fille, Lourdes Lopez, qui nous
une dimension
l'aria ». Le le
l'élégant Paul Martin, le
celui-ci, agenouillé, à
plier doucement en ligne

ses jambes, il dompterait le grand submerge sa selle. C'est l'arrache-cœur, le plaisir et douloureux d'un luttin

La Symphonie en trois mou-
vements d'une facture classique
de son tonique ou noires,
toutes les notes dehors,
comme une grande parade
hollywoodienne, face à la
nonchalante, cool -
son tonique maitien à chanter.
de nageuse, la fin
déploie son tonique
comprend Stravinsky expliquant
dances l'impression de bou-
monique. — M.

Les trois petits tours de Baryschnikov

[illegible]

étrangers qui parviennent à s'intégrer à la troupe à moins d'accepter d'entrer dans la grande famille, d'accepter à la fois l'organisation démocratique et l'autorité incontestée du chorégraphe. Un Français, Jean-Pierre Bonnefous l'a fait. Entré au New York City Ballet en 1970, il a épousé une des danseuses, Patricia McBride; il envisage maintenant de s'établir.

Après avoir vu toutes
pièces des danseurs hommes
américains (F. Mancini, J.
d'Amboise, E. Villela, H. Tomas-
sini, R. Weiss...), Balanchine
depuis quelques années

Bourbonville, qui s'accordent parfaitement avec les Américains. La petite ville a de longues jambes, spécialité du N.Y.C.B. et a pour Martins, grand éléphant élégant et précis, dans un nouveau particulièrement bon. Le Anderson

Les étoiles, transjuges de l'Est, ont été fascinées par Balanchine. Toutes, à un moment donné, ont voulu venir danser chez lui. Il n'a rien fait pour les attirer. Si les stars n'ont pas de place au New York City Ballet, prétendent certains, c'est parce que la star en est le propriétaire en titre.

Être à la dévotion d'un génie n'est pas toujours bon : des éléments comme Maria Theresia — une des épouses d'Albrecht Bruhn, l'archevêque d'Autriche — et Gelsey Kirkland de New York — en ont fait la dure expérience.

Le travailleur japonais qui interprète l'œuvre de Beethoven Bugaku, l'orchestre offrit un rôle parmi les solistes de West-Symphony. Il fit la partie

En 1977, on s'arrête avec éton-

THEATRE
NATIONAL

OPERA
DE PARIS

OPÉRA - COMIQUE

SALLE FAVART

23, 26, 28 SEPTEMBRE, 2, 4, 6, 11 OCTOBRE A 19H

L'HÉRITIÈRE

CRÉATION A PARIS

OPÉRA EN 11 ACTES ET 7 TABLEAUX

Tiré du roman "Washington Square" de Henry JAMES

Libret de Louis DUCREUX

Musique de Jean-Michel DAMASE

Mise en scène : Louis DUCREUX

Décor : Georges WAKHÉVITCH

Costumes : Jeanne WAKHÉVITCH

"Voilà un ouvrage d'une rare qualité... monté,
réalisé à ravir."
Bernard GAVOTY (Le Figaro)

"Mise en scène par Louis DUCREUX... intelligence,
d'une richesse de détails, d'une justesse exemplaire."
GOLÉA

"Le musique de Jean-Michel DAMASE est d'une grande
beauté. Une inspiration mélodique d'une extrême richesse."
Jean MISTLER (L'Aurore)

"Musique tendre, harmonieuse, d'un ~~montage~~
tragique, flexible et tous les mots et s'épanouissant en airs
brefs et pittoresques."
Jacques LONCHAMPT (Le Monde)

LA LOCATION COMMENCE 14 JOURS AVANT LA DATE DU SPECTACLE

GUERISTES OUVERTS TOUS LES JOURS DE 11H A 13H SAUF LE DIMANCHE

SALLE FAVART (OPÉRA-COMIQUE) - RUE FAVART 75002 PARIS

INFORMATIONS 236.12.20 - 242.57.50

**CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS**

ORGANE DE = **Horstmann** & **M. BACH** =
= **LISTES** = & **18** =
= **INTERVIEW** = **1-PR. RANAU**
= **direction :**
William CHRISTIE
Réalisation scénique :
FR. BEAUSSANT, FR. LEMUEL
& **18** : **Conférence**

**LA CANNE
A SUCRE**
BAB 28.25
DIVER SPECTACLE

EN R'VENANT D'LEXP

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**

pour devenir

**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours ~~par~~ correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75116 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

CENTRE NATIONAL DE DANSE CONTEMPORAINE D'ANGERS
(C.N.D.C.)

Direction artistique : Alwin NIKOLAIS

AUDITION

SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1990 à 13 h.

au THEATRE DE LA VILLE à PARIS, Alwin NIKOLAIS directeur du
Léon MAU, ancien directeur Danseurs et Danseuses :

1) pour la sélection de la formation (durée du stage : 3 mois),
pour les Stagiaires en formation 1989 ;

2) pour la Compagnie du C.N.D.C. (saison 1990-1991) à compter du
1er septembre 1990 ;

3) Lieu de sélection : C.N.D.C., pour Stagiaires en Danse ;

4) critères de sélection : sur la TECHNIQUE (un
niveau en Danse Contemporaine, quelle que soit la formation
initiale) la CREATIVITE, toutes les qualités de professeur
et de danseur. Les Stagiaires doivent être en parfaite tran-
sition de 18 ans au moins ;

5) les dossiers de candidatures (C.V., lettre de motivation, photo
adressés au C.N.D.C., 2, Henri-Arnaud, ANGERS -
tél. (01) 88-71-59, avant le 20 septembre. Après cette date, il
jusqu'au mardi 27 septembre, déposer les dossiers au
théâtre de la Ville à Paris.



hamm
■ sélectionné ■ pianos

W. HOFFMANN

L'alliance harmonieuse
de la tradition artisanale
et de la technique moderne.

hamm, Séances d'exposition

155-159 rue de Rennes, 75006 Paris Tel. 544 38 86

**Rien n'arrête
la musique !**

**LA
PLUS GRANDE
SUPER PRODUCTION
DE 1980**

**Can't Stop
the Music**

**VILLAGE
VALÉRIE PÉRRINE
BRUNCE JENNER
ET LES
CAN'T II THE**

EMI

STEVE GUTTENBERG

THE RITCHIE FAMILY

100% MUSIQUE

SABELLE RUPPERT, GÉRARD DÉPARDEU
LOULOU
D'après MAURICE FALLOT

GUY MARCHAND scénario ARLETTE LAM
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

4 ans d'école pour devenir star... ou garçon de café!



METROCOLOR - Bande originale du film sur disques et cassettes **KSO POLYDOR**
UN FILM METRO-GOLDWYN-MAYER DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

Périphérie : PARLY 2 - EVRY Gaumont - ASNIERES Tricycle - ARGENTEUIL Gamma - THIAIS Belle Epine

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans.

CHARLOT (79-24-30)
MESSEURD 10 SEPTEMBRE
15 h. : Les Trois Agnes, de R. Keston ;
19 h. : Le patrimoine cinématographique
français : Marcus, de A. Korda ; Made in U.S.A.,
de J.-L. Godard.

JEUDI 11 SEPTEMBRE
15 h. : Les Chemins de la gloire,
de H. H. Cresswell ; Les Chemins
cinématographiques français : Les
Croix de bois, de R. Bernard ; 21 h.
Trène et au foie, de G. Queyranne.

VENREDI 12 SEPTEMBRE
15 h. : Les Chemins de la mer, de R.
Hathaway ; 19 h. : Le patrimoine
cinématographique français : Fanny,
de M. Allégret ; 21 h. 30 : Rains
de J. S. Siodmak ; Les Chemins
cinématographiques français : Les
Samedis 13 SEPTEMBRE

ricain : Martin malgré lui, de F. New-
meyer : 19 h. : les explorateurs et
ethnographes : Desert people, d'I.

DEMANCHE 14 SEPTEMBRE
 15 h : le patrimoine sinémas-
 graphique français : 17 h : comi-
 que américain : Chariot marié
 Chariot au musée-hall de Chin-
 gpin : la Felle Aventure de Chin-
 g et Lolola : 19 h : 19 h :
 Les Fantômes et ethnographes :
 The Hunters, de J. Marshall : 21 h :
 Leçons d'histoire, de J. M. Straub
 et D. Hall etc.

15 SEPTEMBRE
 15 h : le patrimoine sinémas-
 graphique français : le Dernier Am-
 hardi, de R. Chénier : 17 h : comi-
 que américain : Les Gars gladiateurs,
 que américain : 19 h : 19 h :
 Les Fantômes et ethnographes :
 The Hunters, de J. Marshall : 21 h :
 Leçons d'histoire, de J. M. Straub
 et D. Hall etc.

ALIEN (A. v.o.) (*) : Broadway,
(18*) (527-41-18).
AMERICAN GIGOLO (A. v.o.) :
Saint-Michel, 5* (325-79-17); Pa-
ramount-City, 6* (582-45-76).
ANTHRACTIS (Fr.) : Gaumont-Lux
Hallea, 1* (257-48-70); Imperial,
3* (342-72-53); Saint-Germain-
Village, 5* (633-73-38); Marignan,
4* (258-92-82); Olympia, 14* (582-
74-42); Paradien, 14* (325-
23-11); Athéna, 13* (342-77-48).
APOCALYPSE NOW (A. v.o.) (*) :
Denfert, 14* (354-00-11).
ATLANTIC CITY (A. v.o.) : U.G.O.
Odéon, 6* (325-71-08); U.G.O.

parnasse, 14° (328-90-10); Par
mount-Maillet, 17° (758-24-24)
Publicis-Elysées, 8° (720-71-23)
25° (720-60-04); Par

[illegible]

EXTERIEURS NULTE, avec Fran-
çois de J. H. et L. —
Opéra, 11° (201-30-37); Ro-
m. (633-43-71); Elysées-Ci-
néma (225-37-90); Gau-
mont-Les Halles, 11° (207-
49-70); 14-Juillet-Parnasse, 6°
(326-50-00); 14-Juillet-Ban-
dilla, 11° (237-00-61); Clichy-
Pathé, 11° (322-46-01); 14-Juil-
let-Beaugrenelle, 11° (575-
50-70).

Cinéma, 1^{er} (297-55-76); Me-
lita, 2^e (762-60-33); Quintette,
3^e (354-33-40); Paganini, 4^e
(705-12-15); Margignan, 5^e (380-
92-82); Montparnasse - Pathé,
14^e (322-19-23); Cambronne
1^{er} (734-42-96); 14 - Juillet
Beaugrenelle, 1^{er} (575-73-79).

Danton, 8° (346-58-44); Camé-
 ruz, 8° (346-58-44); U.O.G. Gare du
 Lyon, 12° (343-01-39); U.O.C.
 Gobellin, 13° (336-23-46)
 Mistral, 14° (338-32-68); Bran-
 venôis-Montiparnasse, 15° (344-
 23-03); Magic-Convention, 18°
 (328-20-64); Secrétariat, 19°

film français de J.-E. Sirey. -
Berlin, 2° (742-90-33); - Quin-
tette, 5° (334-35-40); Myrène
Lincoln, 8° (309-36-14); Cam-
mont-Sud, 14° (337-84-50)
Parnassien, 14° (229-83-11)
Cambroune, 18° (734-42-96).
WANE, film américain de A. Far-
nham. - Berlin, 2° (742-90-33); -

parcasse - 13, 6° (544-14-27)
P.I.M.-Saint-Jacques, 14° (588-
60-42). — V.f. : Gaumont - Le
1er (397-49-70) ; Impé-
2° ;
(343-04-57) ; Gaumont
15° ;
Cléry-Pothé, 18°

(v.f.) : Paramount-Malliot, 1^{er}
(158-24-24) : Convention Salati
Charles, 1^{er} (879-32-00) : Paramount-Martvauz, 3^e (294-
80-40) : Paramount-Bastille
1^{er} (343-78-17) : Paramount-
Montmartre, 1^{er} (805-34-25)
Paramount-Montparnasse, 1^{er}
(329-90-10) : Paramount-Claire

39-47); Paramount-City,
582-45-78); (v.f.): Paramount
Marivaux, 2° (296-80-40); Pa
ramount - Montparnasse, 1°
(323-80-10); Paramount - O
léans, 14° (340-45-81); Pa
ramount-Galarix, 13° (580-18-63)
BRONCO KILL, film américain
de C. Eastwood (v.a.): F
billeta Saint-Germain, 8° (222

15^e (288-65-34); Paramount
Opéra, 5^e (742-56-31); Con-
version Saint-Charles, 15^e (54-
23-00); Paramount-Bastille
12^e (343-79-17); Paramount-
Montmartre, 15^e (606-34-25);
Paramount-Montparnasse, 1
(329-90-10); Paramount
14^e (540-45-31); Pa-
ramount-Gobelins, 13^e (70-

(*) (v.o.) : U.G.C. Danton.
(328-43-62) : Balzac, 8° (58-
10-80) : U.G.C. Marbeuf,
(222-18-43) : (v.i.) : U.G.C.
Opéra, 3° (281-30-32) : Convent
de Saint-Charles, 15° (57-
33-00) : Bienvenue - Montpe-
nasse, 15° (544-23-02) : Bec-
tan 15° (206-71-32).

Pour tous renseignements
l'ensemble des programmes
- LE MONDE INFO
704.70.20 (ligne
de 11 h

(742-80-38) : U.G.C. Gare de Lyon.
12° (743-01-59) : U.G.C. Gobelins.
13° (326-23-44) : Montparnasse.
Pathé 1° (322-19-23) : Gaumont.

(382-33-35).
 ENQUÊTE SUR UNE PASSION (Ang.
 v.o.) : Palais Croix-Nivert, 15
 (374-93-04).
 EXPLIQUE (Ich. v.o.) : Olympia, 14
 (342-67-42). H. sp.
 LA FEMME INTEGRALE (Fr.)
 Pantheon, 5 (334-13-04) : Espace
 Galt, 15 (320-93-34).
 THE HOTTEST SHEETER THE ROLLING

(A. v.o.)^(*) : U.G.C.-Odéon, 8°
(325-71-68) : Ernitage, 5° (368)
15-71) : V.I. : Rex, 2° (236-83-83)
Heider, 8° (770-11-24) : Miramas
14° (320-89-52) : Mistral, 14° (528)
52-83) : U.G.C.-Gobellin, 13° (336)
22-44) : Magic - Convention, 11°
(822-20-64) : Clichy-Pathé, 18° (522)
46-01)
DE VAIL CRAQUEZ (Fr.) : Biarritz
5° (327-01-73)

92-82). -- V.F. : Capt. 5 (508)
11-88)
LOULOU (?) : Gaumont
Lee Haller, 1st (297-43-70) : Berit
2nd (742-80-33) : Quintette, 5th (35
33-40) : Quartet-Latin, 5th (32
41-55) : Pagode, 5th (708-12-15)
Montparnasse-83, 5th (544-14-71)
Saint-Lazare Pasquier, 5th (38
33-43) : Collège, 5th (359-23-40)
11-88)
LOULOU (?) : Gaumont

MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT
AU BON DIEU...? (Fr.): Hich-
liu, 2° (233-38-70); Montpe-
rname-33, 6° (544-14-37); Collada,
(330-29-46).
MANHATTAN (A. V. G.): Jon-
Coetern, 5° (354-61-52).
LE MARIAGE DE MARIA BRAD-

Maudslayi, 2° (230-35-14) Sam
 Lazare Pasquier, 2° (230-35-14) Sam
 Parassian, 14° (230-35-11).
LES MONSTRES DE LA MER (A.
 v.o.) (?) : Brattage, 2° (230-15-11)
 - V.I. : Mandella, 2° (230-12-05)
 Miramar, 14° (230-35-33) ; Maudslayi
 14° (230-35-43).
NUMITE, RETOUR VERS L'INFINI
 (A. v.o.) : D.G.C. Marbot.

V.A.) (2) : Moving Low HALES,
(126-71-72) ; in Clat. 5* (337-80-86)
Chymple, 14* (542-67-42).
PASTORALS (Dov., Y.A.) : Comm
5* (544-25-89) ; 14 Jallat-Bastille
18* (357-90-31).
LA PETITE SERENE (Fr.) : U.O.
Océan, 5* (325-71-68) ; Bretag
8 (222-97-87) ; Biarritz, 3* (7
50-25) ; Cambo, 9* (240-85-4

(37-90-85) : *Sarcophaga*, 8°
 12-30 : U.C.C. Danton, 8° (3)
 62-32 : *Eristalis*, 8° (339-15-10)
 Blarrie, 8° (323-90-22) : *Cassia*
 8° (245-90-44) : U.C.C. Gave
 Lora, 12° (363-61-39) : U.C.C.
 Gobeline, 12° (338-23-44) : *Meloidae*
 14° (339-82-43) : *Magis-Couvent*
 tion, 15° (822-20-64) : *Murae*,
 (651-00-78) : *Touraine*, 20° (3)

LE ROI ET LOISEAU (Fr.) :
Cinécine Saint-Germain, 8 (6
18-52); Studio de l'Etoile,
(380-18-93); Saint-Ambroise,
(700-52-18).

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Ca-
2 (508-11-69); Marignan, 8 (3
92-52); Montparnasse-Patbé,
(322-18-23).

THE ROSE (A., v.o.) : Kinopa-

VI. Imperial 2 (702-72-12)
 THIRD WORLD (Fr.) (702-72-12)
 Severin, 5° (354-50-81).
 LE TONNERRE ROUGE (Can.)
 Action Christine, 6° (323-93-55)
 LE TROUPEAU (Tara, v.a.) (354-50-81)
 dio de la Harpe, 8° (354-50-81)
 Le Juliet-Beaulieu, 11° (354-50-81)
 Le Juliet-Beaugrenelle, 12° (354-50-81)

Les grandes reprises.
LES AVENTURES DU CAPITAINE

des arts, 5^e [redacted]
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : 2
di Cujas, 5^e (354-89-22) ; Paris
(358-33-99) ; Calypso, 1^{re} (3
30-11).
LE CHARMÉ DISCRET DE
BOURGEOISE (Fr.) : Par
Cinema, 1^{re} (297-53-74).
CHERRY-TOWN (A. v.o.) : Lan
bourg, 6^e (633-97-77).

Night, 3* (236-62-58).
LA. DERNIERE FEMME (Fr. v.o.)
 Palace - Croix - Nivert. 15*
 95-04).
DEROU OUZALA v.o.
 Satnt-Ambroise. 11*
 ven. sam. dim. 20 h.
LES DIX COMMANDEMENTS
 v.o.) : Marignan, 8* (350-62-
 v.f. : Richelieu, 5* (233-56-
 23).

(538-10-86).
LES ENFANTS DU CAPITAL
GRANT (A. v. l.) : Richelieu
(232-55-70) ; Royale, 8° (283-82-
Montparnasse - Patis, 14° (231-
19-23) ; Faubourg, 13° (231-55-
Napoleon, 17° (330-41-49).

ATIONS SPECTACLES -
ouptés) et 727.42.34
21 heures,
es et jours fériés

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures ■ 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Cinéma

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.):
Banning, 1^{re} (282-64-44).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd.,
v.o.): Studio des Ursulines, 5
(272-72-90).
LE GUEPARD (Et. v.o.): Le Gen.
5 (337-60-90); ■■■■-Marceau, 5
(328-18-45).
MALIN (A. v.o.): Palais des arts, 3
(272-72-90).
HISTOIRE D'PO (Fr.): Acad.
Champo, 5 (334-51-69); Maxville,
5 (702-71-96).
L'HOMME QUI VENAIT D'AUTRE MONDES
(U.S.A.) : Opéra-Night, 5 (265-
83-35).
HUIT ET DIXI (Et. v.o.): Contres-
cours, 5 (272-72-90).
IL RESTE UN FOUS DANS L'OUEST
(Am. v.o.): Sympas Point Show
5 (328-67-29) ; V.L.: Richelieu, 1^{er}
(272-72-90).
JERRY GOTT GOTT : H. KUN (Am.
v.o.) : Le Ciel, 5 (297-90-80).
LE JOURNAL D'UNE AMERIQUE (Fr.)
(328-67-47), Parisienne, 1^{re} (332-
53-11).
LAWRENCE PARANDELLI (A. v.o.):
George-V, ■ (523-61-46).
LITTLE BIG MAN (A. v.o.): Noe-
l, 5 (328-67-47).
LOULOU (Frabst): Marais, 5 (278-
47-86).
LA MAGER (Fr.) : ABC, 5 (282-
55-54); Quintette, 5 (354-35-40) ;
Colisée, 5 (329-29-45); Cambaroune,
5 (329-29-45) ; Parisienne, 1^{re}
(332-53-11) ; Clucky-Satell, 5
(322-46-07).
LE MESSAGE (Ang. v.o.) : Palais
Clichy, 1^{er} (270-44-00).
MOI, PIEMES RIVIERE (Fr.):
Jeuclé, 1^{er} (770-64-00), metacrédi.
audi. juclé.
MONTY PYTHON, SACHE GRAAL
(Ang. v.o.): Cluny-Bocuse, 5 (334-
29-60).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES
(Fr. v.o.): Champollion, 5 (354-
51-60).
LES OISEAUX (A. v.o.): Luxem-
bourg, 5 (383-97-07); Action La-
vie, 5 (373-50-00).
LE PARRAIN Y ET Z (A. v.o.):
Tamplier, 5 (272-64-38).
PARTISSE (A. v.o.): PARISSE (A.
v.o.): Quintette, 5 (354-35-40).
EVE DE LA BONTE (Jap. v.o.):
Clucky-Satell, 5 (322-46-07).
14-Juillet-Paranase, 5 (322-46-07).
SOCARFA (A. v.o.): Movies Les
Lions, 5 (335-71-73).
main-Rhône-Alpes, 5 (322-46-07).
Olympia, 5 (322-46-07).
51-23; Bures-Limoux, 5 (330-
57-23); Olympia, 1^{re} (327-72-90).
Parisienne, 1^{re} (332-53-11).
14-Juillet-Besurgence, 5 (322-46-07).

TAXI DRIVER (A.), v.o.: Rou-
mains (336-12-13); Publika
Mazignou (331-37-87); v.f.:
Paramount-Marivault (236-
50-30); Montparnasse-
16* (330-30-10).
TRES (FR.-IT.). v. ang.: A. Bazin,
331 (337-74-33).
LE TRINIER ROUGE (A.), v.o.: Ma-
trou (331-37-33).
TOUT CE QUE VOUS VEUX TOU-
JOURS VOUL SAVOIR SUR LE
SEXE (A.), v.o.: Clinchou
331 (337-33-33).
LE TRINIER ROUGE (FR.): Le Clot,
331 (337-30-30).
UNE NUIT A CASABLANCA (A.),
v.o.: Matrou (336-30-30).
TOUT AU-DESSUS D'UN NID DE
COUCOU (A.), v.o.: Palais des
Opéras (331-37-33); v.f.: U.G.C.
Opéras (331-30-30).
MORT A VENISE (Ang.), v.o.: Es-
pace Cinéma, 14* (330-30-30);
v.f.: Paramount-Marivault, 16* (330-30-30).

LENNY (A. v.o.) : **Olympie**, 14°
 (542-57-42), 12 h. (cf. S. D.).
LOUVOU (Faint) : **Saint-André-des-
 Arts**, 8° (528-57-18), 12 h.
LOUVOU : **MONROVE** (A. v.o.) :
 Luxembourg, 9° (537-57-77), 10 h.
 ■ ■ ■ Et 24 h.
MACBETH (A. v.o.) : **Saint-
 Ambrose**, 11° (708-58-16),
 Jeudi 19 h.
MARLES (A. v.o.) : le **Seine**, 5°
 (535-57-57), 12 h.
LES NOUVEAUX MONSIEURS (A.
 v.o.) : le **Seine**, 5° (535-58-09),
 20 h.
LES OUTATS DE CARMELA (A. v.o.) :
Olympie, 14° (542-57-52), 18 h.
 (cf. S. D.).
LES CROQUIS DE LA GLOIRE (A.
 v.o.) : ■ **Seine**, ■
 18 h. 22.
LE TAMBOUR (All. v.o.) : **Spés-
 les**, 11° (537-57-47), 8 h. 20.
TECK AVERY (A. v.o.) : **Saint-
 Ambrose**, 11° (700-58-16), ven.
 sam. dim., 18 h. : sam., 0 h. 20.

SPOUD 22. 10. (896-36-07) (v.o.)
Week-end : V. : les Héritières ; S.
Le Charme discret de la bourgeoisie
de D. Mar. : Une semaine d'

CHEATEL-VICTORIA. 11. (608)
94-10 (v.o.). 14 h. A l'Amé-
ricain ; 16 h. Les Femmes de
le Dernier tango à Paris
18 h. On s'en l'homme qui venait
d'Ailleurs ; 20 h. L'Amant
Desir ; 23 h. 15 : American
S. 0 h. 15 : les Diaboles
H. 14 h. 10 : V. 15 h. 15 : le
Rante de la nuit
S. 0 h. : Un après-midi de
Carnegie 30 h. (+ V. 0 h. 20)
Washington Man
LARRY GRANT (v.o.), Mac-Mahon, 17.
1962 (89-34), m.r., mar. sac.
C'est un homme d'affaires
Cette scène gaminie : ren. lun.
Chérie, je me suis rajouté.

PARAMOUNT C

DAUMESNIL, 12^e (343-352), v.o. —
 1^{er} : *Chant* et les loups, *Topo*,
Topo, l'écriteur. Sous les pavés
 la pierre se fait : le marchand
Despair, le Bôlé de
 Repulsion. El Topo, Damien, la
 la *Sam* : le Chagrin
 la pluie, l'air comme un cheval
 l'Arbre de Guernica, Sweet
 Movie, le Chagrin d'outre-
 la pluie, l'air comme un cheval
 dim. : El Topo, Ludwig, requiem
 pour un roi vierge, Damien,
 la Madelonette, l'écriteur, Saut-
 la lune : le Route
 l'Arbre de Guernica, Sweet
 l'Arbre de Guernica, Sweet
 Génération, le *du* du *du*
 la Madelonette, l'écriteur, Saut-
 Kant, Tous autres s'appellent
 All : mar : Ballade de Bruno
 Les : le *du* du *du*
 le l'écriteur, Saut-
 le l'écriteur, Saut-

★ **LES SUR L'HOMOSEXUALITÉ.**
v.c. : 1. *Belva*; 2. *Les 40*; 3. *Les*;
Pink Narcissus; jeu. : *Outrageous*;
ven. : *A bigger Splash*; sam. :
Myra Breckinridge; dim. :
Les; mol. *Les*; jui. : *Par-*
lous-ou; mar. : *Les*.

CINEMA SEUSS, Templars, 3
(4-54), jeu. sam. inn. : *Messidor*;
mer. : *dim.*, mar. : *la Sala-*
mandra.

BOITE A FILME, 19e (422-44-31),
v.c. : 1. *12 h. 45*; 2. *Yankee*; 3. *15 h.*
4. *Midnight Express*; 5. *18 h.*
L'autre (v.c.) : 20 h. 10. : *Moderato*
cantabile; ven. : *dim.*, 24 h. : *Dell-*
us; mer. : *12 h. 45*; 24 h. : *Les*;
Rider; 15 h. 45 : *45*; 24 h. : *Ua* *44* 42;
17 h. 45 : *Erie*; 20 h. : *La* *recher-*
che; 24 h. : *Le* *recher-*
24 h. : *The Song* remains the
same.

UN OTÉON (vo)

Les séances spéciales

[illegible]

Les festivals

[illegible]

PARAMOUNT M.
PARAMOUNT BAS
PARAMOUNT
SA
PARAM

il voudrait qu



MILLOT (v.f.) - PARAMOUNT
 TILLE (v.f.) - PARAMOUNT M
 GALAXIE (v.f.) - PARAMOUNT
 NT-CHARLES CONVENTION
 UNT *Only* - PARAMOUNT
 e ce soit comme la p



MARIVAUX (v.f.)
MONTPARNASSE (v.f.)
MONTMARTRE
(v.f.)
à Varanne

première fois...



Variétés

Les comédies musicales

BOUFFES PARISIENS (289-80-84)
(D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim.
15 h. : *Ta bouche*.
MOGADOR (383-88-80), le 13, à
20 h. 30 ; le 14, à 14 h. 30 et
20 h. 30 ; le 15, à 14 h. 30 : *Cent
ans d'opéra*.
RENAISSANCE (209-18-30), les 13 et
14, à 20 h. 45 ; le 15, à 14 h. 30 :
Viva Mexico.

Les music-halls

BOHINO (322-74-34), le 18. &
20 h. 45 : Hans Beaumais.
GALERIE 55 (328-63-51) (D. solr. L.),
22 h. mat. dim. 18 h. : Requiem.
LUCRENAIRE (344-57-34), les 18, 19,
& 21 h. : Michel Demetriades.
OLYMPIA (343-23-48), les 18, 19, 20
13, & 21 h. : Peter Gabriel; le 21
& 21 h. : G. Vignaux.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.

ANES (608-10-29) (Mer.), 21 h., dim. 15 h. 30 : Pétrole... Anes.

Jazz, pop, rock, folk.

CAFE DE LA GARE (378-5-51)
les 14 et 15 à 21 h.: Tréma - Asbi
Quintet.
CAVEAU DE LA MICHETTE (328-
21 h. 30: François Bissan

GRAPPELLI DES LOMBARDS (708-
85-11), 20 h 30 : J.-L. Chautemps,
D. Brumard, P. Jeannaud, J.-P. Jenny-
d'Amboise, G. Deshayes, C. Guis
137) ; le 10 : Gustave L. Jusquin
tempo, F. Massé, J. Di Donato,
J. Bouchard, les 12 : Urruguer, J.-L.
Guasquamp Quintet; 20 h 45 : Les
Salieres.

CINE SAINT - GERMAIN (232-
91-69), 21 h 30 : Robin: Kenyatta
à partir du 15 ; à partir du
15 : G. Badini Quartet.

CODE DES MIRACLES (544-33-67)
les 10, 11 et 30 h 13 : Gérard Marais
Quartet; les 14, 18 et 20 h 13 : Duo
Moulin.

DREKKE (232-44-40), 21 h 30 :
Jimmy Lyons Quartet (Jusquin 14);
à partir du 15 : D. Brumard, E. Texier.

DUNOIS (454-79-70), les 13, 16 et
19 h 30 : Duo M. Lobko, R. Sont;
les 14, 15 et 20 h 30 : Leclerc.

GENDU (700-78-89), les 13, 15 et
16 h 30 : The Saxons; les 17, 18 et
20 h 30 : The Saints; à partir du
15 : H. P. Poisson.

L'AMBIANCE (700-47-25), les 13
et 20 h : Landre.

LUCERNETTE (544-47-34), les 10
11, 12, 13 et 21 h 30 : Ensemble

PATZO-MERIDIAN (708-12-21),
le h : Stéphane Graculis Quintet
(Jusquin 15) ; Will ()
à partir du 15.
20 h 30 : (544-33-72), 21 h 30 :
Ensemble, D. Lockwood (Jusquin
13).

20 h 30 : Maxine (), G. L.J.,
Yvonne ().

[illegible]

mais elle veut
be

D'après
NEIL SIMON
CHAPITRE

COLUMBIA
TRIFOLD
**JAMES
CAAN**
D'après
CHAPITRE
UN FILM DE
par **VALERIE HARPER**
Télévision **5-MANNE** / HEBELCH
Distributeur **Le Progrès** / **GAUCHER**
Société de Production **LES SMOCK**
Réalisateur **FRANÇOIS TRUFFAUT**

Distribué par **WARNER COLUMBIA FILM**

plus,
encore plus!

NON
RE DEUX

LES FRÈRES LIT
ON LES SAISIT
MAISHA
MASON
S'EN
EDEL
ESTWOOE
OSPH BOLOGNA
CROCHÉ CAROLE BURET D'ALP
CROCHÉ CAROLE BURET D'ALP
CROCHÉ CAROLE BURET D'ALP
CROCHÉ CAROLE BURET D'ALP

Il voudrait que ce soit comme la première fois...

mais elle veut plus,
beaucoup plus!

D'après
NEIL SIMON
CHAPITRE DEUX

COLUMBIA PLUS PRÉSENTE
UNE PRODUCTION ASSURÉE
JAMES CAAN MAISHA
CAAN MASON
D'après NEIL SIMON
CHAPITRE DEUX
UN FILM DE ROBERT MOORE
avec VALERIE HARPER JOSEPH BOLOGNA
Et aussi JAMES HANCOCK JUDITH KAYE
D'après "Les Parents" de ROBERT MOORE et COLLETT WOODSTEN
Scénario de JESSE SHAPIRO Production de JESSE SHAPIRO
Distribué par COLUMBIA PICTURES Inc. New York

Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

ACTUELLEMENT

 **EIC** avis de concours

L'Ensemble InterContemporain recrute :

- **un cor**
- **une percussion** jouant les timbales, le xylophone,
■ vibraphone ■ ■ instruments de percussion.

Dans ces deux postes, les musiciens sont appelés à jouer en solistes.

Les auditions auront lieu à Paris le **lundi 21 octobre** (éliminatoires) ■ **mardi 22 octobre** (finales).

Renseignements ■ dépôt des candidatures :
Ensemble InterContemporain Auditions
9 rue de l'Echelle 75001 Paris - tél. 261.56.75

L'ÉVÉNEMENT LA BANQUIÈRE

ELYSEES CINEMA • UGC OPERA • 14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET PARNASSE • 14 JUILLET BEAUGRENELLE • RACINE
CLICHY PATHE • GAUMONT LES HALLES / CYRANO VERSAILLES • FRANCAIS ENGHEN • ARTEL NOGENT

ANDRÉ DUSSOLIER - GÉRARD LANVIN

CHRISTINE BOISSON

EXTERIEUR.

NUIT

JACQUES BRAL

sponsorisé par la FONDATION PHILIP MORRIS

Ce film a obtenu le prix
PERSPECTIVE DU
CINEMA
CANNES

RENAULT PRESENTE LES POIDS-MOYENS.



1980 signe une grande première pour le véhicule utilitaire : la volonté d'un constructeur de répondre à lui seul toutes les attentes des utilisateurs. 1980 : Renault met en œuvre sa longue expérience et sa puissance industrielle et lance une gamme très diversifiée composée de deux modèles Renault Trafic, Renault Master. Désormais chacun trouvera le véhicule qui correspond exactement aux besoins de son activité. Fourgons tôle, vitrés et mixtes, plancher-cabines, châssis-cabines, plateaux à ridelles et bennes, transport de personnes, professionnels et tourisme. Le choix entre traction et propulsion, essence et diesel, et plusieurs motorisations, différentes charges et volumes utiles, permet de façonner un véhicule pratiquement "sur mesure."

RENAULT *Trafic*
DE 800 A 1000 KG C.U.



...Renault Trafic et Renault Master sont des véhicules endurants et robustes ; mais aussi des véhicules sympathiques et très efficaces. Ils se conduisent en souplesse et avec effort avec la même aisance qu'une voiture particulière.

Renault Trafic, Renault Master, sont distribués par un réseau de concessionnaires et agents qui groupe en France plus de 8000 points de vente. Il y a donc près de chez vous un point de démonstration susceptible de vous apporter tous les renseignements que vous pouvez souhaiter sur les différentes versions et vous permettre d'en découvrir tous les attraits.



RENAULT *Master*
DE 1400 A 1800 KG C.U.

مكتبة من الأدب

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	Le ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	15,18
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CH. VENTE	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	La ligne	Le ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	38,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40



emplois régionaux

emplois régionaux

juriste confirmé

DROIT + I.E.P.
TOURS

Société d'importance nationale, secteur immobilier, recherche pour la Direction de TOURS, un juriste confirmé, diplômé d'études supérieures (Droit + I.E.P.). Il sera responsable de la gestion juridique d'un unité opérationnelle importante. Outre la tâche de Conseiller, il aura en charge les régularisations fiscales, les successions et marchés, le suivi des dossiers, l'établissement des règlements de co-propriété ainsi que des autres de la loi. Cette position est à un échelon de responsabilité importante au sein d'un groupe important. Une expérience professionnelle de plusieurs années est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 8989 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRAVAIL



recherche pour la Direction d'Etudes de La Gode, près de Nice,

jeunes ingénieurs grandes écoles

hommes en formation

pour la Direction de DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE et, à terme, de MANAGEMENT.

- Une bonne connaissance de l'anglais est demandée.
- Une formation complémentaire Technique et Economique acquise à l'étranger serait appréciée.
- Les candidats doivent être âgés de 20 à 30 ans et avoir 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.
- La formation sera en fonction des besoins de la Direction.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

IBM - 1000 LA GAUDE

chef de projet informatique de production

pour la Direction d'un important établissement de la région aéronautique, sous l'autorité de l'Adjoint Industriel, il sera chargé de concevoir, en collaboration avec les services de production, à partir d'un logiciel existant, un système intégré de gestion informatique de la production.

Ce poste implique une formation d'ingénieur (Grande Ecole), une parfaite maîtrise de l'outil informatique et de son utilisation dans la production, acquise au cours d'une expérience de plusieurs années dans un milieu similaire.

Le candidat sera un organisateur, en homme de terrain et sera rigoureux scientifique et technique.

En poste, en province, présente des perspectives d'avenir et candidat à valeur ajoutée. Les candidats doivent être âgés de 25 à 35 ans et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la "production control".

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 8989 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRAVAIL

Société Aluminium C.A. 100 millions de francs, leader sur le marché, filiale d'un des grands groupes français de produits pour la Construction recherche pour la gestion de son personnel :

CHEF DU PERSONNEL localisation région dijonnaise

directement Président, il sera dans un premier temps - principalement - s'occuper de l'embauche, de l'accueil du personnel et de la production nécessaire à l'expansion de l'entreprise.

Le poste conviendrait à un homme ayant une expérience de 5 à 10 ans dans la gestion du personnel, en maîtrisant bien les techniques et des tâches de la fonction Personnel Relations Humaines. Une prise de responsabilité importante est exigée. La rémunération est de l'ordre de 110 000 Francs.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8989 à : AXIAL Publicité, 27, Taibout 75009 Paris, qui transmettra.

pour la Direction d'un important établissement de la région aéronautique, sous l'autorité de l'Adjoint Industriel, il sera chargé de concevoir, en collaboration avec les services de production, à partir d'un logiciel existant, un système intégré de gestion informatique de la production.

Recherches Agence de recrutement et de placement. D.U.J. 20, rue de la République, 17000 Surgères. Tél. (46) 67-69-10.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES (travaux de l'Orléans) recherche A.T.P. INGÉNIEURS Pour rédaction notices techniques, études de faisabilité, etc. Adresser C.V. et prétentions sous référence 8989 à : P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75005 Paris Cedex 05, qui transmettra.

Cabinet de groupe recherche EXPERT-COMPTABLE DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE pour diriger cabinet d'expertise comptable 10 personnes à LYON. Qualités personnelles et dynamisme exigés. Association ultérieure possible. Adresser C.V., photo et photo, sous référence 8989 à : P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75005 Paris Cedex 05, qui transmettra. Désignation assurée.

GRUPPE SPECIALISE DANS LES PIÈCES GRANDES SÉRIES POUR L'AUTOMOBILE (METAL ET PLASTIQUE)

recherche pour usine neuve dans ville agréable des VOSGES

DIRECTEUR D'USINE

Préférence A.M. ou équivalent

- Expérience confirmée ;
- Langue allemande ou anglaise appréciée ;
- Logement confortable assuré.

Adresser C.V. et prétentions à la S.E.C. 38, rue de la République, 54000 Nancy, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION) recherche

AGENT DE GESTION

Tiendrait un BTS ou DUT (finance, comptabilité) expérience en comptabilité analytique gestion d'une entreprise

Cet Agent sera responsable de la facturation aux filiales des prestations de Personnel et de la gestion du budget correspondant.

Il aura à animer une équipe de 3 ou 4 employés, connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., détail photo et prétentions à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 21bis, avenue de la République, 64000 PAU



PROPOSE un poste de

RESPONSABLE

du développement des titres et produits financiers

— Fonction de chef de service à Marseille à un candidat possédant un niveau d'études supérieures, et une solide expérience professionnelle bancaire.

Il devra : Maîtriser la gestion administrative d'un service financier, avoir l'expérience d'un portefeuille de clients ; être capable de former et d'animer des collaborateurs d'agence.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

IPSO Consultants

12, rue Saint-Sauveur, 13000 MARSEILLE

Réponse et désignation assurée.

TIMKEN FRANCE

Division Française de THE TIMKEN COMPANY, fabricant mondial de roulements à billes, coniques recherche son Siège de COLMAR (Haut Rhin)

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

Ecoles Centrales, Ecoles des Mines ou équivalent.

UN CADRE ADMINISTRATIF DÉBUTANT

NEC, ESSEC, ECL, ESCP ou équivalent.

Adresser C.V. et photo à TIMKEN FRANCE - Service du Personnel - B.P. 89 - 68002 COLMAR Cedex

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS DE MESSAGERIES NANTES

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

- Expérience commandement dans un service ;
- Forte capacité d'initiative et de travail ;
- Formation supérieure Grande Ecole (Ingénieur ou Commercial).

Rattaché au P.D.G., le candidat assurera des Directions régionales opérationnelles ainsi que le Marketing, l'Appels-Vente et les Méthodes. Réponse sous référence 8989 à :

LE MONDE Publicité, 5, rue des Halles, 75001 Paris Cedex 01.

offres d'emploi

offres d'emploi



Filiale de



recherche

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

DUT - BTS - FPA 2 à 5 ans d'expérience

Lieu de travail : CORBEVILLE (Orsay) ou COURBEVOIE (92)

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

DUT - BTS

débuts ou 2 à 5 ans d'expérience

Lieu de travail : COURBEVOIE

pour son service approvisionnement

UN ACHETEUR

expérimenté pour achats matériels spécifiques. Préférence sera donnée au candidat ayant une formation technique.

UN INGÉNIEUR D'APPROVISIONNEMENT

pour seconder le chef de service notamment dans la négociation et le suivi des commandes importantes.

Lieu de travail : COURBEVOIE

Adresser CV à CAMECA - 103 bd St-Denis - BP 6 92403 COURBEVOIE Cedex

ingénieur débutant ETP-AM ou équivalent

Société d'importance nationale recherche un INGÉNIEUR débutant, diplômé ETP, AM ou équivalent. Il sera l'adjoint d'un responsable de groupe opérationnel, chargé de la réalisation d'importantes opérations immobilières. Il devra veiller à la conformité des logements, au programme et aux prestations prévues et sera l'interlocuteur privilégié des acquéreurs.

Possibilité d'évolution de carrière dans groupe important pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 8972 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRAVAIL



HISPANO-SUIZA

recherche

POUR SON UNITÉ DE PRODUCTION de 92 BOIS-COLOMBES

un ingénieur expérimenté génie mécanique ou équivalent

pour poste de

chef de section notices techniques

MISSION : - rédiger de la documentation technique ; - coordonner les activités de la section ; - établir les devis de documentation ; - l'avancement des travaux ; - au respect des délais et des coûts.

PROFIL : - expérience dans la réalisation de la documentation technique (rédaction et dessins) ; - connaissance de l'anglais souhaitée ; - qualités d'organisation et de commandement

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 8989 à : Hispano-Suiza S.A. Siège Social 333, rue de la Colline 92213 SAINT-CLLOUD CEDEX

Importante Société Française d'Ingénierie Ingénieur Grande Ecole

Mines, Centrale ou équivalent

possédant une bonne expérience industrielle et maîtrisant parfaitement la langue anglaise. Nous nous proposons de lui confier, au sein d'une équipe de direction, les grands projets industriels, la responsabilité des aspects, organisation et gestion : coûts et délais. Le poste est à pourvoir les deux premières années à PARIS, ensuite à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8989 à : S.C.S. JONCTION 9, rue de la Halle 75001 PARIS

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

هكذا من الأصل

مكتبة من المجلد

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE — Jeudi 11 septembre 1980 — Page 33

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur de filiale

référence DF 128 AM

UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN — développement constant, recherche le Directeur d'une de ses filiales (400 personnes). Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant 10 ans d'expérience professionnelle lui ayant permis d'exercer avec autonomie des responsabilités de gestion d'un centre de profit à caractère industriel et commercial. Situation intéressante pour candidat de valeur.

Poste : grande ville province Ouest.
Ordre de grandeur de rémunération : 160 à 180.000 F selon expérience.

Directeur P.M.E. commerciale

référence CM 112 AM

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS recherche le Directeur d'une de ses filiales. Il s'agit d'une P.M.E. de négoce de produits industriels réalisant actuellement un CA de 100 millions et en expansion.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant acquis une expérience professionnelle polyvalente : commercial, comptabilité, finances.

Poste intéressant pour candidat solide et autonome, ayant les qualités d'un chef d'entreprise.

Poste à Paris.

Jeune juriste d'entreprise (H ou F)

référence EX 185 AM

PEINTURES CORONA offre au sein de son service juridique une intéressante opportunité de carrière à une jeune juriste diplômée d'une grande école. Elle sera chargée de la gestion des affaires juridiques de l'entreprise et de la mise au point des procédures internes.

Intégrée à une société performante où le juridique est fortement associé à la vie de l'entreprise, le titulaire du poste devra témoigner de qualités de rigueur, de dynamisme et de contact social afin d'assurer le rôle d'information, d'assistance et de conseil auprès des différents services et conduire avec autonomie les affaires confiées.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Lieu de travail : Valenciennes.

Cadre financier filiales et participations

référence BL 111 AM

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS recherche un Cadre Financier pour étayer son service "Filiales et Participations".

Il aura pour principales missions : le contrôle, et accessoirement un rôle de conseil, dans les domaines : comptabilité, contrôle de gestion, finances... et un rôle d'études et d'évaluation concernant les prises de participations, cessions de parts, fusions...

Ce poste implique : une formation supérieure en gestion (HEC, ESSEC...), de solides connaissances en finances, comptabilité, droit des affaires, au minimum 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, des qualités marquées de rigueur et de contact.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Poste à Paris.

Futur directeur technique et de production

référence NS 184 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche pour une de ses filiales (500 personnes) du secteur métallurgique son futur Directeur Technique et de Production.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant 15 ans d'expérience industrielle impliquant direction d'ateliers, organisation et gestion. Il devra être capable à court terme d'assurer la direction de la fabrication, et des services fonctionnels (méthodes, ordonnancement, approvisionnement, entretien).

Formation aux techniques du groupe assurée si nécessaire.

Situation de premier plan pour candidat ayant qualités marquées d'organisation et de contact humain.

Poste : ville Normandie.

Ordre de grandeur de rémunération : 200.000 F.

INFORMATIENS...

Chef de projet gestion de production

référence WM 143 AM

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS disposant de puissants moyens informatiques (IBM 303 X) offre deux postes à des candidats ayant quelques années d'expérience ou éventuellement débutants (connaissances CICS - assembleur - PLI appréciées), capables de participer au développement de systèmes informatiques en temps réel, d'assurer l'équipe et le piloter la réalisation de grands projets.

Le premier poste concerne la gestion de production :

- analyse du fonctionnement actuel des procédures,
- établissement du cahier des charges,
- suit de la réalisation informatique,
- démarrage et contrôle des résultats.

Le second poste concerne la conception et la réalisation d'un nouveau système d'enregistrement des commandes et la gestion des fichiers associés.

Postes intéressants et évolutifs pour candidats ayant qualités de rigueur et de contact.

Connaissance de l'anglais.

Postes : ville Nord France - Logement assuré.

Chef de projet traitement de commandes

référence XN 144 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur des ventes

référence 157 AM

UN TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS, leader dans son domaine recherche Directeur d'une de ses filiales commerciale produisant des produits de marques grand public.

Ce poste conviendrait à un candidat, ou équivalent, véritable professionnel de la distribution, ayant les réseaux traditionnels et les grands circuits modernes et ayant l'expérience de l'encadrement de vendeurs.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé :

- de participer à l'élaboration de la politique de la politique "produits",
- d'élaborer, proposer, mettre en œuvre les plans de ventes,
- d'animer, dynamiser, contrôler une équipe étoffée de vendeurs exclusifs.

Intéressant : réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : grande ville Rhône-Alpes.

Jeune contrôleur de gestion haut potentiel

référence ZJ 181 AM

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion.

Vous avez environ trois ans d'expérience en audit ou comptabilité générale et analytique ou en contrôle de gestion, acquise dans cabinet spécialisé ou groupe industriel.

Vous avez le désir et le potentiel de prendre votre premier poste de responsable d'une grande fonction dans l'entreprise.

Nous sommes un groupe industriel de premier plan, de renommée internationale.

Nous proposons la direction du contrôle de gestion et la comptabilité d'une de ses unités industrielles (1.200 personnes).

La réussite dans ce poste ouvrira de réelles perspectives de carrière au sein du groupe.

Poste ville agréable Sud-Ouest.

Ordre de grandeur de rémunération : 130.000 F.

Cadre de personnel

référence ND 118 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-INDUSTRIELLE, nombreuses filiales France et étranger (2.500 personnes) recherche pour son service Chef de Service EMPLOI-FORMATION, un(e) Cadre de Personnel.

La mission sera de collaborer à l'ensemble des activités de service : recrutement, analyse, poste, gestion, formation.

Ce cadre devra disposer d'une formation supérieure de psychologue ou de gestion de personnel et avoir acquis une première expérience au sein du service du personnel d'une firme importante : cabinet spécialisé. Poste intéressant.

possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Lieu de travail : ville France.

Attachée de presse relations publiques

référence LT 186 AM

FEDERATION FRANÇAISE DE LA PARFUMERIE crée un poste de son département Communication : poste d'Attachée de Presse Relations Publiques.

Le poste conviendrait à une candidate : formation supérieure (maîtrise lettres, lettres, Fa, Celsa...) ayant quelques années d'expérience : la fonction de domaine similaire (beauté, mode...).

Intéressant pour candidate ayant excellent sens de l'humain, esprit d'équipe, bonnes capacités de rédaction et sens de l'organisation. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ingénieur Mécanicien études et travaux neufs

référence MW 120 AM

TRES IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS recherche pour un de ses établissements de plus de 2.000 personnes, dans la perspective de grands travaux de modernisation,

un Ingénieur Mécanicien confirmé pour le service Etudes et Travaux Mécaniques. Ce cadre expérimenté assistera le Chef de Service dans la supervision des travaux et la gestion des budgets.

Il s'agit d'un poste important qui peut convenir à un Ingénieur diplômé grande école AM ou école équivalente, disposant d'une très solide expérience pratique études travaux neufs acquise dans métallurgie sidérurgie, construction métallique, en usine ou en ingénierie.

Un bon sens du commandement et de l'animation, l'aptitude à la gestion par les objectifs, le goût des relations humaines, sont indispensables. Langue anglaise souhaitée.

Lieu de travail : région Creil-Chantilly - possibilités logement par société.

Ingénieur chef de travaux

référence NX 121 AM

MEME FIRME RECHERCHE un Ingénieur Mécanicien ou TP pour assurer au sein du service études et travaux neufs : la supervision des travaux et la gestion des budgets.

Ces fonctions impliquent la direction d'une équipe technique et l'animation des équipes d'entreprises extérieures.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ou équivalent, mécanicien ou TP, ayant 10 ans environ d'expérience similaire acquise dans métallurgie sidérurgie, construction métallique.

Qualités marquées : commandement, d'animation de gestion sont indispensables ainsi que le souci de la sécurité et des relations humaines.

Lieu de travail : région Creil-Chantilly - possibilités de logement par société.

homme ou femme de communication

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, pour son Service Agence intégré, recherche un Responsable des dossiers de communication.

Son futur collaborateur aura une formation supérieure, un esprit créatif et si possible une expérience de communication, par exemple en Agence de Publicité ou de Relations Publiques. Il sera en outre précis et organisé.

Sous la responsabilité d'un directeur de groupe, il travaillera en équipe pour concevoir, réaliser et mettre en place des opérations de communication nationales ou régionales en direction de différents publics.

Les candidats enverront leur C.V. détaillé avec photo et préférences à : référence 711 à Monsieur CASTETS.

Banque Populaire

131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

SECIM

SECIM (Groupe Creusot-Loire) recherche pour son département MORANE-SOMMA spécialisé dans les Presses Hydrauliques de grande puissance (presses à filer et presses à forger) un

INGÉNIEUR HYDRAULIQUE

Confirmé

dans le domaine des grosses centrales (800 à 3000/1mn et 210 à 420 bars).

Il sera responsable de la conception, du suivi de la réalisation et pourra participer à la mise en route des systèmes hydrauliques correspondants.

Il devra également développer cette technique pour consolider la bonne tenue mondiale de cette ligne de produits.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et dans l'étranger.

La connaissance de l'Anglais lui facilitera les échanges qu'il aura avec les techniciens de nos clients étrangers.

Adresser C.V. et prétentions (sous réf. HYD) à J.-M. Groux - SECIM - Direction du Personnel, 107, bd de la Mission-Marchand - 92402 COQUEBEVOIE.

TECHNICON

Leader mondial en appareillages d'analyses médicales et industrielles recherche pour une de ses divisions (70 personnes), située en France Nord, un(e)

responsable administratif et financier

Rattaché(e) au Directeur Administratif et Financier du siège, il aura pour mission :

- l'organisation administrative, la mise en place et le respect des procédures,
- la supervision des services généraux,
- la gestion financière (reporting, budgets et prévisions).

Il recherchera un(e) jeune diplômé(e) ayant une première expérience dans un groupe multinational.

Écrire C.V. photo et prétentions à M. COLISTRO

TECHNICON

B.P. 10 - 95330 DOMONT

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Canon

responsable gestion des stocks

responsable gestion des stocks pièces détachées

130 000 F

CANON FRANCE (C.A. 600 millions F, effectif 12000) spécialisée notamment dans la diffusion de biens d'équipement : bureaux, photocopieurs, calculateurs, micro-ordinateurs et systèmes de microcopie, recherche pour son siège de Blanc-Mesnil (près du Bourget) le Responsable Gestion des Stocks Pièces Détachées. Sous l'autorité du Directeur des Approvisionnements et de la Logistique, et dans le cadre d'un budget déterminé, il mettra en œuvre et contrôlera la politique d'approvisionnement en pièces détachées et la gestion informatique des stocks, avec suivi périodique des résultats, analyse des écarts et détermination des actions à entreprendre. Il sera responsable de la rédaction, du chiffrage, de l'enregistrement et du suivi des commandes auprès des fournisseurs. Il devra constamment rechercher le meilleur rapport qualité/prix. Il devra également assurer la gestion informatique d'une équipe de sept personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle en gestion informatique des stocks. La pratique courante de l'anglais est requise de préférence. La rémunération mentionnée comprendra l'indemnité de logement et l'indemnité de transport.

Ecrire sous réf. : G.R.H. Conseils 3 avenue de Ségur 75007 PARIS.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé A.M. ou équivalent

bilingue anglais (une connaissance complémentaire de l'allemand serait appréciée)

Importance de la recherche pour le département machines-outils, situé à Paris, un technico-commercial d'une expérience d'environ 2 ans, si possible une entreprise d'industrie mécanique utilisant la préférence des machines à commande numérique.

Le candidat retenu contribuera à développer l'activité commerciale d'usines du département qui impliquera :

- nombreux contacts avec une clientèle industrielle et des représentants VRP régionaux.
- l'établissement d'offres et de devis de production.
- des négociations techniques et commerciales en vue d'obtenir des commandes.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence : MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

INDUSTRIES DE POINTE

INGENIEUR D'ETUDES DE PROJETS DE SYSTEMES

Réf. 285

Problèmes d'électronique, optique, mécanique et propulsion. Formation grandes écoles. Expérience 2 à 10 ans d'études de projets dans secteur aéronautique ou armement. De 110.000 à 175.000 F

INGENIEUR DE BUREAU D'ETUDES D'ETUDES

Réf. 286

Elaboration des projets élaborés dans le domaine de l'aéronautique, type Arts et Métiers. Expérience de 3 à 10 ans dans le domaine mécanique fabrication et montage. De 110.000 à 175.000 F

INGENIEUR AERODYNAMICIEN

Réf. 287

Théoriques et expérimentaux de la dynamique des fluides. Formation grandes écoles ou universitaires (docteurat). Expérience 3 à 10 ans dans l'aéronautique, l'armement, un institut de recherche aérodynamique. De 115.000 à 165.000 F

RESPONSABLE ACHATS

Réf. 288

Analyse des besoins, prospection, négociation des contrats. Formation ingénieur de préférence. Expérience 10 ans dans les domaines de production, des études et prototypes aéronautiques. De 115.000 à 125.000 F

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Réf. 292

Recherche et développement dans le domaine de l'électronique, type Arts et Métiers sup-élec, énergie électrique ou ENSIEG option matériaux et machines, ou MCP option électro-technique. Expérience 2 à 10 ans de production en mécanique comme ingénieur de fabrication. De 110.000 à 140.000 F

Tous ces postes demandent la connaissance de l'anglais.

Ecrire en rappelant la référence : NOËL CHOAY & Associés 31, rue François-Ier - 75008 PARIS, à qui ces recherches ont été confiées.

VARIAN, pour faire face à l'expansion spectaculaire de sa division «EQUIPEMENTS INDUSTRIELS» recherche des :

ingénieurs ou techniciens

- pour service après-vente sur matériel d'implantation ionique,
 - pour service après-vente sur matériel de vide et d'ultra-vide.
- Les candidats retenus devront :
- avoir une formation de base en électronique
 - pouvoir s'exprimer en anglais
 - avoir une expérience préalable sur matériel de production du vide sous pression.

Formation complète sur nos équipements. Déplacements fréquents, éventuellement à l'étranger. Volumes de fonction fournis.

Adresser lettre manuscrite et CV sous référence IEO/VIDE à :



VARIAN S.A.
B.P. 12
1, DE COURTABOEUF
91401 ORSAY CEDEX

INGENIEURS AVIONIQUE INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants et confirmés

La SFENA, importante société d'équipements aéronautiques, recherche, pour sa division pilotage et systèmes, des ingénieurs, formation grande école ou équivalent, intéressés par l'étude et la conception de calculateurs numériques pour les systèmes nouveaux d'aide au pilotage des avions, ou des systèmes électroniques de contrôle automatique de vol faisant largement appel aux techniques numériques les plus avancées (logiciel et matériel).

Large possibilité de développement de carrière.

Rémunération d'entreprise.

Transports assurés.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. I/046, à SFENA, 55, rue de la République - 91140 VILLIERS-LE-BLANC.



GROUPE SEB

LE GROUPE SEB S.A.

recherche

UN AUDITEUR INTERNE

pour la cellule d'audit
au sein de la Direction Financière.

Il aura pour fonctions principales :

- l'Audit comptable ;
- la mise au point et le suivi des procédures.
- Il participera à la consolidation des comptes, et sera chargé des relations avec les Commissaires aux Comptes.

Le candidat aura 28 ans minimum, une formation supérieure et une bonne connaissance pratique des comptabilités françaises et anglo-saxonnes.

Une expérience de quelques années en cabinet est exigée.

Le candidat devra maîtriser la langue anglaise.

De bonnes possibilités d'évolution au sein du Groupe pour un candidat de valeur.

Envoyer sous réf. 7 807 à :
B.E.O., 3, rue de Téhéran,
75008 PARIS

Joindre la C.V. avec indication de la rémunération actuelle.

recherche électronique en pleine expansion
pour son siège : SAINT-MAUR (94)

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

- études et mise au point de circuits de leur fabrication en série.
- Poste à responsabilité :
- 3 ans expérience minimum ;
- Très bonne connaissance microprocesseurs et circuits logiques.

Env. av. C.V. et prét. s. réf. 4.359 à P. LICHAU S.A., B.P. 320 - 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
MARCHÉ PHOTOCOPIAIRE

recherche implantation

UN ASSISTANT (E) MARKETING

- 2 ans environ ;
- Expérience confirmée études de marché, mise au point de projets en milieu agricole, et phytochimie ;
- Sans prétention ;
- Lieu de travail : banlieue Ouest PARIS.

Adresser C.V. avec photo à :
M. KERVIN, B.P. 25,
37000 SAINT-PIERRE-DES-CORPS.

A PARTIR DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE

carrières du commerce
et de la vente
le bon jour, maintenant,
c'est le VENDREDI

Les vendeurs sont arrivés.

Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi les lecteurs de nombreux nouveaux vendeurs. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le «niveau Monde». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où

ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, vont maintenant disposer de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Don nom ?
Fonctions Commerciales

Ses annonceurs ? Les nombreux entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS,
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

TRAPPES - ELANCOURT

Filiale française (100 personnes) de distribution d'une entreprise européenne du secteur équipement industriel et bâtiment, recherche

responsable de personnel

ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL

180.000 F. +

MISSION : responsabilité entière de la gestion du Personnel : recrutement, budgets-salaires, classifications, formation, relations avec partenaires sociaux, en liaison avec le Secrétaire Général, élaboration de la politique du personnel et supervision de son application.

PROFIL : - 38 ans mini, formation supérieure - expérience industrielle dans fonction Personnel - connaissance en anglais et en français - pratique courante de l'anglais pour l'international.

Documentation remise à candidats pressentis Adresser sous réf. 30M174 à SUTTER

CPA de Psychologie Appliquée 69, rue de Monceau - 75008 PARIS

Partenaire pour la France de Consult-Eur



MATRA

DIVISION COMMUNICATION crée 2 postes :

INGENIEURS D'INDUSTRIALISATION Grandes Ecoles Electroniques

- Ils prennent en charge les problèmes d'industrialisation pour des productions électroniques en série (produits de télécommunication) dans le plus grand appel d'offre, études et développement.
- Ils ont la responsabilité d'estimer les coûts de production, de définir les programmes et les plans de production et de conduire les actions d'analyse et d'analyse de la valeur en liaison étroite avec les laboratoires d'études et unités de production de MATRA.
- Ingénieurs de formation, ils ont quelques années d'expérience, proche de la production dans l'industrie électronique. Des qualités personnelles de contact et d'organisation sont indispensables pour l'accomplissement de cette mission de coordination.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 689

Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres B.P. No 1 - 78140 VILLIERS-LE-BLANC

MATRA

Compagnie Française des Gaz Liquéfiés

recherche

ANALYSTE- PROGRAMMEUR

1^{er} DEGRÉ

- BAC informatique ou DUT.
- Travaux de gestion diversifiés sur petite systèmes.

Ecrire : 64, rue de Villiers 92539 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE

Paris Est Métro recherche

ingénieur de fabrication

Réf. M5

INGENIEUR MECANICIEN arts et Métiers, ECAM, ICAM

Expérience industrielle mini. 3 ans

Connaissance informatique ou méthode

MISSION : Responsable de la Gestion Industrielle, il aura la responsabilité des sections :

- Planning, méthode développement devis, informatique, mécanique, entretien

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée référence 70698 CONFESSE PUBLICITE 10, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

هكذا من العمل

offres d'emploi

Filiale de deux importants groupes
engagant rapidement

ADJOINT

DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingenieur ayant une premiere experience dans le
Bâtiment et des connaissances en agencement TCR

DESSINATEUR
PROJETEUR

Diplômé Ecole Supérieure (agencement) ou
formation similaire pour aménagement boutiques,
cuisines, et restaurants.

Lieu de travail : Nanterre Nord.

Les dossiers de candidature (C.V. détaillé, photo,
préc.) peuvent être adressés à n° 70.720
CONTESSE Publicité,
20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

offres d'emploi

jeune financier

H.E.C. - SUP. ou I.E.P.
Versailles

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE d'importance nationale,
recherche pour la Direction de Versailles
un jeune Financier diplômé H.E.C. - SUP. de CO.
ou I.E.P. Il sera principalement chargé de
l'analyse financière des sociétés de construction,
de l'administration des sociétés et de la
gestion de leur trésorerie, recherche et de
mobiliser les financements les mieux adaptés
aux opérations. Nous proposons une évolution
de carrière, possible pour un candidat à valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et
prétentions, sous référence 8973 à :

Organisation et publicité
2 rue Marengo 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

offres d'emploi

WATERS S.A.
FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
Suite départ en retraite, recherche

DIRECTEUR FINANCIER

- ans d'expérience ;
- diplôme H.E.C. ;
- expérience informatique ;
- anglais courant.

IL AURA LA RESPONSABILITÉ DES SUIVANTS :

- reporting ;
- comptabilité générale ;
- contrôle des prix de revient ;
- contrôle du contrôle budgétaire ;
- comptabilité analytique ;
- suivi et contrôle des bordereaux ;
- déclarations fiscales et sociales.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
Mme F. WATERS S.A. Personnel,
Société WATERS S.A.,
18 à 20, rue Goubaux, 75040 PARIS CEDEX 19

offres d'emploi

L'UNION NATIONALE DES
DÉPARTEMENTS D'ÉPARGNE DE FRANCE
DIRECTION DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES ET STATISTIQUES
(Département statistiques)

programmeur-
analyste

Technicien supérieur en informatique (DUT ou
BTS exigé).
La connaissance du FORTRAN et une expérience
d'un ou deux langages de programmation
sont nécessaires.

Adresser candidature avec CV, photo
et prétentions sous référence 9015 à :
L'UNION NATIONALE DES DÉPARTEMENTS D'ÉPARGNE DE FRANCE
15, rue Masseran - 75001 PARIS

SOCIÉTÉ NATIONALE
ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

comptables

des obligations militaires
ayant obligatoirement BTS ou DUT
(option finance, comptabilité ou
certificat comptable du DECS mini-
mum).

Un minimum de 2 ans d'expérience
dans une entreprise industrielle sera
apprécié.

Bonne connaissance de l'anglais
indispensable.

On offrira rapidement dans un premier
temps dans les services comptables
à Paris et seront affectés ultérieurement
dans nos filiales à l'étranger
selon les besoins du groupe.

Envoyer CV, photo et prétentions
à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement
28 bis, av. des Lilas (Tour 12-04)
64000 PAU

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

SAISONNIÈRE - C.A. - 100 salariés de 7
Pâtisseries de la région de Paris et de la
Normandie. Spécialité : fabrication
produits de pâtisseries
France et étranger

pour le Département études et Projets à Paris

JEUNES INGÉNIEURS

PONTS ET CHAUSSEES - MINES CENTRALE
Les postes conviennent à des ingénieurs formés
en Génie Civil - Hydraulique - Béton
et désireux :

- 1) d'avoir un bon départ des connaissances
techniques sur des projets de travaux
de Ponts et Chaussées ;
- 2) d'avoir une expérience dans les services :
Projet - Études - Commercial et les
clients ;
- 3) d'être versés dans les techniques pour débiter
des matériaux et des matériaux plus
ou moins à l'étranger.

Les postes nécessitent :
- de l'initiative ;
- de l'adaptabilité ;
- le goût de la technique.

Env. avec C.V. et photo à M. Les TUYAUX BONNA,
R.P. 971.06 - 75360 Paris Cedex 06

La SICOMI d'un important
Établissement Financier
recherche

Assistant de Gestion

En un premier temps, le titulaire de ce poste
effectuera les tâches liées au service de l'informatique
de l'exploitation de la Société.

Il effectuera les opérations de gestion et de suivi
des éléments informatiques.

Il participera à l'élaboration de la mise en place
des programmes de gestion financière et utilisation
de l'informatique.

Formation IUT de Gestion.

Expérience de 2 à 3 années dans un poste similaire.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous
référence 8899 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle
75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

CABINET FRANÇAIS D'AUDIT

recherche pour

REVISEURS COMPTABLES

Expérience de 2 à 4 ans en Cabinet
Formation supérieure exigée.

- Il est offert :
- une expérience professionnelle variée.
- une rémunération motivante.
- une formation continue.
- des possibilités de promotion rapide.
- une ambiance de travail agréable.

C.V. et photo sous référence 8066
à P.LICHAUSA - BP 220, 75001 Paris cedex
02 qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE
BRANCHE CHAUFFAGE PARIS

cherche

CHEF COMPTABLE
HAUT NIVEAU

Expérience en :
- comptable, fiscale et financière de
sociétés ;
- organisation de télé-informatique.

Rémunération et avantages très intéressants
pour un poste de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo
sous référence 8066 à CONTESSE Publicité
20, av. Opéra PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

SOSI
Conseil en développements
en informatique

Depuis 1969, nous travaillons avec la technique et
les hommes.

Nous recherchons des applications de gestion transactionnelle,
nous recrutons :

4 PROGRAMMEURS

ANALYSTES PROGRAMMEURS

connaissant BB 66 ou IBM - C.I.O.S. - D.I.L.

Recrire à : SOSI, Tour 20, 197, rue de Bercy - 75001 PARIS CEDEX 12

UNE PUBLICATION INDUSTRIELLE
LEADER SUR SON MARCHÉ
RENFORCE SON ÉQUIPE DE VENTE
ET RECHERCHE

un(e) jeune assistant(e)
publicité/marketing

Un niveau enseignement supérieur, le candidat
retenu s'intégrera dans une équipe
chargée de conquérir de nouveaux marchés.
Fondamentalement combative, elle exploitera
en permanence ses qualités de ténacité conjuguées
à une grande aisance dans le contact. L'aptitude à
répondre sera également appréciée.

Adresser d'urgence, sous référence 70.736,
vos lettres manuscrites, CV et rémunération
demandée à Contesse Publicité 20, av. Opéra
75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CRICA

Importante Caisse de Secours de Cadres

Jeune Cadre

pour des postes administratifs
de gestion

Formation supérieure ou diplôme équivalent.
Expérience de la gestion administrative.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
à M. SEGUY - CRICA,
13, avenue du Général-de-Gaulle, 75001 PARIS

Importante Promoteur de Maisons Individuelles

NÉGOCIATEUR (TRICE)

pour programme de grand standing.
à Paris Sud Paris.

Adresser C.V. et photo à : Mme MORIN,
Les Nouveaux Constructeurs,
7 rue Lafayette - 75001 PARIS

William SAURIN

recherche

contrôleur
de gestion

Rattaché au Directeur Financier,
le candidat sera chargé de la
formation supérieure type HEC, ESSEC
ou SUP de CO
exercée depuis 5 ans au moins dans
de gestion si possible dans une
de grande consommation.

Large possibilité d'évolution au sein du
Groupe LESIEUR de WILLIAM SAURIN
est l'une des filiales.

Recherche à LAGNY sur Seine de PARIS,
département A41.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions à WILLIAM SAURIN
20, av. Opéra PARIS CEDEX 01,
SAINT-THIBAUT 77400 LAGNY.

Société française
d'équipements d'électromécaniques
recherche

pour renforcer son équipe informatique

UN INGENIEUR
D'ETUDES

ayant quelques années d'expérience en
informatique de gestion.

La pratique du COBOL et du temps réel est
indispensable.

La connaissance du matériel H.P. 3000
serait appréciée.

La personne retenue sera chargée d'assurer
la conception et l'analyse de projets impor-
tants et d'en superviser la réalisation.

Les candidats ingénieurs diplômés devront
adresser leur CV détaillé sous n° 7688 à

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

DOCKS DE FRANCE

recherche pour le département

RESPONSABLE

CENTRE D'APPROVISIONNEMENT

Il sera chargé de la conception des politiques et de
leur application en matière d'approvisionnement
des produits de grande consommation.

Il dirigera un établissement disposant d'un
service de gestion.

Le poste conviendrait à un ingénieur ou technicien
grand diplôme d'ingénieur (Centrale...),
diplômé (H.E.C., E.S.E.C.) ayant une
expérience professionnelle.

Large perspective d'évolution en matière de
d'un poste de grande responsabilité.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à
Supermarchés DOCKS DE FRANCE, Sociétés,
17, avenue de la République, 93000 ANTONY.

Centre de Traitement de l'Information.

Spécialiste dans le domaine de la

recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

1 à 2 ans d'expérience (transmission) + une
donnée pour support des équipes d'exploitation
et l'analyse des besoins.

Env. C.V. à CITE - 45, rue des Écoles,
75001 PARIS CEDEX 04.

ÉLECTRONIQUE G.K.D.

recherche

A.T.2 ÉLECTRONICIEN

B.T.S. - D.U.T.

POUR MISE AU POINT
ET CONTRÔLE PRÉCISION
D'ÉQUIPEMENTS DIGITAUX

Lieu de travail : SAINT-QUENTIN-VAL
Restaurant d'entreprises - 51100

Envoyer C.V. à ÉLECTRONIQUE G.K.D.,
R.P. 037 - 51000 SAINT-QUENTIN-VAL

Importante Société de Machines d'Équipements

recherche pour renforcer

à la Production de la Production

CHEF DE PROJET

chargé de l'étude

et de la réalisation de systèmes

de gestion industrielle informatisée.

Le titulaire d'un poste de chef de projet
aura une expérience de plusieurs
l'informatique industrielle (gestion
ordonnancement, lancement) acquise par expérience
dans une entreprise touchant la mécanique, l'élec-
tricité ou l'électronique.

Une expérience au sein d'une équipe d'organisa-
tion et de la réalisation de systèmes sera appréciée.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous
référence 8066 à Contesse Publicité 20, av. Opéra,
75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

formation professionnelle

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET

D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE

DE VERSAILLES

service de formation

MAÎTRISE et

CONTROLE

de GESTION

Agée de l'état, la formation de 6 mois s'adresse à
demandeurs d'emploi ayant une formation
supérieure et possédant plusieurs années d'expérience
dans une entreprise. Il prépare à l'emploi de cadre
dans les domaines comptable et financier.

Ce stage débutera le 11 Septembre

Pour s'inscrire il est nécessaire de se rendre à l'une
des réunions d'information et de sélection

le 12 et 13 Septembre à 14h.

CCI - Immeuble Honeywell - 4 rue Ampère
78390 BOIS D'ARCY (gare de la Vallée de la
Yvelines) - Tél. : 043.51.54.

Le gouvernement doit présenter lors du conseil ministériel du 1^{er} septembre deux projets : l'un destinés à développer le travail dans le secteur privé, l'autre destinés à développer le travail dans le secteur public. Le premier projet doit porter sur la fonction publique, afin d'ouvrir des postes supplémentaires et de réduire le temps de travail des fonctionnaires. Le second projet doit porter sur le secteur privé, afin de permettre aux entreprises privées de développer le travail dans les secteurs qui donneront à leur personnel de telles possibilités.

Le député François Antala, député de la Loire-Atlantique, membre du P.S., a lu et a commenté le rapport de la commission sociale, vient de présenter au conseil municipal de Nantes un projet de délibération sur la protection sociale. Ce projet, qui a été adopté par un parti, se compose de deux parties : une première, d'ordre général, qui définit les prestations sociales dans l'esprit du programme commun de 1972, et une seconde, une réglementation portant réforme de la protection sociale.

L'amélioration des prestations sociales, et notamment les allocations familiales (+ 50 %), les minima sociaux (+ 50 %), le P.U.M.I. (+ 50 % du S.M.I.C.), l'allocation chômage (minimum 8/2 du S.M.I.C.), les Jours à la famille à taux plein (+ 50 %), sont les objectifs à atteindre.

Pour réaliser une véritable réforme de l'assurance de la sécurité sociale, une prévision des besoins et des ressources est indispensable. On doit évaluer sur la valeur ajoutée de l'entreprise).

Pour l'ensemble de la France, il est prévu que la contribution sociale s'élève à 1,5 % du chiffre d'affaires, c'est-à-dire une contribution de 100 millions de francs par entreprise de moins de quatre millions de francs de chiffre d'affaires, de 200 millions de francs pour les entreprises de 4 à 10 millions de francs, de 400 millions de francs pour les entreprises de 10 à 20 millions de francs, de 600 millions de francs pour les entreprises de 20 à 50 millions de francs, de 800 millions de francs pour les entreprises de 50 à 100 millions de francs, de 1 000 millions de francs pour les entreprises de 100 à 200 millions de francs, de 1 200 millions de francs pour les entreprises de 200 à 500 millions de francs, de 1 400 millions de francs pour les entreprises de 500 à 1 000 millions de francs, de 1 600 millions de francs pour les entreprises de 1 000 à 2 000 millions de francs, de 1 800 millions de francs pour les entreprises de 2 000 à 5 000 millions de francs, de 2 000 millions de francs pour les entreprises de 5 000 à 10 000 millions de francs, de 2 200 millions de francs pour les entreprises de 10 000 à 20 000 millions de francs, de 2 400 millions de francs pour les entreprises de 20 000 à 50 000 millions de francs, de 2 600 millions de francs pour les entreprises de 50 000 à 100 000 millions de francs, de 2 800 millions de francs pour les entreprises de 100 000 à 200 000 millions de francs, de 3 000 millions de francs pour les entreprises de 200 000 à 500 000 millions de francs, de 3 200 millions de francs pour les entreprises de 500 000 à 1 000 000 millions de francs, de 3 400 millions de francs pour les entreprises de 1 000 000 à 2 000 000 millions de francs, de 3 600 millions de francs pour les entreprises de 2 000 000 à 5 000 000 millions de francs, de 3 800 millions de francs pour les entreprises de 5 000 000 à 10 000 000 millions de francs, de 4 000 millions de francs pour les entreprises de 10 000 000 à 20 000 000 millions de francs, de 4 200 millions de francs pour les entreprises de 20 000 000 à 50 000 000 millions de francs, de 4 400 millions de francs pour les entreprises de 50 000 000 à 100 000 000 millions de francs, de 4 600 millions de francs pour les entreprises de 100 000 000 à 200 000 000 millions de francs, de 4 800 millions de francs pour les entreprises de 200 000 000 à 500 000 000 millions de francs, de 5 000 millions de francs pour les entreprises de 500 000 000 à 1 000 000 000 millions de francs, de 5 200 millions de francs pour les entreprises de 1 000 000 000 à 2 000 000 000 millions de francs, de 5 400 millions de francs pour les entreprises de 2 000 000 000 à 5 000 000 000 millions de francs, de 5 600 millions de francs pour les entreprises de 5 000 000 000 à 10 000 000 000 millions de francs, de 5 800 millions de francs pour les entreprises de 10 000 000 000 à 20 000 000 000 millions de francs, de 6 000 millions de francs pour les entreprises de 20 000 000 000 à 50 000 000 000 millions de francs, de 6 200 millions de francs pour les entreprises de 50 000 000 000 à 100 000 000 000 millions de francs, de 6 400 millions de francs pour les entreprises de 100 000 000 000 à 200 000 000 000 millions de francs, de 6 600 millions de francs pour les entreprises de 200 000 000 000 à 500 000 000 000 millions de francs, de 6 800 millions de francs pour les entreprises de 500 000 000 000 à 1 000 000 000 000 millions de francs, de 7 000 millions de francs pour les entreprises de 1 000 000 000 000 à 2 000 000 000 000 millions de francs, de 7 200 millions de francs pour les entreprises de 2 000 000 000 000 à 5 000 000 000 000 millions de francs, de 7 400 millions de francs pour les entreprises de 5 000 000 000 000 à 10 000 000 000 000 millions de francs, de 7 600 millions de francs pour les entreprises de 10 000 000 000 000 à 20 000 000 000 000 millions de francs, de 7 800 millions de francs pour les entreprises de 20 000 000 000 000 à 50 000 000 000 000 millions de francs, de 8 000 millions de francs pour les entreprises de 50 000 000 000 000 à 100 000 000 000 000 millions de francs, de 8 200 millions de francs pour les entreprises de 100 000 000 000 000 à 200 000 000 000 000 millions de francs, de 8 400 millions de francs pour les entreprises de 200 000 000 000 000 à 500 000 000 000 000 millions de francs, de 8 600 millions de francs pour les entreprises de 500 000 000 000 000 à 1 000 000 000 000 000 millions de francs, de 8 800 millions de francs pour les entreprises de 1 000 000 000 000 000 à 2 000 000 000 000 000 millions de francs, de 9 000 millions de francs pour les entreprises de 2 000 000 000 000 000 à 5 000 000 000 000 000 millions de francs, de 9 200 millions de francs pour les entreprises de 5 000 000 000 000 000 à 10 000 000 000 000 000 millions de francs, de 9 400 millions de francs pour les entreprises de 10 000 000 000 000 000 à 20 000 000 000 000 000 millions de francs, de 9 600 millions de francs pour les entreprises de 20 000 000 000 000 000 à 50 000 000 000 000 000 millions de francs, de 9 800 millions de francs pour les entreprises de 50 000 000 000 000 000 à 100 000 000 000 000 000 millions de francs, de 10 000 millions de francs pour les entreprises de 100 000 000 000 000 000 à 200 000 000 000 000 000 millions de francs, de 10 200 millions de francs pour les entreprises de 200 000 000 000 000 000 à 500 000 000 000 000 000 millions de francs, de 10 400 millions de francs pour les entreprises de 500 000 000 000 000 000 à 1 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 10 600 millions de francs pour les entreprises de 1 000 000 000 000 000 000 à 2 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 10 800 millions de francs pour les entreprises de 2 000 000 000 000 000 000 à 5 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 11 000 millions de francs pour les entreprises de 5 000 000 000 000 000 000 à 10 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 11 200 millions de francs pour les entreprises de 10 000 000 000 000 000 000 à 20 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 11 400 millions de francs pour les entreprises de 20 000 000 000 000 000 000 à 50 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 11 600 millions de francs pour les entreprises de 50 000 000 000 000 000 000 à 100 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 11 800 millions de francs pour les entreprises de 100 000 000 000 000 000 000 à 200 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 12 000 millions de francs pour les entreprises de 200 000 000 000 000 000 000 à 500 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 12 200 millions de francs pour les entreprises de 500 000 000 000 000 000 000 à 1 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 12 400 millions de francs pour les entreprises de 1 000 000 000 000 000 000 000 à 2 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 12 600 millions de francs pour les entreprises de 2 000 000 000 000 000 000 000 à 5 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 12 800 millions de francs pour les entreprises de 5 000 000 000 000 000 000 000 à 10 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 13 000 millions de francs pour les entreprises de 10 000 000 000 000 000 000 000 à 20 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 13 200 millions de francs pour les entreprises de 20 000 000 000 000 000 000 000 à 50 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 13 400 millions de francs pour les entreprises de 50 000 000 000 000 000 000 000 à 100 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 13 600 millions de francs pour les entreprises de 100 000 000 000 000 000 000 000 à 200 000 000 000 000 000 000 000 millions de francs, de 13 800

Le Mouvement de la jeunesse musulmane (M.J.C.F.) proteste contre le développement fortifié des négriers des agences musulmanes que les agences musulmanes. Le Mouvement M.J.C.F., réuni le dimanche 7 septembre à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) pour examiner les problèmes de l'emploi, souligne dans un communiqué qu'il est possible, sur un terrain commun d'autres, d'élaborer des plans de travail et de faire valoir le pouvoir et le pouvoir.

La police a libéré mardi 9 septembre des détenus de la prison de Houllivert à Cévennes que des militants du Front national réquisitionnaient depuis plusieurs semaines. Pour protester contre la fermeture de la prison — celui d'Alsival est occupé depuis le 5 mai — et la mise à pied d'un chef de sécurité, une trentaine de militants du Front national occupent les locaux de l'école des mines de Houllivert et envahissent la zone industrielle des Houlliverts. Les militants s'inscrivent dans la tradition du C.G.T. dans le bassin minier du Cévennes.

« **REVENIR** 0 % aux Etats-Unis. Ce n'est pas que la demande pose des **PROBLEMES** moins **COMPLEXES** mais savent-ils la **REALISATION** de leurs **VOUX** : nombreuses femmes, **POUR** ou **CONTRE** les **ENTREPRISES** ? »

Les entreprises répugnaient à favoriser ces formules parce que le coût du travail partiel était évidemment plus élevé que celui du travail complet, notamment du fait du planification des charges sociales et d'une gestion plus complexe du personnel. Ce fut les salaires, la crainte de ne obtenir que des **TRAVAILLEURS** moins intéressants, l'espoir de promotion, finalement.

Ces jeunes nouveaux ont pour but de lever la plupart de nos problèmes. Du même coup, les syndicats pourraient être moins opposés à cette évolution de la condition de nos travailleurs. Déjà, le C.F.D.T. manifeste beaucoup plus de compréhension à l'égard de la formule volontaire au temps de travail réduit accompagnée d'une formation professionnelle de qualité.

La rupture au grand jour. Le C.F.D.T. peut-elle savoir les conséquences sur les papiers de cette dernière avec l'Force ouvrière l'année dernière ?

National F.O. — Le 20 décembre —

répoussé l'offre de rachat contre l'annulation de M. Maïre.

Par ailleurs, le C.F.D.T. a exprimé son intérêt au premier tour d'orientation, mais il n'a pas donné suite à cette offre.

P.C.F., la proposition est de transformer l'O.C. vers l'unité d'action.

Or, à plusieurs reprises, M. Bergeron nous a dit que ce n'était pas la solution la plus grande attention politique du C.F.D.T. à l'égard de la Force ouvrière.

C.G.T. (1960-1961) —

différents courants au parti communiste. C'est pas une prise de position politique. C'est une réponse à une question qui s'est posée.

AIDE D'URGENCE DE LA C.E.E. A LA GUADELOUPE ET A LA MARTINIQUE

La Commission des Communautés européennes a décidé, mercredi 10 septembre, d'accorder une aide d'urgence de 700 000 unités de compte (1 U.C.E. = 2,25 F.F.) aux départements de la Martinique et de la Guadeloupe, touchés par le cyclone Allen. Cette aide est essentiellement destinée à la restauration des habitations qui ont

Ayant tenu ces propos à France-Inter le 13 septembre, il les a repris dans une interview au *Quotidien de Paris* le lendemain. Toutefois, il insiste sur une reprise de contacts. Mais il laisse entendre que la reprise semble avoir lieu le prochain vendredi national de la F.O.

D'autre part, interrogé par le *Quotidien de Paris* sur la campagne présidentielle, M. Bergeron affirme que l'Etat ne doit pas être désigné de la sorte : « Cela dit, il n'y a pas de raison que l'Etat n'exprime pas son opinion et je pense que Mitterrand est le plus à même de l'exprimer ».

● Renault : la C.G.C. contre M. Certano. — La C.G.C. a pris position, mardi 9 septembre, sur le rapport de M. Michel Certano, secrétaire général de la C.G.T., Renault, sur le projet de loi de dérogation (fin juillet pour avoir des questions) au 1977 P.-D.G. de la Régie. M. Verin, député, a communiqué, la C.G.C. « avec fermeté les réquisitions des cadres et dirigeants ». Elle reproche à M. Certano « d'avoir imposé des violences » envers le personnel d'encaissement.

de venir en aide aux marins-pêcheurs en difficulté, le Secours populaire organise une collecte massive de vêtements. Les dons peuvent être envoyés par chaque famille à l'ordre : S.O.S. marins, C.C.P. Lille 5110 T.

M. Matteoli, ministre du travail et de la participation, a annoncé mardi la suppression, une fois de plus, de l'état d'urgence. La création de mille emplois d'insertion sera maintenue. Ces emplois seront réservés aux cadres au chômage. Leur période de formation sera allongée à la fin d'octobre. Les durées de travail des stagiaires auront un contrat de travail à durée indéterminée. Les cinq cents emplois restants seront attribués à des jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans bénéficiant de contrats emploi-formation. Les autres emplois seront réservés aux cadres au chômage.

« Cette opération », a ajouté le ministre, « est organisée par l'initiative de l'agence de l'informatique qui a pour tâche de former des spécialistes informatiques. C'est une des priorités du développement des applications de l'informatique. »

La Commission des Communautés européennes a décidé, mercredi 10 septembre, d'accorder une aide d'urgence de 700 000 unités de compte (1 UCE = 3,25 F.F.) aux départements de la Martinique et de la Guadeloupe, touchés par le cyclone Allen. Cette aide sera versée à la fin de septembre. La Commission européenne a également décidé de verser une aide supplémentaire de 1 000 unités de compte à la Martinique et de 500 unités de compte à la Guadeloupe et de la Guyane, pour la reconstruction des habitations qui ont partiellement souffert des effets du cyclone. Des actions supplémentaires en faveur de la Guadeloupe et de la Martinique sont prévues par le biais des fonds communautaires de développement régional (F.C.D.R.), pour les mois de septembre, octobre et novembre, pourrnt être décidées au cours des prochaines semaines.

De janvier à juillet 1980
LA FACTURE PÉTROLIÈRE DE LA FRANCE A AUGMENTÉ DE 70 %
BIEN QUE SES ACHATS DE BRUT AIENT FLÉCHI DE 10 %

Dans son numéro du 4 septembre, le « Bulletin de l'Institut pétrolier », publiant les données mensuelles de la direction ~~générale~~ des ~~hydrocarbures~~ ~~minéraux~~ indirects, dresse un tableau de l'évolution des importations françaises de pétrole entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet 1959.

Il ressort de ce tableau que la France, pendant cette période, a importé 10 570 000 tonnes de brut, contre 12 370 000 tonnes pendant la même période de 1970, le total C.A.F. de ses achats comprenant donc les frais d'embarquement et de fret s'élève à 10,5 milliards de francs, contre 12,3 milliards de francs (+ 15,5 %), le coût unitaire de la tonne de brut ayant, lui, progressé de 5,7 à 6,1 franc contre 198,5 francs.

Toujours pour la même période, l'Union est le premier fournisseur (22,9 % des nos approvisionnements), devant l'Irak (12,2 %), le Japon (10,3 %), l'Abou-Djebel (8,22 %), l'Union (7,7 %).

Après cinq années « en crise quasiment ininterrompue, les professionnels de la filature avaient-ils enfin trouvé le tunnel ? » Les dirigeants de la Fédération française du cuir en présentant sa trente-huitième Semaine internationale, qui s'est tenue à Paris du 6 au 10 septembre. Optimisme ? Le mot est un peu fort. Certes, l'année 1979 « marquée, sinon une reprise, du moins un arrêt » de la dégradation dans la plupart des branches du cuir (1). Au total, la filière est même parvenue, pour la première fois depuis la guerre, à enregistrer des chiffres nets et complets. Le progrès est mesurable : quatre cent emplois de plus sur un total de quatre-vingt-seize mille huit cent cinquante, mais il est quand même significatif. De même, la production a-t-elle dans l'ensemble très

Pour l'instant, les problèmes de balance des paiements, au premier rang desquels figure le déficit de la balance commerciale de la France, qui s'est creusé, passant de 250 millions de francs en 1978 à 948 millions de francs en 1979, sont ceux que le taux de croissance des importations par les exportations (1979 = 100 %) (il était de 96 % en 1974 ?). Ce phénomène, renforcé par la France depuis 1974,

M. Roger R. Smith
1^{er} janvier 1982 à M. Thomas M.
Carter, 1^{er} président de la
Automobile. M. Murphy
qui sera en retraite, M. Smith
cinquante-cinq ans, est un spécia-
liste des problèmes industriels. Après
avoir été directeur du groupe,
du groupe, il fut de 1974 vice-
président chargé des affaires
publiques et des finances. Le conseil
d'administration de G.M. a égale-
ment nommé M. James McInnis
directeur adjoint des ventes
et M. James L. Smith directeur
général du groupe, à partir du 1^{er} janvier
prochain.

■ Le Centre de perfectionnement aux affaires, 108, boulevard Maubert, 75017 Paris, va lancer son cinquantième D. A cette occasion, le C.P.A. édite en souscription et en tirage limité un ouvrage collectif, le **Dossier 2011**, qui, pour ambition de fournir aux responsables d'entreprises une grille d'analyse pour les années à venir.

se quasiment
la filière cuir
tunnel? - Les
pil national du
tisme Semaine
Paris de 6 au
not est un peu
gué, sinon une
la dégradation
du cuir (1). Au
venue, pour la
à devenir
progrès ne lise
de la nuit
att. De même,
semble très l

hommes du fait d'une main-d'œuvre abondante, se sont en tout premier rang européen (pour le moins de veau), ont dû l'essentiel aux insuffisances chroniques des secteurs de la linéarité et de la linéarité qui pour les autres analogues (adaptation) de la production à la demande, compétitivité, et par la voie de développement s'assurant plus respectivement.

40 % et 88 % des besoins nationaux.
point noir : les
erratiques des cours des
n'ont pas permis de
la « réorganisation » des ventes pu-
les prix des peaux ont vus croître, par
exemple, de 100 % en 1973, de 80 %
de 1974 à l'année et de 50 %
1979, après avoir augmenté de 40 %
premier
tions, qui gênent

Les fluctuations des cotés.

Une « Société nouvelle de garantie » devrait être incessamment mise en place (avec l'appui financier de l'interprofession, de l'Office de la viande et du ministère de l'Industrie) qui serait chargée de constituer des stocks de peaux de vœux et de les

... n'étant ni sur le fond, ni sur la forme, l'arrêt de la dégradation constatée en 1989 pourrait être qu'une première étape de la plupart des firmes de la zone industrielle. La tannerie, prise en compte dans la liste précédente de la zone industrielle, ne peut porter, garantie selon six autres tanneries associées à l'opération d'approvisionnement régulier et à prix ferme. Parallèlement, les tanneries bénéficiaires, pour financer leurs stocks, de conditions spéciales garanties par la Caisse nationale

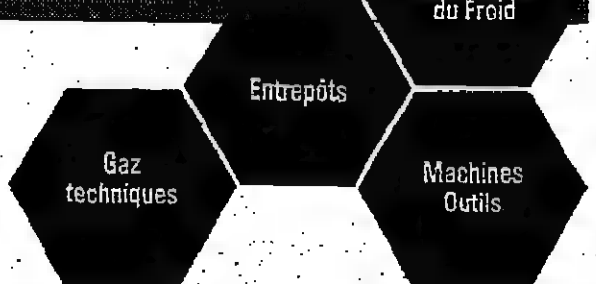
Second - révéti, plus significatif, calcul de l'interprofession. Longtemps après-dés, les questions internes de la profession ont été réglées par le CIOIC (Comité Interprofessionnel de développement des Industriels et court), qui gère le produit d'une parafiscale de près de 60 millions de francs, a l'objectif de réformer profondément l'utilisation de ces fonds. Au lieu de privilégier l'aide à l'investissement et des actions tech-

...c'est l'absence de
 l'un fond est bien près d'être
 atteint, l'espoir renaît. D'après
 un tel état, « quelques
 bouge » l'interprofession, le
 de disparition pure et simple,
 « à la fois » l'interprofession
 metant enfin d'espérer un sauvetage
 en extrême.

...l'un, l'autre part, la prise en
 conscience, bien tardive, des pou-

publics. Après avoir super-
légnés pendant les années les
cra d'alarme pendant les années
n'est pas un... une profes-
moribonde, la... une
a décidé, en avril 1991, une
de qu'il ne faut pas...
qu'il ne faut pas...
M. Estrade, ex-
Salon, enfin sur le point

chargé de la mise en œuvre de ces mesures. « La mesure ne sera plus que 40 % du montant de la chaussure, on ne peut plus des-
 (1) Négociation des peaux brutes, tannerie, mégisserie, maro-



Dans cette usine, située à Pont Saint Pierre en Normandie, appartenant à la Société Normande des Eaux Minérales de Vittel, il y a deux moments de travail intensif durant les heures charnières à l'issue de la nuit : les chariots élévateurs, 10 tonnes (en 2 équipes) doivent expédier la production quotidienne. La rapidité des manutentions ne doit pas être obtenue au détriment de la sécurité des marchandises. C'est pourquoi cette société utilise des chariots élévateurs Linde. Grâce à leur transmission hydrostatique, les chariots élévateurs Linde ne sont

pas seulement rapides au travail mais ils garantissent aussi le transport des palettes en toute sécurité. Linde offre dans ce domaine des solutions à l'avant-garde en technique et en rendement.

Plus de 200 employés, Linde a un chiffre d'affaires de plus de 2,6 milliards de DM.

Linde AG, Wiesbaden (RFA), représenté par:
Linde Manutention S.A.R.L., Rue de la Croix de l'Orme,
Bures Morainvilliers, 78630 Ormeval, tél. (3) 975 73 00 -

هكذا من الأهل

L'INDUSTRIE COTONNIÈRE PEUT, VEUT ET DOIT VIVRE

5, rue de Provence - B.P. n° 29 - 88001 EPINAL Cedex

1, rue du Docteur-Fréry, B.P. 123. — 90003 BELFORT Cedex

L'industrie cotonnière française a décidé de faire entendre sa voix. Mieux, face aux nombreux périls qui l'assaillent, de crier sa volonté de vivre et de se développer. Bref, de continuer à être un maillon important de l'économie.

Si elle a choisi la rentrée, c'est simplement parce que les craintes qui étaient siennes avant les vacances se sont confirmées. De nombreux clients sont carrément passés au rouge. Ils ont pour noms : importations, stocks, carnets de commandes. Si aucune solution n'est apportée, il est à craindre rapidement des répercussions au niveau de l'emploi. Il y a deux mois, le Syndicat Textile de l'Est déclarait déjà : « Nous sommes en train d'atteindre un point de rupture et les pouvoirs publics ne veulent pas nous entendre lorsque nous les alertons et leur demandons de prendre des mesures avant qu'il ne soit trop tard. »

UNE LENTE ET CONSTANTE DÉGRADATION

La dégradation de l'industrie cotonnière ne date pas d'hier. Depuis 1960, les crises se sont succédées, affaiblissant à chacune d'elles notre indépendance textile. Des chiffres soulignent cette réalité : de 1960 à 1979, la production nationale en filature est tombée de 304 000 tonnes à 222 000 ; une production loin de satisfaire le marché français, qui avoisine les 320 000 tonnes. L'emploi s'est également détérioré : 118 000 salariés en 1960, 50 000 fin 1979.

Pour la région de l'Est, qui représente près de 52 % de la production totale en France, le nombre d'usines est passé de 314 à 160, et le nombre de salariés de 54 404 à 21 124 aujourd'hui.

Après une année 1979 considérée comme correcte, l'évolution de l'industrie cotonnière est devenue particulièrement alarmante. En tissage, les ordres notés sont passés de 27 000 tonnes en juillet-août 1979 à 18 000 tonnes en mai 1980 — soit une diminution de 33 %, — les stocks, par contre, atteignant un niveau jamais atteint en 1979 de 67 000 tonnes. S'y ajoute une baisse de la consommation textile tous secteurs.

NE PLUS ÊTRE LE DÉPOTOIR

Les exportations se sont accrues, prouvant le dynamisme de la profession. Au cours des vingt dernières années, elles passent de moins de 40 000 tonnes à plus de 170 000, mais les importations connaissent un accroissement bien plus spectaculaire encore : 9 000 tonnes en 1960 et 281 000 tonnes en 1979 (en augmentation de 25 % par rapport à 1978). Pour les quatre premiers mois de 1980, elles ont encore fait un bond de 12 %.

D'OU PROVIENNENT CES IMPORTATIONS EXTRACOMMUNAUTAIRES, SOURCES DE TANT DE MAUX POUR NOTRE INDUSTRIE COTONNIÈRE ?

— Tout d'abord, des pays associés à la Communauté (bassin méditerranéen, anciens territoires d'outre-mer) qui vendent sans restriction en Europe, alors qu'eux-mêmes se protègent de façon drastique contre nos produits.

— Ensuite, des pays régis par des accords internationaux (Accord Multifibre) et qui sont donc soumis à des contingents. Hélas, ceux-ci ne sont pas toujours respectés et, d'autre part, peuvent être tournés par toutes sortes de trafics. De plus, des dérogations sont parfois accordées. Exemple : les importations en provenance de la Chine populaire, dont le contingentement européen de tissus de coton qui était de 12 000 tonnes a été porté à 20 000.

— Enfin, des pays industrialisés. Parmi ceux-

ci, les Etats-Unis d'Amérique, du fait du taux du dollar, de leur plus large indépendance énergétique et de la souplesse qu'ils ont dans l'utilisation de leurs équipements, sont particulièrement redoutables. Si nous prenons le cas du velours, les importations de ce tissu « made in U.S.A. » sont passées de 3 000 tonnes en 1977 à plus de 10 000 tonnes en 1979, ce qui représente un tonnage supérieur à la production de la Lorraine (9 500 tonnes). Parmi les explications à ces arrivages massifs : aux 15 % de droits de douane de la C.E.E. s'opposent les 23 à 36 % des U.S.A.

RÉGULER LES MARCHÉS

Les remèdes ? Tout d'abord une régulation des marchés.

Il est en effet indispensable que les pouvoirs publics prennent les dispositions en vue de réguler et de limiter les importations à hauteur des distorsions de concurrence constatées.

La profession souhaite que le troisième Accord Multifibre regroupe les sources d'importations extracommunautaires en vue d'une globalisation tous produits et toutes origines.

Ce problème des importations doit rapidement trouver des solutions si l'on veut effectivement maintenir un environnement économique sain pour l'industrie cotonnière.

« Ce qui ne signifie pas, expliquent les industriels, qu'il faille supprimer les importations. Il s'agit tout simplement de surveiller les frontières, de freiner les entrées, de faire en sorte que le territoire français ne soit plus le dépotoir du monde. »

UNE INDUSTRIE DYNAMIQUE

La profession ne reste pas les bras croisés. Elle fait montre d'un dynamisme qui se traduit, d'une part, par la progression considérable des exportations et, d'autre part, par un niveau élevé des investissements relatifs à la rénovation et à l'adaptation de l'outil industriel. Ceux-ci sont d'ailleurs reconnus et aidés

par l'Etat dans le cadre d'un Plan coton. Plan que l'on souhaiterait voir s'inscrire dans une politique globale cohérente.

L'effort est lourd. Il doit permettre notamment de réduire les coûts de fabrication et de conforter les emplois actuels existants. Cette volonté de vivre est ainsi traduite par 245 millions de francs d'investissements réalisés en 1978. Rien que pour la région lorraine, très en pointe, ils se sont élevés à 122 millions de francs en 1979, soit 7 % du chiffre d'affaires ; prévisions pour 1980 : 145 millions de francs.

Les industriels du coton ne plaident pas coupables. Loin s'en faut. Ils se tournent vers les pouvoirs publics et tirent la sonnette d'alarme, comme le font, depuis plusieurs mois, de nombreuses personnalités politiques.

A LA CATASTROPHE SI...

Si la crise dure quelques mois, l'industrie cotonnière souffrira mais survivra. En revanche, au-delà, ce serait sans doute catastrophique. Très rapidement, près de la moitié des entreprises devront réduire l'horaire hebdomadaire de travail de 40 heures à 32 heures, ou même moins. D'autres, hélas, devront aussi fermer leurs portes. Combien de salariés seront touchés ? Combien seront menacés de licenciement ? Difficile de répondre.

Sans vouloir dramatiser, la profession juge, chiffres à l'appui, la situation suffisamment préoccupante pour le faire savoir publiquement. Solennellement. Pendant qu'il en est encore temps.

En effet, c'est tout un secteur de l'économie qui est concerné, un enjeu considérable, correspondant à un besoin, à un marché indiscutable.

D'autre part, l'industrie cotonnière française, qui dispose d'atouts non négligeables, n'entend pas être sacrifiée. Il ne s'agit de rien de moins que de préserver l'indépendance nationale dans un domaine important.

Enfin, il ne faut pas oublier l'avenir des 50 000 salariés.

Communiqué de l'INDUSTRIE COTONNIÈRE DE L'EST DE LA FRANCE

AUX POUVOIRS PUBLICS :

« Prenez des mesures pendant qu'il en est encore temps »

ÉTRANGER

LE F.M.I. REMET A DIX JOURS
SA DÉCISION ANNUELLE
SUR L'ADMISSION DE L'O.L.P.
A SON ASSEMBLÉE

Washington (A.F.P.). — Les administrateurs du Fonds monétaire international n'ont pu parvenir mardi à une décision sur l'admission ou non de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) en tant qu'observateur à l'Assemblée générale annuelle du Fonds, qui se tiendra à Washington à la fin du mois. Un communiqué précisait que le conseil d'administration du Fonds a décidé d'étendre jusqu'au 19 septembre (c'est-à-dire de prolonger de dix jours) le délai donné aux gouvernements pour exprimer leurs vues sur la résolution relative aux observateurs qui seront invités à la réunion annuelle de 1980.

Cette résolution, adoptée en août par le conseil d'administration du F.M.I., prévoit que la liste des observateurs qui seront invités cette année sera la même que celle de l'an dernier. Elle repousse donc indirectement la demande présentée par plusieurs pays arabes en faveur de l'octroi du statut d'observateur à l'O.L.P. La réunion de mardi du conseil aurait été « houleuse », apprend-on de sources informées. Officiellement, le ministre le plus absolu est observé au F.M.I. sur ces délibérations. Le bruit courait toutefois dans les milieux internationaux qu'elles avaient plutôt été des oppositions qu'elles ne les avaient apaisées. Les États-Unis sont opposés à l'octroi à l'O.L.P. du statut d'observateur.

Il semblerait d'après la décision du conseil de reporter le vote sur la résolution concernant les observateurs, que l'opposition à leur point de vue ait pris une certaine ampleur. D'après des indications recueillies à bonne source, l'Arabie Saoudite et le Koweït auraient fait savoir que, en cas de refus de l'octroi du statut d'observateur à l'O.L.P., ils pourraient refuser de prêter au F.M.I. les fonds dont celui-ci aura besoin.

● La récolte de céréales en Union soviétique, qualifiée d'« honorable » par des spécialistes occidentaux à Moscou, atteindrait, d'après eux, 200 à 210 millions de tonnes contre 235 prévus initialement. Ces estimations sont considérées comme « sérieuses », même si celle récolte ne peut permettre la constitution de stocks. — (A.F.P.)

MONNAIES

L'OR AU-DESSUS
DE 680 DOLLARS L'ONCE

Les marchés internationaux de l'or ont de nouveau plongé dans la fièvre : le cours de l'once (31,15), qui, après une pointe début juillet à 688 dollars, était retombé au niveau de 630-640 dollars, a brusquement bondi, passant en trois jours de 637 dollars à plus de 680 dollars mercredi 10 septembre.

A l'origine de ce regain de fièvre, qui pourrait se prolonger, se trouvent certains experts du monde entier, la situation internationale, mais aussi l'inflation persistante aux États-Unis, la baisse du dollar et, surtout, l'apparition de la réunion de l'Organisation de la monnaie et du crédit à Vienne le 15 septembre : on sait que pourraient y être évoqués l'indexation du prix du pétrole et la détermination d'un « panier » de monnaies pour le calcul des règlements.

Sur les marchés des changes, le dollar reste relativement faible à 4,13 F et la livre baisse nettement sur la perspective d'un abaissement du taux d'escompte britannique.

LA SESSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT

L'attitude de Washington rend difficile l'adoption d'un compromis

New-York (Nations unies). — L'Assemblée générale de l'ONU a décidé, mardi soir 9 septembre, de prolonger jusqu'au vendredi 13 septembre la session extraordinaire sur le développement. Cette session qui devait se terminer le 5 septembre a été ouverte le 25 août. La session ordinaire annuelle de l'Assemblée générale doit, quant à elle, débiter le mardi 16 septembre.

Les États-Unis demandent-ils des garanties telles que l'actuelle session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au développement ne pourrait que reporter la décision de convoquer pour 1981 des négociations mondiales sur l'énergie, les matières premières, le commerce, l'aide, la monnaie et les finances ? Sans doute n'ont-ils pas reçu le soutien qu'ils attendaient de leurs partenaires des pays industrialisés, et de certains États en développement du groupe dit des « 77 ». Le secrétaire d'État, M. Muskie, a téléphoné aux ministres des affaires étrangères des pays européens, notamment à M. François-Poncet, dans une ultime tentative pour harmoniser les points de vue américain et européens.

L'Allemagne fédérale — ce qui est d'autant plus notable que ses positions sont apparues fort alignées sur celles de Washington, — la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont finalement repoussé tel quel le compromis yougoslave présenté le 5 septembre (Le Monde des 7-9 septembre) pour préserver l'avenir du dialogue Nord-Sud. En revanche, les autres membres de la C.E.E. et les pays scandinaves qui depuis le début de la session recherchent les voies d'un accord — étaient prêts à accepter ce compromis moyennant quelques retouches. Et les « 77 » à faire de même, si les États-Unis n'avaient pas formulé de nouvelles exigences.

En vérité, la position des États-Unis est passée par des phases diverses au cours des discussions, au point que ce qui était proposé un jour pouvait être renié le lendemain. Ces revirements s'expliquent en partie par la pression exercée par le Trésor américain — il en est d'ailleurs de même des ministères des finances européens sur les diplomates — qui n'envisage

De notre envoyé spécial

sage pas d'un bon œil la tenue de négociations sur les questions monétaires ailleurs qu'au sein du Fonds monétaire international. Cependant, les positions des deux principaux camps en présence — pays industrialisés à économie de marchés et pays en développement — n'évoluent guère, du moins au second. Mais tout amendement réclamé par l'un suscite une ou plusieurs initiatives de l'autre. En outre, des consultations permanentes ont lieu entre les délégations à New-York et leurs gouvernements ainsi qu'entre groupes de pays européens ou occidentaux. Car chacun mesure l'enjeu d'une aussi vaste négociation, dont il convient en conséquence de définir sans trop d'ambiguïté le cadre général et les mécanismes.

La souveraineté du F.M.I.

L'obstacle principal à un accord reste le rôle de la conférence ou de son organe central. Les Américains ne veulent toujours pas lui reconnaître le pouvoir de mener ces négociations à New-York, dans une institution, l'ONU, où le tiers-monde est majoritaire. Ils veulent sauvegarder la souveraineté des organisations spécialisées, en particulier du F.M.I. et de la Banque mondiale. Bref, ils tentent de maintenir l'activité de la conférence mondiale et de consolider celle des institutions spécialisées, qui seront au cœur des négociations et que contrôlent les pays riches.

En revanche, les « 77 » voudraient que la conférence ou son organe central se réserve la liberté de remettre en cause — peut-être de renégocier ou du moins de soumettre à des arbitrages — les résultats de l'accord global auquel la conférence mondiale pourrait parvenir, notamment ceux acquis au sein des institutions spécialisées.

Quelle forme est accordée à cet accord ? Dans quelle mesure les gouvernements seraient-ils tenus de l'appliquer ? Tels sont deux autres aspects de la controverse. Les pays en développement n'acceptent pas, par exemple, d'entériner des décisions du F.M.I. auxquelles ils n'auraient pu prêter la main.

La prolongation de la session indique néanmoins que les principaux acteurs des pourparlers — qui ont lieu entre un nombre très

restreint de personnalités du Nord et du Sud gardent encore l'espoir de parvenir à un compromis, plutôt qu'ils n'envisagent un ajournement. Une telle décision jetterait forcément le discrédit sur l'organisation internationale, dans le cadre de laquelle doivent avoir lieu les négociations globales.

L'énergie
comme monnaie d'échange

En fait, il y a divergence sur la conception même des négociations que les États-Unis et d'autres pays industrialisés continuent d'envisager plutôt comme des négociations successives, et les « 77 », eux, comme un véritable marchandage universel, simultané et centralisé sous l'égide des Nations unies.

Les pays de l'OPEP ont jeté tout leur poids dans la controverse, dans la mesure où l'énergie doit servir largement pour le tiers-monde de monnaie d'échange pour obtenir des pays industrialisés certaines réformes en matière monétaire et financière. L'Irak, l'Algérie, mais aussi, dans une certaine mesure, le Venezuela, satisfaits par d'autres États ont fait entendre que l'énergie ne pouvait être échangée isolément, mais au contraire devait être traitée avec les autres questions. La discussion se poursuivra, à n'en point douter, à ce sujet, lorsque — si la session sort de l'impasse — seront examinées les grandes lignes de chapitre de la prochaine conférence.

Pour l'instant, les travaux de la session extraordinaire sont quasi paralysés par le pléinement des conversations sur les questions globales. Ceux en particulier sur la stratégie du développement pour la décennie attendent une issue qui permettra de faire avancer ces études sur l'énergie et les problèmes monétaires et financiers.

Malgré la lassitude, qui s'exprime dans leurs rangs, à la suite des manœuvres des États-Unis, notamment les « 77 » ne semblent pas prêts, en tout cas, à accepter un compromis qui viendrait de leur contenu sur projet de négociations en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

GÉRARD VIRATTE

● Le ministre australien du commerce et des ressources, M. Doug Anthony, vient de critiquer vivement la « protectionnisme » de la Communauté européenne, qui viendrait de son contenu sur projet de négociations en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Le ministre australien du commerce et des ressources, M. Doug Anthony, vient de critiquer vivement la « protectionnisme » de la Communauté européenne, qui viendrait de son contenu sur projet de négociations en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,13 4,1200	+ 25 + 35	+ 30 + 40	0 + 50
\$ Can.	1,5325 1,5360	+ 40 + 65	+ 65 + 105	+ 125 + 150
Xen (100) ..	1,98 1,91	- 20 - 3	- 21 - 1	+ 125 + 175
Dmk 2,2510 2,2270	+ 45 + 65	+ 105 + 130	+ 205 + 435	+ 435 + 485
Florin 1,1365 1,14	+ 8 + 28	+ 25 + 45	+ 125 + 185	+ 185 + 225
F.S. (100) .. 14,5010 14,5165	+ 25 + 35	+ 125 + 185	+ 240 + 290	+ 490 + 540
F.S. 2,5385 2,54	+ 15 + 25	+ 25 + 45	+ 125 + 185	+ 185 + 225
L. (1 000) .. 4,8550 4,8910	- 455 - 260	- 975 - 845	- 2130 - 2530	- 2530 - 2930
F. 9,9425 9,9120	- 430 - 385	- 700 - 620	- 1420 - 1270	- 1270 - 1170

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/9/76	9/11/76	9/5/76	9/3/76	9/1/76	9/1/76	9/1/76	9/1/76	9/1/76
\$ E.-U.	29 1/2	29 3/8	10 3/16	10 5/16	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Florin	10 1/2	10 3/8	10 3/16	10 5/16	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
F.S. (100) ..	12	12	11 3/4	11 3/4	12	12	12	12	12
F.S.	2 3/4	3 1/4	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 1/2
L. (1 000) ..	14	16	28 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	23 1/2	23 1/2	26 1/2
Fr.	11 1/4	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	12 1/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de machine par une grande banque de Paris.

EN GRANDE-BRETAGNE

La Trésorerie réaffirme la volonté gouvernementale
de poursuivre une politique monétariste

Londres (A.F.P.). — Deux importantes indications économiques, publiées le 9 septembre, montrent que le gouvernement n'est toujours pas parvenu à maîtriser la masse monétaire ni le déficit budgétaire. Ainsi, d'après la Banque d'Angleterre, la masse monétaire s'est accrue en août de 3 %, après avoir augmenté de 5 % en juillet. Au cours des six premiers mois de l'année financière courante (qui prend fin en mars 1981), cette masse a augmenté à un taux annuel de 26 %, alors que le chancelier de l'Échiquier voulait limiter son expansion entre 7 % et 11 %.

En outre, le déficit budgétaire s'est accru de 1 500 millions de livres en août, contre 1 078 millions de livres en août 1979. Pour les cinq premiers mois de l'année financière, ce déficit s'élève à 4 975 millions de livres contre 4 900 millions de livres pendant la période correspondante de 1979, alors que le chancelier de l'Échiquier avait fixé à 3 518 millions de livres pour l'année entière.

Suite à cette publication, la Trésorerie a exceptionnellement diffusé, le même jour, un communiqué réaffirmant la détermination du gouvernement de poursuivre sa politique monétariste pour venir à bout de l'inflation, alors que cette action suscite de plus

en plus de critiques dans les milieux d'affaires.

Selon la Trésorerie, l'augmentation de la masse monétaire, en août, est due essentiellement aux distorsions causées par l'abandon, en juin, des restrictions quantitatives sur le crédit bancaire, ainsi que le taux de progression n'a été que 1 % à 2 % par mois en juillet et août. Pour les prochains mois, un ralentissement sensible du crédit devrait se produire, en partie parce que la réduction des stocks des entreprises diminuera leurs besoins monétaires.

Le déficit budgétaire devrait, quant à lui, regresser, selon la Trésorerie, d'ici à la fin de l'année financière. D'une part, les recettes de l'État vont être gonflées par les versements d'impôt sur les bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières en mer du Nord. Ces recettes bénéficieront aussi au second semestre de 1980 de la vente de biens publics. De l'autre, les dépenses militaires, « exceptionnellement élevées depuis le début de l'année », sont maintenant « freinées ».

Enfin, la réduction de la contribution britannique au budget communautaire, décidée en mai, devrait entraîner vers la fin de l'année financière des remboursements au Trésor britannique, estimé à 1,1 milliard de livres.

La dette extérieure du Nicaragua
aurait été consolidée
à des conditions avantageuses pour Managua

Le gouvernement du Nicaragua a annoncé, mardi 9 septembre, qu'il avait conclu un accord avec douze banques américaines et européennes au sujet de la dette extérieure dont il a hérité du régime Somoza. Selon le New-York Times, l'accord porterait sur la consolidation d'un total de 582 millions de dollars, dont 82 % sont dus à des banques américaines.

Un délai de douze ans est consenti au Nicaragua pour rembourser le principal et payer les intérêts, avec une période de franchise de cinq ans pendant laquelle la seule obligation sera de verser un intérêt de 7 % le paiement de la différence avec le taux plein (égal aux taux interbancaires de Londres) pour les opérations internationales plus une prime de 1 % à 1,75 % étant reporté à la période ultérieure. L'accord comprend plusieurs dispositions inédites favorables au Nicaragua.

Le commandant Daniel Ortega et M. Arturo Cruz, deux des membres de la junte, ont estimé que ces délais constitueraient une « offense » à un « préjudice à nuancer » au Nicaragua. M. Cruz a rappelé que les États-Unis n'ont remis qu'une « somme symbolique » sur le prêt dont il est question depuis un an et qu'il n'a reçu l'accord du Congrès américain.

● Le chômage au Canada a légèrement augmenté, passant de 7,6 % de la population active en juillet à 7,7 % en août. Le nombre de personnes sans emploi est passé en un mois de 888 000 à 895 000 (compte tenu des variations saisonnières). Le groupe d'âge le plus atteint est celui des quinze-vingt-quatre ans, ceux qui font leur entrée sur le marché du travail, leur taux de chômage étant en août de 19,4 %. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Epargne-Retraite
Excellente performance de
L'AFER

L'Association Française d'Épargne et de Retraite (A.F.E.R.) a tenu à Paris le 25 juin 1980, son Assemblée Générale annuelle, sous la présidence de M. Gérard Viratte.

Ses conventions de retraite complètes, par capitalisation, mises au point en collaboration avec le Groupe VICTOIRS (Abellie-Paillat) ont été renouvelées plus de 16.000 adhésions, soit individuelles, soit dans le cadre d'entreprises ou de Groupements professionnels.

Les 231.021.000 francs du « Fonds AFER » gérés par le Groupe VICTOIRS, fin 1979, après prélèvement des frais autorisés, ont été rémunérés, l'an passé, au taux de 11,48 % soit, pour les trois dernières années, une rémunération cumulée, à intérêts composés, de 36,80 %.

Le Président ATILAS a souligné que ce résultat remarquable confirme l'efficacité de la forme de « démocratie économique » qui s'est instaurée entre l'AFER et le Groupe VICTOIRS.

AFER, 74, r. Saint-Lazare, 75009 Paris
Tél. : 263-72-12.

PHILIP MORRIS

M. David Danziger, qui était directeur du marketing de Philip Morris GmbH à Munich, vient d'être nommé directeur général des ventes pour l'Europe du Nord. Il sera remplacé en Europe, société du groupe Philip Morris Incorporated, qui fabrique la célèbre « Marlboro », par M. Jean-Louis Danziger, qui a été directeur de la vente de la société dans le monde.

COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ

Il est rappelé que le conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 10 juin 1980, l'attribution à titre gratuit, à 100 %, des actions nouvelles d'actions nouvelles à créer par voie d'augmentation de capital, à raison d'une action nouvelle pour huit anciennes.

Le capital social a été ainsi porté de 800 000 000 F à 800 200 000 F par incorporation d'une somme de 200 000 F prélevée sur les réserves.

Les 702 507 actions nouvelles de 100 F chacune, entièrement libérées, portant jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} janvier 1980, ont été attribuées aux actionnaires anciens de la Compagnie Générale d'Électricité, date du détachement du coupon correspondant au dividende distribué au titre de l'exercice 1979. Elles sont créées coupon n° 40 attaché et doivent être déposées à l'intégralité du dividende sous distribution au titre de l'exercice 1980.

Le droit d'attribution est représenté par le coupon n° 39 des actions anciennes, il sera négociable et coté à la Bourse de Paris à partir du lundi 15 septembre 1980. Les opérations matérielles d'attribution débuteront le même jour. Les demandes d'attribution seront reçues sans frais au siège social de la Compagnie, ainsi qu'aux sièges, agences, succursales et bureaux des établissements bancaires suivants :

En France :
Crédit commercial de France et
Société générale,
Crédit lyonnais,
Banque nationale de Paris,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Crédit industriel et commercial,
Banque de Saint et de l'Union des
mines,
Electro-Banque,
Société lyonnaise de dépôt et de
crédit industriel,
Banque de Neuchâtel, Schlumberger
et Muller,
Banque Louis Dreyfus,
Banque Rothschild.

En Belgique :
Société générale de banque,
Crédit agricole,
Agences de la Société générale
d'Alsace de banque,
Banque de Paris et des Pays-Bas
Belgique.

En Suisse :
Crédit suisse,
Société de banque suisse,
Union de banques suisses.

Autres Pays-Bas :
Amsterdamsche Bank NV,
Banque de Saint-Nedeland.

LA Caisse Française
DES MATIÈRES PREMIÈRES

viens de lancer son premier emprunt — 500 millions de francs en obligations de 5 000 francs à 14 % (voir le Monde daté 10 septembre).

Cet emprunt, a déclaré au cours d'une récente conférence de presse M. François de Wismec, président de la Caisse et directeur général de la Banque, est des matières premières au ministère de l'Industrie, doit aider à financer un vaste programme d'achat en 1980-81 d'un montant de 1,6 milliard de francs (voir le Monde daté 24 juillet 1980).

du colis lourd à la canette de bière
en passant par le conteneur

Venez vous informer sur les possibilités de la voie d'eau
(bateaux fluviaux ou fluvio-maritimes) à l'exportation, à l'importation
et en transports intérieurs :

DEUXIÈME COLLOQUE FRANÇAIS
DE NAVIGATION FLUVIALE

les 24-25 et 26 septembre 1980 à Paris

Pour recevoir le programme détaillé du colloque et le bulletin d'inscription, appelez (1) 577.07.50.

مكتبة الأصيل

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- 2. AVOIR VINGT ANS. — UNE FOIS : « Devoir l'engagement », par Patrick Aujard ; « Participer pour exister », par Jean-Claude Gilet.
- DEUX FOIS : « Vivre en autodidacte de la vie », par Jean-Louis Sella.
- QUATRE FOIS : « Trouver le vaccin », par Pierre Ballanger.

ÉTRANGER

- 3-4. AMÉRIQUES. — ÉTATS-UNIS : M. Reagan a célébré l'anniversaire de l'État fédéral qu'il tenait de se donner.
- CHILI : la démocratie chrétienne s'est mobilisée contre le projet de référendum constitutionnel du général Pinochet.
- 4-5. DIPLOMATIE. — CHINE : le renouveau de l'équipe dirigeante est très relatif : la presse passe complètement sous silence le quatrième anniversaire de la mort de Mao.
- La Corée du Sud rappelle à l'ordre (III), par Philippe Pons.
- 6. AFRIQUE. — ALGÉRIE : la visite du premier ministre tunisien.
- 7. PROCHE-ORIENT. — 8-9. EUROPE. — POLOGNE : la tournée de M. Kania en province.

POLITIQUE

- 10. La présentation de l'Espoir au présent. — Nous voulons mettre au plus vite un terme au pouvoir de M. Giscard d'Estaing.
- 11. Le grand débat sur TF1 : M. Lalonde sera candidat « jusqu'au bout ».
- 12. LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — Côte d'Or : un trouble-fête dans la majorité ; Aude : un fâcheux socialiste.
- 13. JUSTICE : ajournement du procès pour un Malien sans papier.
- 14. Un handicap mental en prison, la « liberté d'esprit » contre la liberté.
- 15. SPORTS. — Football : le redressement de l'Olympique lyonnais.
- 16-17. ÉDUCATION : la rentrée des lycéens ; l'enseignement des fédérations de parents d'élèves.
- 18. Chronique scolaire de Saintes, de notre envoyé spécial Edwy Plenel.
- 19. SCIENCES : les progrès des manipulations génétiques.

INFORMATIONS « SERVICES »

- 20. RETOURNEMENT : l'état des œuvres.
- 21. ARTS ET SPECTACLES. — 19. MUSIQUE : les transgressions et les pastiches de Stravinski, par Gérard Condé.
- 20-21. DANSE : Balanchine ou l'abstraction du plaisir, par Marcelle Michel.
- 22. EXPOSITIONS : la photographie française du XIX^e siècle, par Hervé Guibert ; les décorateurs des ballets russes, par Olivier Merle.
- 23. Un entretien avec M. Michel Guy, directeur du Festival d'automne, par Colette Godard.
- 24. ÉQUIPEMENT. — 31. TRANSPORTS : un entretien avec le ministre grec de la marine marchande.
- 25. ÉCONOMIE. — 37. CONJONCTURE : selon M. Barre, deux éléments ont freiné la lutte contre l'inflation.
- 40. ÉTRANGER : la session des Nations unies sur le développement.

- RADIO-TELEVISION (26) : Annonces classées (26 à 37) ; Carrel (28) : Journal officiel (18) ; Programmes spectacles (26 à 28) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18) ; Bourse (41).

PRÉPARATION ANNUELLE

SC-PO

au Quartier latin

ÉCOLE PRIVÉE

BLAISE PASCAL

151 bis, rue Saint-Jacques, PARIS-V^e

354-05-81

LA DISPARITION DU CHEF DES CHIITES LIBANAIS

Un ancien officier français est détenu en Algérie depuis août 1979

Un porte-parole du « bureau populaire » (ambassade) de Libye à Paris a catégoriquement démenti, mardi 9 septembre, que l'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite libanaise, qui avait mystérieusement disparu le 28 août 1979 à la fin d'une visite à Tripoli, soit détenu dans un camp militaire libyen à proximité de la frontière algérienne. Faisant écho à un article publié dimanche par le journal espagnol « El País », R.T.L. avait annoncé mardi que l'imam Moussa Sadr avait été enlevé avec l'aide d'un ancien officier français, le commandant Jean-Jacques Laporte (nos dernières éditions du 10 septembre). Du même coup, on déconstruit que cet ancien militaire, était détenu en Algérie depuis près d'un an et incriminé « attente à la sûreté de l'État ».

Les informations concernant l'imam Moussa Sadr avaient été relayées par Téhéran, une personnalité proche de l'imam Khomeiny ayant déclaré que ce dernier avait eu connaissance de documents selon lesquels le religieux libanais était vivant en Libye.

De notre correspondant

Alger. — On confirme, dans les milieux diplomatiques et consulaires français, la détention, en Algérie, d'un ressortissant français, M. Jean-Jacques Laporte, arrêté en août 1979 par les services de la sécurité militaire et incriminé d'attente à la sûreté de l'État. Les autorités algériennes n'ont pas encore communiqué qu'il avait été arrêté, mais n'ont pu, jusqu'à ce jour, exercer le droit de visite prévu par la convention consulaire entre les deux pays. Les responsables algériens n'ont fourni aucune indication sur les motifs de cette arrestation.

On sait peu de choses de M. Laporte, si ce n'est qu'il est âgé d'une quarantaine d'années et qu'il n'était pas immatriculé au consulat de France comme résident en Algérie. Il s'agit d'un ancien militaire à la vie aventureuse, dont les activités demeurent mystérieuses. Il aurait été interpellé par les services de sécurité algériens une première fois en novembre 1978, puis relâché après d'être à nouveau appréhendé. Selon certaines rumeurs, il aurait été impliqué dans l'affaire du Cap Sigil, mais on voit mal comment il a pu échapper à la justice algérienne.

Les autorités d'Alger, en tout cas, n'ont fait jusqu'à présent aucun commentaire sur ces « révélations ». Elles ont donné l'assurance que les services de sécurité algériens ne demandent pas de renseignements sur les activités de M. Laporte, et qu'ils ne se préoccupent pas de sa situation. Elles ont également déclaré que les renseignements qu'il leur a fournis ne sont pas pertinents.

MORT DE WILLARD FRANCK LIBBY

Prix Nobel de chimie 1960

Inventeur de la méthode de datation par le carbone-14, le professeur américain Willard Frank Libby, prix Nobel de chimie en 1960, est décédé mardi 9 septembre à Los Angeles d'une embolie pulmonaire. Chimiste de formation, il s'est fait connaître par des travaux de physique nucléaire qui ont fait de lui la providence des archéologues et des préhistoriens.

C'est peu après la seconde guerre mondiale qu'il suggéra que l'atmosphère terrestre est constamment transformée en un isotop radioactif de carbone, le carbone-14, par les neutrons que crée le rayonnement cosmique. Les processus métaboliques échantillonnent ces atomes de carbone radioactif avec le carbone non radioactif (carbone-12 et carbone-13) que contiennent les êtres vivants. Ceux-ci ont donc dans leur organisme une proportion fixe de carbone-14.

Après la mort, les échanges cessent, et la proportion de carbone-14 diminue régulièrement suivant une loi simple : au bout de 5 700 ans il reste la moitié du carbone-14, au bout de 11 400 ans, le quart, et ainsi de suite.

On peut donc simplement dater un matériau organique ancien, à condition que la proportion de carbone-14 dans les échantillons n'ait pas varié.

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans de généraliste de la gestion. Préparation aux diplômes d'état.

• D.E.S. • S.T.S. d'action commerciale

Examen d'admission : Niveau Bac 31 septembre 1980.

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clichy 75001 PARIS - 252.27.27

Documentaire gratuit sur demande : 261-28-01 (poste 66) CLAUDE, 26, place Vendôme - Paris.

A B C D E F G

A l'issue du voyage du président Assad à Tripoli

LA SYRIE ET LA LIBYE ANNONCENT LEUR UNION EN UN NOUVEAU ÉTAT

Damas (A.F.P.). — Le président syrien Hafez al-Assad et la délégation ministérielle qui l'accompagnait en Libye ont regagné Damas ce mercredi matin 10 septembre venant de Tripoli, après avoir examiné avec le colonel Kadhafi, les modalités d'une union entre la Syrie et la Libye.

On communique conjointement en fin de matinée que les deux commandements révolutionnaires en Syrie et en Libye proclament la création d'un État regroupant les deux pays.

Le communiqué indique que « le nouvel État unifié jouit d'une souveraineté totale et d'une personnalité internationale qui réalise l'unité politique, économique, militaire et culturelle totale dans tous les domaines. Un gouvernement unifié sera formé d'ici un mois ».

En Corée du Sud

LE FILS AÎNÉ ET LE FRÈRE DE M. KIM DAE-JUNG SONT CONDAMNÉS À DES PEINES DE QUATRE ET TROIS ANS DE PRISON

Le fils aîné et un frère de M. Kim Dae-jung, le dirigeant de l'opposition sud-coréenne, ont été condamnés samedi 9 septembre par un tribunal militaire de Séoul respectivement à quatre et trois ans de prison pour avoir violé la loi martiale. Cette information a été confirmée par téléphone par la femme de M. Kim, qui a déclaré avoir assisté à l'audience. Quatre autres personnes jugées dans le même procès ont été également condamnées à des peines de prison.

Le procès de M. Kim Dae-jung, qui est possible de la peine de mort, a été interrompu pour un moment. Le procureur ne prononce son réquisitoire.

D'autre part, le général Lee Eun-sung, chef d'état-major et commandant de la loi martiale, a été condamné à quatre ans de prison, et un autre officier, le colonel Lee Sang-ho, à trois ans de prison.

A Chartres

ARRESTATION D'UN ESCROC AU CONGÉ-FORMATION

Un technicien en informatique au chômage, Jean-Marie Bencher, originaire de Tunisie, mais de nationalité française, a été arrêté à Chartres (Eure-et-Loire), pour avoir induit en erreur des candidats au cours des épreuves de formation des ASSEDIC.

Inserti sous de fausses identités aux caisses des ASSEDIC, M. Bencher déposait des dossiers de congé-formation pour suivre des stages de recyclage. Il avait assisté à quelques cours, il adressait les attestations d'assiduité nécessaires pour débiter les fonds. Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F. assisté à quelques cours, il adressait les attestations d'assiduité nécessaires pour débiter les fonds.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Les policiers ont découvert les doubles de dossiers envoyés aux ASSEDIC de Compiègne, de Rouen, d'Orléans, de Reims et de Paris. M. Bencher s'est enfui dans un camion total, 300 000 F.

Le dernier administrateur de la Société nouvelle

Manufrance donne à son tour sa démission

Un nouveau rebondissement vient d'intervenir dans l'affaire Manufrance. M. de Saint-Just, le dernier administrateur de la Société nouvelle, a en effet annoncé, mercredi matin 10 septembre au président du tribunal de commerce de Saint-Étienne, M. Marius Bouteau, qu'il donnait sa démission de son poste. Cette démission fait suite à un entretien qu'avait eu la veille M. de Saint-Just et M. Marius Bouteau au cours duquel ce dernier avait indiqué à son interlocuteur qu'il courrait des « risques personnels » en prolongeant l'exploitation de la société.

Dans sa lettre de démission, M. de Saint-Just indique que, à la suite de sa démission, il n'a pas « qualité » pour déposer le bilan de la société comme le conseil d'administration en avait décidé. « Si vous estimez, poursuit M. de Saint-Just, que je ne dois pas expédier les affaires courantes ni poursuivre les négociations en cours jusqu'à l'assemblée générale du 15 septembre, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me le faire savoir, et, dans ces conditions, je pense qu'il conviendrait de désigner un administrateur provisoire ».

A la demande expresse de l'intersyndicale, la très grande majorité des employés de Manufrance ont cessé le travail se sont rendus en cortège devant le tribunal de commerce. Ils ont exigé la manifestation : « empêcher par tous les moyens la liquidation des biens qui signifierait la mort de l'entreprise ».

En fin de matinée, M. Marius Bouteau a fait connaître sa position. Il n'est pas question d'un dépôt de bilan dans l'immédiat, a-t-il indiqué avant de préciser qu'il attendait pour prendre une décision la réunion de l'assemblée générale des actionnaires prévue pour le 25 septembre. En attendant, un administrateur provisoire expédiera les affaires courantes.

La C.G.T. et Manufrance. — La C.G.T. publie, le 10 septembre, une adresse au conseil des ministres à la demande d'un « mandat de confiance » au président de la Loire afin qu'il organise, comme l'a suggéré le maire de Saint-Étienne, une table ronde réunissant toutes les parties intéressées à Manufrance. Elle a poursuivi, selon la C.G.T., contraindre à la recherche d'éléments de solution de ce qui concerne aussi bien l'avenir de la société que la situation des salariés.

La C.G.T. décide de répondre par des arguments nourris aux accusations de la C.F.D.T. Les dirigeants de la C.G.T. réunis en commission exécutive nationale le 9 septembre, ont décidé d'engager à tous les niveaux et plus spécialement ceux des militants de base des débats argumentés, pour répondre aux accusations portées contre la centrale par M. Edmond Maire, dans son discours de Nantes, le 4 septembre. Le secrétaire général de la C.F.D.T. dénonçait notamment l'alignement complet de la C.G.T. sur la politique d'isolement social du parti communiste.

Le lendemain, prenant la parole à Billancourt, M. Séguin avait répondu que la mise au point publiée la veille par le bureau confédéral « la discipline de descendre dans les bas-fonds d'une polémique dégradante ». La commission, tout en approuvant ces déclarations, a estimé qu'il convenait de développer des réfutations plus serrées. Les cégétistes, en particulier, montreront quel a été le comportement de la C.G.T. dans tous les conflits sociaux depuis le début de l'année. Pour leur part, MM. Fenil et Gerson, militants socialistes, ont demandé que, dans leurs arguments, les cégétistes évitent de se montrer machéistes.

Quant à la proposition que formule M. Maire dans l'organe confédéral de la C.F.D.T., tendant à reprendre l'accord de septembre 1979 sur les trois ou quatre objectifs prioritaires, elle ne semble pas avoir été prise au sérieux par les dirigeants cégétistes.

D'autre part, dans un communiqué, la commission exécutive de la C.G.T. a approuvé les déclarations et initiatives des bureaux confédéraux au cours des grèves et événements récents en Pologne, qui ont exprimé la solidarité de la C.G.T. envers les travailleurs polonais et se sont démarqués des spéculations d'inspiration antisocialiste.

Les revendications de réformes et de développement de la démocratie socialiste en Pologne, notamment en ce qui concerne la conception et la pratique du rôle des syndicats, ont été prises en compte et ont été discutées dans le cadre d'un débat d'actualité. Les revendications de réformes et de développement de la démocratie socialiste en Pologne, notamment en ce qui concerne la conception et la pratique du rôle des syndicats, ont été prises en compte et ont été discutées dans le cadre d'un débat d'actualité.

Le Canard enchaîné publie, dans son dernier numéro daté du 10 septembre, les extraits d'une lettre adressée le 10 août à M. Barre par M. Michel Albert, commissaire général au Plan. Dans cette lettre, M. Albert souligne qu'un chapitre de la première partie du plan, le redressement de l'économie française depuis le premier choc pétrolier, a été ajouté à la version initiale.

Ce chapitre, écrit M. Michel Albert, ne s'agit pas d'un sommaire du Plan tel qu'il nous l'avait présenté le 9 juillet. Son opportunité peut être discutée : d'une part il n'est pas d'usage que le document du Plan soit rédigé par le gouvernement pour se débiter au Parlement ; d'autre part, cette innovation risque d'être critiquée étant donné le calendrier politique.

Autre remarque du commissaire au Plan : le problème de l'emploi n'est pas vraiment abordé. La question de l'emploi est devenue la plus délicate du VIII^e Plan. Le projet de rapport que je vous remets ci-joint tente de l'étudier : il ne fait que de simples allusions à l'aggravation du chômage dans les prochaines années, présentant comme une simple risque ce qui est une certitude ; il tente de montrer que la stratégie déjantée dans la partie II, serait de nature à résorber le sous-emploi, ce qui est impossible d'ici à 1985.

M. Albert propose à M. Barre d'accorder une prime aux entreprises qui accepteraient de négocier avec les syndicats une réduction du temps de travail. De plus, le commissaire au Plan propose une augmentation des investissements publics de plusieurs milliards de francs, notant que « cette politique ne consiste pas avec les choix qui ont été faits pour le budget de 1981 ».

Le numéro de « Monde » daté 10 septembre 1980 a été tiré à 582 237 exemplaires.

Le Monde

publiera demain

- LE BUDGET DE 1981 : analyse détaillée
- IDÉES : la Méditerranée en péril
- LES DICTIONNAIRES : quatre éditeurs en compétition
- SOCIÉTÉ : la superstition, ou l'avenir d'une illusion

BRASSERIE LÖWENBRÄU

M. AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 582-79

SPECIALITÉ DE CHOUKROUTES ET DES DÉLICÉS DE LA CUISINE SOUVÉRAINE

Cuisine remarquable - Service impeccable - Prix raisonnables

SERVICER ENTREPRENEUR DE MEXI A 2 HEURES DU MATIN

BOUCHERIE BAVAROISE PIERRE BATA, propriété, chef de cuisine

Le Monde

publiera demain

- LE BUDGET DE 1981 : analyse détaillée
- IDÉES : la Méditerranée en péril
- LES DICTIONNAIRES : quatre éditeurs en compétition
- SOCIÉTÉ : la superstition, ou l'avenir d'une illusion